

Préface du traducteur

M. Arthur Ransome n'est ni un socialiste ni un bolchevik.

C'est un professeur et un homme de lettres qui a écrit des ouvrages de critique littéraire et de petits livres pour les enfants. Ses deux études sur Edgar Poe et sur Oscar Wilde ont consacré en Angleterre sa réputation d'écrivain.

Depuis longtemps M. Arthur Ransome connaît la Russie. Non seulement il la connaît, mais il l'aime. La Russie est, après l'Angleterre, sa seconde patrie. Il y a fait de nombreux séjours avant la Révolution ; aussi y a-t-il pu observer de près la vie et les mœurs russes. A l'encontre de tant de publicistes français qui se sont permis d'écrire sur la Russie sans en connaître la langue et sans pouvoir lire un seul journal du pays, il lit, parle et écrit couramment le russe.

La Révolution l'a passionné. Depuis mars 1917, il a multiplié ses voyages en Russie, et il a envoyé de Pétrograd et de Moscou au journal libéral anglais, les *Daily News*, des correspondances qui furent très remarquées. M. Arthur Ransome y faisait preuve d'une grande liberté de jugement, d'une vive compréhension des choses et des gens, et surtout d'une sympathie ardente pour le malheureux peuple russe qui venait, après une guerre meurtrière, de se libérer de l'oppression séculaire du tsarisme.

Comme il n'est pas un homme politique et qu'il n'appartient à aucun parti, il a étudié la Russie révolutionnaire avec le maximum d'impartialité. Il y est allé sans idées préconçues. Arrivé à Pétrograd et à Moscou, il a ouvert les yeux et les oreilles en homme qui veut se renseigner, et il s'est mis à raconter simplement, naïvement, dirais-je, ce qu'il a vu et entendu. C'est là le très grand mérite de M. Ransome, et c'est ce qui le distingue des nombreux chroniqueurs de la Révolution russe. Il a su voir et entendre. Il a su exposer les choses vues et entendues sans les déformer par passion... ou par intérêt.

Son enthousiasme pour la Révolution de Kerenski ne s'est pas transformé, comme chez tant d'autres, en haine pour la Révolution de Lénine. Il a compris les raisons profondes du bolchevisme. Il ne s'est pas joint au chœur de ces écrivains qui ont déversé sur les bolcheviks et leur œuvre des flots d'injures d'autant plus violentes qu'ils envoyaient leurs chroniques sur la République des Soviets d'une chambre d'hôtel d'Helsingfors ou de Stockholm.

Depuis la révolution de novembre, il est allé deux fois en Russie. Il a pu constater sur place que la presse européenne calomniait odieusement la République russe. Il a remis les choses au point dans ses correspondances aux *Daily News* et dans une *Lettre à l'Amérique*, lettre qui a été traduite en français et publiée par la *Vie Ouvrière*.

Il y développait les mêmes arguments que tant d'autres témoins dont la grande presse européenne s'est efforcée d'étouffer la voix : Philip Price, le colonel Robins, René Marchand, ancien correspondant du *Figaro*, etc. Comme eux, il protestait énergiquement contre le blocus et contre l'intervention militaire.

Ces protestations isolées étaient trop faibles pour créer un courant d'opinion en faveur de la paix avec la Russie..

En dépit des vellétés libérales du Président Wilson et de Lloyd George, les gouvernements occidentaux ont resserré de plus en plus le blocus et le « cordon sanitaire ».

Ils ont systématiquement isolé la Russie du reste de l'Europe. Ils ont entouré la République soviétiste d'un profond mystère. Ils ont refusé les passeports à tous ceux qui voulaient se rendre à Moscou. Ils ont interdit à la Commission d'enquête, nommée par la Conférence socialiste de Berne, d'aller étudier la réalité bolcheviste. Se sont-ils rendu compte qu'ils agissaient ainsi contre leur propre intérêt, et qu'ils ont largement contribué à créer la légende bolcheviste, qui exerce tant d'attrait sur les masses, et à faire de Moscou la Cité sainte de la nouvelle religion communiste, la Mecque du socialisme ?

M. Arthur Ransome a eu plus de chances que les délégués socialistes de Berne. Avec trois

socialistes neutres, deux norvégiens et un suédois, il est parvenu à pénétrer en Russie en février dernier. Il a eu le courage de se rendre dans ce que certains publicistes français, en mal de réclame, ont appelé l'« Enfer bolchevik » ou le « Pays de la Démence rouge » ! Il y a séjourné jusqu'au 15 mars, et il a consigné ses impressions dans un livre qu'il a tout modestement intitulé « Six semaines en Russie en 1919 ».

C'est ce livre que j'ai tenu à faire connaître aux lecteurs français. Comme tout ce qu'écrit M. Arthur Ransome, il a la grande qualité de ne pas être prétentieux. L'auteur ne prononce pas de jugements péremptifs sur le bolchevisme. Il ne condamne ni n'approuve. Il ne se demande pas doctement si le bolchevisme, c'est du socialisme ; il ne confronte pas Marx et Lénine ; il ne fait aucune dissertation sur la « démocratie » et la « dictature ».

Il raconte ce qu'il a fait au jour le jour. Il fait parler les choses et les gens. On ne trouvera pas dans son livre de statistiques savantes... mais plus ou moins tendancieuses, sur l'état de l'industrie et du commerce russes après la nationalisation. On y trouvera des récits vivants de ses conversations avec Lénine et avec les Commissaires du peuple, et de ses promenades à travers Pétrograd et Moscou.

Il laisse les bolcheviks se raconter eux-mêmes et exposer leurs doctrines. Il se garde le plus possible de se prononcer pour ou contre. Il ne proclame pas avec les uns que l'expérience bolchéviste est une merveille ou avec les autres qu'elle est un désastre. Il considère simplement les bolcheviks comme des révolutionnaires honnêtes et sincères qui depuis deux ans gouvernent la Russie au milieu des difficultés les plus effroyables, et qui essaient de redonner la vie à leur pays épuisé par la guerre.

Il a interrogé aussi les adversaires des bolcheviks : les socialistes révolutionnaires de droite et de gauche, les mencheviks, etc. Il fait parler Martov, Soukhanov, Volski. Il expose leurs thèses avec autant d'impartialité que celles de Lénine, de Boukharine ou de Trotski....

Il ne donne à son livre aucune conclusion.

Mais ne pouvons-nous pas la tirer nous-mêmes ? Après avoir lu ce dernier témoignage d'un homme compétent sur la Russie, le lecteur se dira qu'il y a là-bas, à l'est de l'Europe, des millions et des millions d'êtres, des vieillards, des femmes, et des enfants, qui souffrent depuis des mois et qui vont être décimés cet hiver par la famine la plus effroyable. Il se dira que les obus et les balles que l'Europe envoie ne pourront apaiser la faim de ces millions de bouches, et que le blocus et l'intervention militaire, qui n'ont abouti qu'à renforcer le bolchevisme, sont des armes stériles, mais surtout des armes barbares. Il se dira qu'il faut que cette barbarie cesse. Dans une aberration monstrueuse de leur patriotisme, de nombreux Russes émigrés à Paris demandent la continuation de la guerre. Mais les Russes de Russie, les Russes bolcheviks ou anti-bolcheviks, qui vivent au centre de ce cercle de fer et de feu que l'Entente a tracé autour de Moscou, ceux-là demandent, implorant la paix. Leurs voix doivent être entendues. La Russie a besoin de l'Europe. L'Europe a besoin de la Russie, quel que soit le gouvernement « de fait » qui la régit.

Rétablissons les relations normales avec la Russie, et ce sera encore le meilleur moyen de laisser le bolchevisme évoluer normalement, au lieu de s'exaspérer... et de se fortifier sous la menace extérieure.

Finissons-en une fois pour toutes, dans toute l'Europe, avec le cauchemar de la guerre. Plus de canons ni de munitions ; plus de plomb, mais du pain ! Aidons nos anciens Alliés, nos frères russes, sauvons-les de la mort. Ce devoir élémentaire s'impose à nous avec la plus extrême urgence.

André Pierre.

Introduction par Arthur Ransome

Je me rends bien compte qu'il y a des choses dans ce livre qui seront mal interprétées par les imbéciles des deux partis, blanc et rouge. Ce n'est pas ma faute. Mon but fut étroitement limité. J'ai essayé, en donnant le simple récit de mes conversations et des choses vues, de fournir des documents à ceux qui désirent savoir ce que l'on fait et ce que l'on pense à Moscou à l'heure actuelle, à ceux qui demandent quelque chose de plus que les racontars de seconde main relatifs à des atrocités tout à fait extraordinaires commises par tel ou tel parti et qui ne le sont souvent ni par l'un ni par l'autre, mais par des coquins irresponsables qui, dans le désordre naturel de la plus grande convulsion de l'histoire de notre civilisation, échappent momentanément ici et là à toute espèce de contrôle.

Ce livre n'est en aucun sens du mot de la propagande. Pour la propagande, pour la défense ou l'attaque des principes communistes, il faudrait des connaissances économiques, à la fois du point de vue capitaliste et socialiste, auxquelles je ne peux pas prétendre. Maintes fois, pendant la révolution, j'ai ressenti comme une tragédie qu'aucun Anglais, convenablement préparé dans ce sens, ne fût en Russie pour étudier l'expérience gigantesque, que nous laissons passer au milieu des calomnies et sans l'examiner. J'ai fait de mon mieux. Je suis arrivé, je crois pouvoir le dire, à suivre les événements d'aussi près qu'il était possible pour un étranger qui n'était pas un communiste. Mais j'ai toujours éprouvé la sensation amère que les occasions d'une étude que je faisais pour moi-même étaient perdues, parce que je ne pouvais les offrir à quelque autre Anglais, doué d'une éducation et d'une préparation qui lui auraient permis d'en faire un meilleur, un plus ample usage. Et il n'aurait pas été difficile pour un tel homme d'avoir les occasions qui m'ont été données, quand moi, par une simple persévérance dans mon enquête, j'ai réussi à vaincre l'hostilité que j'avais rencontrée d'abord comme correspondant d'un journal « bourgeois ». Un tel homme pourrait se trouver maintenant en Russie, car les communistes n'envisagent pas la guerre comme nous. Les Allemands auraient difficilement permis à une Commission alliée de venir à Berlin, il y a un an, pour étudier le caractère et le fonctionnement de l'autocratie. Les Russes, au contraire, ont immédiatement accepté la proposition de la Conférence de Berne, d'admettre chez eux un groupe de socialistes ; dont ils savaient pertinemment que la majorité avait déjà formulé leur condamnation. De plus, en acceptant cela, ils ajoutaient qu'ils admettraient avec la même bonne volonté une Commission d'enquête envoyée par n'importe lequel des gouvernements « bourgeois » actuellement en guerre avec eux.

Je suis convaincu qu'il y aura beaucoup de gens, en Angleterre, à même de comprendre mieux que moi le travail pénible de la révolution, qui est très imparfaitement décrit dans ce livre. Je répète que ce n'est pas ma faute s'ils doivent se contenter des yeux et des oreilles d'un observateur ignorant. Sans doute, je n'ai pas posé les questions qu'ils auraient posées, et j'ai estimé intéressantes et nouvelles beaucoup de choses qu'ils auraient considérées comme acquises.

Ce livre n'a pas de plan particulier, si ce n'est celui que lui a donné le lien plus ou moins lâche de la chronologie, au fur et à mesure que je notais les choses vues et entendues. Il est beaucoup trop incomplet pour que je puisse l'appeler un journal. Je pense que j'aurais pu le faire deux fois plus long sans me répéter, et je ne suis pas du tout sûr qu'en faisant un choix précipité entre telle et telle chose je n'en ai pas omis beaucoup qui pourraient avantageusement être substituées à ce que l'on trouvera ici. On n'y trouvera rien de ma conversation avec les soldats anglais prisonniers, rien non plus de ma visite aux officiers enfermés dans la prison Boutyrki. Rien également au sujet des épidémies de typhus et d'influenza, ou de la situation désespérée d'un peuple ainsi ravagé et mis dans l'impossibilité de faire venir de l'étranger les remèdes les plus simples qu'il ne peut fabriquer chez lui, ou même les anesthésiques nécessaires pour les blessés sur tous les fronts. J'ai oublié de décrire le ballet que j'ai vu quelques jours avant mon départ. Je n'ai rien dit de la conversation que j'ai eue avec Eliava, à propos des plans russes pour l'avenir du Turkestan. Je pourrais me rappeler encore nombre d'autres omissions. A en juger d'après ce que j'ai lu depuis mon retour de Russie, je m'imagine qu'on va trouver mon livre très pauvre au sujet des différentes Terreurs. On n'y lira rien sur la Terreur rouge ou sur telle autre Terreur organisée par un autre parti. Mais, pour sa pauvreté en atrocités, mon livre ne sera blâmé que

par les fanatiques, car eux seuls désirent avoir des preuves des Terreurs passées pour justifier les nouvelles.

En relisant mon manuscrit, je le trouve étonnamment terne. La seule chose que j'aurais aimé y mettre en valeur paraît en quelque sorte avoir échappé de ma plume. J'aurais aimé expliquer comment l'appel de la révolution a été entendu par des hommes comme le colonel Robins et moi, nous qui sommes tous deux des hommes bien loin par notre origine et notre éducation des mouvements révolutionnaires et socialistes de nos propres pays. Il n'y a sûrement personne qui, mis à même comme nous d'observer d'aussi près les hommes de la révolution, pût croire, ne fût-ce qu'un instant, qu'ils n'étaient que des agents à la solde de cette puissance qui, plus que toutes les autres, représentait la forteresse qu'ils avaient résolu de détruire. La conscience que nous avons de l'injustice infligée à ces hommes nous poussa à prendre leur défense. Mais il y avait encore plus que cela. Il y avait le sentiment dont jamais nous ne pûmes nous défaire, de l'effort créateur de la révolution. Il y avait la chose qui distingue le créateur des autres artistes : l'expression vivante, vivifiante, de quelque chose jusqu'alors enfoui dans la conscience de l'humanité. Si ce livre devait être le compte rendu exact de mes propres impressions, tout ce qu'il contient de bavardages, de discussions, d'arguments, de faits et d'expériences devrait être mis de côté pour faire apparaître à l'arrière plan cette extraordinaire vitalité qui persiste obstinément à Moscou, même dans ces jours sombres de privations, de désillusions, d'épidémies, de disette et d'une guerre que personne n'a voulu.

Arthur Ransome.

I. Vers Pétrograd

Le 30 janvier, un groupe de quatre correspondants de journaux, deux Norvégiens, un Suédois et moi-même, quittâmes Stockholm pour se rendre en Russie. Nous fîmes le voyage avec les membres de la Légation du gouvernement des Soviets, à la tête de laquelle se trouvaient Vorovski et Litvinov, qui retournaient chez eux après la rupture des relations officielles par la Suède. Quelques mois auparavant, j'avais obtenu l'autorisation des Bolcheviks d'aller en Russie chercher des matériaux nouveaux pour mon histoire de la révolution, mais il y avait eu de l'opposition au dernier moment et il était vraisemblable que la permission me serait refusée. Heureusement un exemplaire de la *Morning Post*, arriva à Stockholm, contenant le compte rendu d'une conférence de M. Lockhart, dans laquelle ce dernier avait dit qu'en raison de mon absence de Russie depuis six mois, je n'avais pas le droit de parler de l'état de choses de là-bas. Armé de ce document, je fis valoir qu'il serait injuste de ne pas me laisser entrer en Russie voir les choses de mes propres yeux. On ne me fit plus de difficultés.

Nous prîmes d'abord le bateau jusqu'à Abo, frayant notre chemin à travers les glaces, puis le chemin de fer jusqu'à la frontière russe. Le voyage dura plusieurs jours par suite de retards qui nous étaient expliqués de diverses façons par les autorités finlandaises. On nous dit que la garde blanche russe avait décidé d'attaquer le train. Litvinov demanda, avec un demi-sourire, si on laissait exprès aux gardes blancs le temps d'organiser une telle attaque. Quelques personnes nerveuses inclinaient vers cette opinion. Mais à Viborg on nous dit qu'il y avait de graves désordres à Pétrograd et que les Finlandais ne voulaient pas nous jeter au beau milieu de la bagarre. Quelqu'un parvint enfin à se procurer un journal et nous lûmes un récit détaillé de ce qui se passait. Ce récit fut, comme je l'appris à mon retour, dûment télégraphié en Angleterre comme tant d'autres nouvelles du même caractère : Il y avait eu une révolte sérieuse à Pétrograd. Le régiment Semenovski avait passé du côté des insurgés qui avaient pris possession de la ville. Le gouvernement avait pu toutefois s'enfuir à Cronstadt, d'où l'on bombardait Pétrograd avec des pièces de marine.

C'étaient des nouvelles fort intéressantes, mais comme il n'y avait rien à faire, nous achevâmes la partie d'échecs que nous avions commencée sur le bateau. Un Estonien la gagna et je fus le second, grâce à un avantage heureux sur Litvinov, qui est en réalité meilleur joueur que moi. Le dimanche soir, nous arrivâmes à Terioki et le lundi nous nous mîmes en route lentement vers la frontière de Finlande, jusqu'à Bieloostrov. Un détachement de soldats finlandais était là, chargé d'écarter tout le monde de la gare et de veiller à ce qu'aucun révolutionnaire dangereux ne pénétrât en territoire finlandais. Comme il n'y avait pas de chevaux, on amena trois traîneaux à bras sur lesquels nous empilâmes nos bagages ; puis nous nous mîmes en route à pied vers la frontière, dûment escortés par les Finlandais. Un lieutenant finlandais marchait à la tête du cortège ; d'excellente humeur, il bavardait en Suédois et en Allemand, comme un homme qui pense qu'il convient d'être aimable avec une bande de malheureux qui vont être jetés, dans un instant, dans une chaudière bouillante. Nous marchâmes quelques centaines de mètres le long de la frontière, puis nous tombâmes sur une route remplie de neige qui traversait un petit bois dénudé, pour descendre enfin vers un petit pont de bois jeté sur l'étroit ruisseau gelé qui sépare la Finlande de la Russie. Ce pont, de moins de vingt mètres de large, possède une barrière de péage à chaque bout, deux guérites et deux factionnaires. Du côté russe, la barrière était peinte en noir et blanc comme du temps du vieil empire russe, avec une guérite assortie. Les Finlandais, eux, n'avaient apparemment pas encore eu le temps de peindre leur barrière ni leur guérite.

Les Finlandais ayant levé leur barrière, l'officier finlandais qui conduisait notre escorte s'avança solennellement jusqu'au milieu du pont. Là, on renversa en tas nos bagages, tandis que nous restions à surveiller le tremblement du petit pont qui cédait sous le poids de nos affaires, car tous nous avions emporté autant de vivres qu'on pouvait décentement avoir avec soi. Aucun de nous ne fut admis sur le pont avant qu'un officier et quelques hommes ne fussent venus à notre rencontre du côté russe. Seule la petite Nina, la fille de Vorovski, âgée de dix ans environ, qui bavardait en suédois avec les Finlandais, obtint leur autorisation d'y passer, et, timidement, pas à pas, elle traversa le pont, et fit la connaissance du soldat de l'armée rouge qui était là, le fusil à la main, et qui se baissa obligeamment pour lui

montrer l'écusson de son bonnet : la faucille et le marteau croisés de la République des paysans et des ouvriers. Enfin, le lieutenant finnois prit la liste de ses prisonniers et fit l'appel : « Vorovski, sa femme et une gosse », dit-il en jetant par-dessus son épaule un regard souriant vers Nina, qui flirtait avec le factionnaire. Puis il appela « Litvinov » et, ainsi de suite, tous les Russes, environ une trentaine. Les quatre visiteurs, Grimlund, le Suédois, Puntervold et Stang, les Norvégiens, et moi, nous étions à la fin. Enfin, après un échange d'adieux et un « Hetse Finland » crié par Nina, les Finnois s'en allèrent et regagnèrent leur civilisation, tandis que nous poursuivions notre chemin vers la nouvelle civilisation de Russie en pleine lutte. En traversant ce pont, nous passions d'une philosophie à une autre, d'un extrême de la lutte de classes à un autre, d'une dictature de la bourgeoisie à une dictature du prolétariat.

Le contraste était immédiatement visible. Du côté finnois, nous avons vu la nouvelle gare frontière qui était grandiose et beaucoup plus vaste qu'il ne serait jamais nécessaire, mais qui traduisait fort bien l'esprit de la nouvelle Finlande. Du côté russe, nous arrivâmes à la même gare de bois, grise et vieille, que tous les voyageurs qui vont en Russie ou qui en partent connaissent pour son mélange de toutes les langues et les difficultés de passeport. Il n'y avait pas de porteurs, ce qui n'était point surprenant, car il y avait des fils barbelés et une sorte de neutralité extrêmement hostile tout le long de la frontière, si bien que le trafic était pratiquement arrêté.

Au buffet, où il faisait très froid, on ne pouvait rien acheter. Les longues tables, autrefois chargées de caviar et autres « zakouski », étaient vides. Mais il y avait un samovar, et l'on nous donna du thé à soixante centimes le verre et des morceaux de sucre à deux roubles cinquante pièce. Nous prîmes notre thé dans la salle des passeports, où un fourneau avait dû, je crois, être allumé le jour précédent. Nous y fîmes une sorte de repas avec des biscuits suédois de Puntervold. Il m'est difficile de rendre le curieux mélange de dépression et de gaieté éprouvé par notre groupe au milieu de cette gare abandonnée à la famine, mais où nous avons avec cela le sentiment que nous n'étions plus surveillés et que nous pouvions faire plus ou moins ce qui nous plaisait. Le groupe se divisa en deux parties, dont l'une versait des larmes, tandis que l'autre chantait. Mme Vorovski, qui n'avait pas été en Russie depuis la première révolution, pleurait à chaudes larmes ; mais elle pleura encore davantage à Moscou, où elle trouva que tout en étant femme d'un haut fonctionnaire du Gouvernement, elle ne jouissait pas des privilèges qui lui auraient épargné les privations des masses. Quant aux jeunes du groupe, y compris Litvinov, ils étaient d'une humeur tout à fait débordante, bien que n'ayant pas dîné. Ils se promenaient dans le village, jouaient avec les enfants, et chantaient, non des chansons révolutionnaires, mais simplement des chansons gaies, tout ce qui leur passait par la tête. Quand enfin arriva le train qui devait nous emmener à Pétrograd et que nous trouvâmes les wagons non chauffés, l'un de nous prit une mandoline et nous nous réchauffâmes en dansant. J'éprouvais cependant de la tristesse en pensant aux cinq enfants qui étaient avec nous, car je savais qu'un pays qui souffre à la fois de la guerre, du blocus et de la révolution n'est pas un endroit bon pour la jeunesse. Mais ils étaient gagnés par l'humeur de leurs parents, révolutionnaires qui rentraient dans leur pays en révolution, et ils allaient et venaient avec animation tout le long du wagon, ou se huchaient un moment sur les genoux des uns et des autres.

Il faisait sombre quand nous arrivâmes à Pétrograd. La gare de Finlande était, bien entendu, presque déserte, mais il y avait quatre porteurs, qui demandèrent deux cent cinquante roubles pour transporter nos bagages d'un bout du quai à l'autre. Nous les chargeâmes nous-mêmes sur le camion automobile qu'on avait envoyé à notre rencontre, de même que nous les avons chargés à Bieloostrov dans le fourgon. Comme il fallait attendre longtemps avant qu'on nous eût trouvé des chambres dans divers hôtels, nous sortîmes de la gare, quelques voyageurs et moi, pour questionner les gens sur la révolte et le bombardement, dont on nous avait parlé en Finlande. Personne ne savait rien. Dès que les chambres nous furent assignées et que je sus que j'avais la chance d'en avoir une à l'Astoria, je me mis en route et traversai le fleuve gelé par le pont Liteiny. Les tramways marchaient. La ville paraissait tout à fait tranquille, et en aval du fleuve je revois dans les ténèbres, qui ne sont jamais complètement noires à cause de la neige, la silhouette estompée de la forteresse, et je repérais un par un tous les lieux que j'étais arrivé à si bien connaître pendant les six dernières années : le Jardin d'Eté, l'ambassade

d'Angleterre et la grande place du Palais que parcouraient des autos blindées pendant l'insurrection de juillet, où des soldats campaient pendant les chaudes journées de l'affaire Kornilov et où, auparavant, Kornilov lui-même avait passé en revue les Junkers. Mon imagination se reportait à la révolution de mars, et je revoyais encore dans le coin de la place les feux de bivouac des révolutionnaires cette nuit où les membres du Gouvernement tsariste qui restaient étaient en train d'imprimer avec ardeur des proclamations ordonnant au peuple de rentrer chez lui au moment même où ils étaient assiégés à l'Amirauté. Et mon esprit remontait encore plus en arrière, au jour de la déclaration de la guerre, où je vis cette même place remplie de monde pour voir le tsar apparaître un instant au balcon du Palais. Mais à ce moment nous arrivions devant l'Astoria, et je dus consacrer mon attention à autre chose.

L'Astoria a maintenant l'aspect d'une caserne qui est vide, mais relativement propre. Pendant la guerre et la première partie de la révolution, elle fut occupée principalement par des officiers ; mais par suite de l'imbécillité de quelques-uns d'entre eux qui, à l'époque de la première révolution, avaient tiré sur une foule de matelots et de soldats parfaitement pacifiques, venus seulement dans l'intention d'inviter les officiers à se joindre à eux, l'immeuble avait été sérieusement endommagé dans la bagarre qui en était résultée. Je me rappelle y avoir affiché, avec le major Scale, un papier qui annonçait la prise de Bagdad, la nuit qui avait suivi ou peut-être précédé l'événement. Les gens se précipitaient pour le lire, pensant que c'étaient des nouvelles de la révolution, puis ils se détournèrent avec impatience. Tous les dégâts avaient été réparés, mais les tapis rouges avaient disparu, peut-être pour être transformés en bannières ; quant aux lampes électriques, elles ne brûlaient pas, probablement à cause du manque de courant. Je montai mes bagages dans une chambre très agréable située au quatrième étage. Chaque étage de l'hôtel me rappelait des souvenirs. Dans cette chambre-là, habitait un brave officier réactionnaire qui se vantait d'avoir accompli un raid contre les Bolcheviks et qui montrait le petit chapeau de Mme Kollontaï en guise de trophée. Dans cette autre, j'allais entendre Percival Gibbon, alors qu'il expliquait comment il faut écrire des petits contes et quand il avait l'influenza. Ici, se trouvait la chambre où Miss Beatty donnait du thé à des révolutionnaires fatigués et à des gens plus fatigués encore qui se livraient à une enquête sur la révolution, tandis qu'elle-même écrivait le seul livre paru jusqu'à ce jour, qui donne comme un vrai tableau impressionniste de ces journées inoubliables¹ A côté, était la chambre où ce pauvre Denis Garstin avait l'habitude de parler de ses futures chasses, quand la guerre serait finie.

Voulant me faire servir à dîner, je constatai qu'il n'y avait rien à manger à l'hôtel, et qu'on ne pouvait que me donner de l'eau chaude. Pour faire venir le sommeil, j'allai faire une petite promenade, bien que j'hésitasse à le faire étant donné que je n'avais qu'un passeport anglais et rien autre pour attester que j'avais le droit d'être ici. On m'avait promis des papiers, comme aux autres étrangers, mais je ne les avais pas encore reçus. J'allai jusqu'au Régina, qui était autrefois un des meilleurs hôtels de la ville, mais ceux d'entre nous qui y avaient des chambres s'en plaignaient si amèrement que je ne restai pas avec eux ; je me mis à suivre la Moïka jusqu'à la perspective Nevsky et je rentrai à mon hôtel. Les rues, comme l'hôtel, n'étaient qu'à moitié éclairées, et il n'y avait que peu de maisons avec de la lumière. Avec le vieux pardessus en peau de bique que j'avais porté sur le front et mon haut bonnet de fourrure, j'avais l'impression d'être un revenant de l'ancien régime, qui visite une ville morte depuis longtemps. Le silence et le vide des rues contribuaient à me donner cette illusion. Et cependant les rares personnes que je rencontrai avaient des conversations animées, et les rares traîneaux et autos qui passaient avaient d'assez bonnes pistes, car les rues étaient certainement mieux balayées et mieux nettoyées qu'elles ne l'avaient été depuis le dernier hiver au temps de l'Empire russe.

1

II. Smolny

Dès le matin, je reçus du thé et une carte de pain sur laquelle on m'allouait une toute petite portion de pain bis de bien meilleure qualité que le composé de glaise et de paille qui m'avait rendu malade à Moscou l'été dernier. Je sortis ensuite pour retrouver Litvinov et me rendre avec lui à l'institut Smolny, qui avait été autrefois une école réservée aux jeunes filles de l'aristocratie, puis le quartier général du Soviet, le siège du gouvernement des Soviets, et qui, finalement, après l'évacuation dudit gouvernement à Moscou, avait été cédé à la Commune du Nord et au Soviet de Pétrograd. De jour, la ville semblait moins déserte, bien qu'il apparût de suite que le « déchargement »² de la population de Pétrograd, tenté sans succès sous le régime Kerenski, avait été exécuté dans une large mesure. On avait dû le faire en partie à cause de la famine et de la fermeture des usines, lesquelles, à leur tour, avaient dû fermer à cause de l'impossibilité d'amener du combustible et des matières premières à Pétrograd. Une très grande proportion de la main-d'œuvre russe n'a pas, comme dans les autres pays, perdu tout contact avec le village natal. Il y a toujours eu un considérable mouvement de migration entre les villages et la ville, si bien qu'un grand nombre d'ouvriers retournèrent chez eux, emportant avec eux les idées révolutionnaires. Il faut aussi se rappeler que le gros des premières unités de l'armée rouge a été constitué par les ouvriers des villes, lesquels, sauf le cas des paysans mobilisés dans les districts qui ont connu l'occupation des contre-révolutionnaires, sont plus déterminés et comprennent mieux la nécessité de la discipline que les hommes de la campagne.

La chose la plus remarquable à Pétrograd pour quelqu'un qui y revient après une absence de six mois, c'est la disparition complète de gens armés. La ville semble être revenue à un état parfaitement pacifique, dans ce sens que le besoin de patrouilles révolutionnaires a cessé. Les soldats qui se promènent ne portent plus de fusils et les pittoresques figures de la révolution, qui portaient en bandoulière des ceintures remplies de cartouches, ont disparu.

La seconde chose remarquable, notamment sur la Nevski, autrefois remplie de gens habillés trop à la mode, c'est le manque général de vêtements neufs. Je ne vis personne avec des vêtements de moins de deux ans, excepté quelques officiers et soldats qui sont aussi bien équipés aujourd'hui qu'au commencement de la guerre. Les dames de Pétrograd avaient une prédilection particulière pour les bottines, mais actuellement celles-ci manquent presque totalement. J'ai vu une jeune femme avec un manteau de fourrure bien conservé, et qui était évidemment de grande valeur ; mais elle portait avec cela des sandales de paille avec des bandes de toile.

Comme nous étions partis un peu tard, nous prîmes un tramway à mi-chemin sur la Nevski. Les conducteurs de tramways sont toujours des femmes. Le prix des billets a monté jusqu'à un rouble, et on paye d'habitude, comme je l'ai remarqué, avec des timbres. Autrefois, le billet coûtait dix kopecks.

L'auto blindée qui était toujours à l'entrée de Smolny a disparu et a été remplacée par une horrible statue de Karl Marx, qui est là, debout, gros et lourd, sur un solide piédestal, tenant derrière lui un énorme haut de forme qui ressemble à une bouche de canon de dix-huit pouces. Les seuls vestiges des préparatifs de défense, ce sont les deux canons de campagne qui restent là, plutôt endommagés par le temps, sous les colonnes du portique qu'elles réduiraient probablement en pièces si jamais elles faisaient feu. A l'intérieur, c'est le même train-train qu'auparavant et, au moment où je tournais en bas du passage pour recevoir l'autorisation d'aller à l'étage supérieur, j'avais peine à croire que j'avais été absent si longtemps. Le bâtiment est plus vide qu'autrefois. On n'y voit plus cette foule ardente de délégués paysans, qui allait et venait sans cesse dans les corridors et faisait collection des brochures des étalages, cette foule que j'avais contemplée autrefois, quand le petit ouvrier sérieux du quartier de Vyborg prenait la garde devant la porte de Trotzki, et quand, de l'alcôve dont la fenêtre donnait sur la grande salle, montait le bruit interminable des débats du Soviet de Pétrograd qui se réunissait en bas.

Litvinov m'invita à dîner avec les commissaires de Pétrograd, ce dont je fus très heureux, d'abord

². A.R. traduit ici par "unloading" le mot russe "razgrouzka" qui signifie littéralement "déchargement" (N du T.)

parce que j'avais faim, et, d'autre part, parce que je pensais qu'il serait préférable de rencontrer Zinoviev ainsi plutôt qu'autrement, vu qu'il m'avait regardé de mauvais œil au début de la révolution. Zinoviev est juif ; il a une chevelure abondante, un visage rond et glabre et des manières très brusques. Il était contre la Révolution de Novembre ; mais quand celle-ci fut accomplie, il revint à son ancienne fidélité envers Lénine, et, devenu président de la Commune du Nord, il resta à Pétrograd lorsque le gouvernement partit pour Moscou. Ce n'est ni un penseur original ni un orateur, sauf dans la discussion, quand il répond à l'opposition, ce qu'il fait avec une habileté extrême. Ses nerfs ont été ébranlés par l'assassinat de ses amis Volodarski et Ouritzki, l'an dernier, et l'on raconte qu'il perdit, la tête après l'attentat contre Lénine, auquel il est extrêmement dévoué. J'ai entendu beaucoup de communistes attribuer à cela les excès qui suivirent l'événement à Pétrograd. Je n'ai jamais remarqué quoi que ce fût qui pût me faire croire qu'il était pro-Allemand, mais bien entendu il est adepte de Marx. Toujours est-il qu'il a une réelle prévention contre les Anglais. Il était de ces communistes qui avaient fait des difficultés à mon voyage de "journaliste bourgeois", au début de la révolution, et j'ai appris qu'il avait considéré avec méfiance et blâmé les relations intimes de Radek avec moi.

Je m'amusai à voir son visage quand il entra et qu'il m'aperçut assis à la table. Litvinov me présenta à lui, lui racontant avec beaucoup de tact comment j'avais été attaqué par Lockhart ; sur quoi il prit une attitude fort amicale et me dit que, si je pouvais m'arrêter quelques jours à Pétrograd à mon retour de Moscou, il tâcherait de me faire communiquer les documents historiques concernant l'activité du Soviet de Pétrograd pendant mon absence. Je lui exprimai mon étonnement, de le trouver ici et non à Cronstadt et je l'interrogeai sur l'insurrection et la trahison du régiment Séménovski. Ma question provoqua un éclat de rires ; Pozern m'expliqua qu'il n'y avait pas de régiment Séménovski et que les inventeurs de cette histoire, dont chaque mot était un mensonge, avaient sans doute essayé de lui donner une apparence d'authenticité en citant le nom du régiment qui avait joué le rôle principal lors de l'écrasement de la révolte de Moscou, il y a quatorze ans. Pozern, homme maigre, barbu et portant des lunettes, était assis à l'autre bout de la table ; il portait le titre de Commissaire militaire de la Commune du Nord.

Le dîner à Smolny se passait sans cérémonie, comme autrefois, mais il y avait beaucoup moins à manger. Les commissaires, hommes et femmes, venaient de leur travail, prenaient leurs places, mangeaient et retournaient au travail, surtout Zinoviev, après être restés seulement quelques minutes. Le repas était extrêmement simple : une soupe où nageaient des morceaux de viande de cheval, soupe très bonne d'ailleurs, suivie d'un peu de kacha avec des petites tablettes de quelque chose de blanc sans consistance ni goût particulier. Ensuite du thé et un morceau de sucre. La conversation roula surtout sur les chances de paix et les considérations plutôt pessimistes de Litvinov provoquèrent du désappointement. Au moment même où j'avais fini, Vorovski, Mme Vorovski et la petite Nina firent leur entrée avec les deux Norvégiens et le Suédois. J'appris qu'à peu près la moitié du groupe partait à Moscou le soir même. Décidant d'aller avec eux, je retournai précipitamment à l'hôtel.

III. De Pétrograd à Moscou

Nous eûmes naturellement beaucoup d'histoires pour nous mettre en route. Plusieurs personnes n'étaient pas prêtes à la dernière minute. On ne put avoir qu'une seule auto pour neuf personnes avec des bagages à mains et un camion pour les bagages lourds. Je préférerai faire le trajet sur le camion, ce qui me procura une magnifique promenade jusqu'à la gare. Elle me rappelait des expériences similaires, quoique plus amusantes, du début de la révolution, quand les camions servaient au transport des mitrailleuses, des gardes rouges, des orateurs, de gens enthousiastes de toute espèce, enfin de tous les flâneurs qui réussissaient à y grimper.

A la gare Nicolas, nous trouvâmes que l'ordre régnait sur tout le parcours jusqu'au wagon, un vieux wagon de troisième classe où plusieurs places réservées par un des nôtres étaient occupées par des gens qui n'y avaient aucun droit. Cette difficulté même fut résolue d'une manière qui aurait été impossible un an ou même six mois auparavant.

Le wagon était divisé par une porte dans le milieu. Il y avait des coupés ouverts et des banquettes de côté qui se transformaient en lits à volonté. Nous nous mîmes à dormir sur les trois étages de planches nues.

J'avais une place très convenable au second étage et la chance voulut que la planche qui était au-dessus de ma tête n'était occupée que par des bagages, ce qui me donnait la possibilité d'y monter et de m'asseoir en me tenant plus ou moins droit sous le toit du wagon, mes pieds ballant au-dessus du grouillement général des mères, des enfants et des bolcheviks qui étaient en bas. A chaque station, il y avait un va et vient tout le long du wagon. Tous ceux qui avaient une bouillotte, une cafetière, une boîte de fer blanc ou même une casserole vide, se pressaient à travers la voiture pour sortir chercher de l'eau chaude. Je n'avais que deux bouteilles thermos, mais je les pris et je me joignis aux autres. De chaque wagon les gens s'échappaient et couraient aux robinets. Personne ne surveillait les robinets, mais avec cet instinct de coopération si remarquable chez les Russes, les gens faisaient automatiquement la queue et, au moment du départ du train, tout le monde était revenu à sa place et prêt à prendre le thé. Ce manège se répéta plusieurs fois pendant la nuit. Les gens s'assoupissaient, se réveillaient, buvaient de nouveau du thé, et prenaient part aux diverses conversations qui se poursuivaient dans les différentes parties de la voiture. Debout, en haut, j'écoutais tantôt l'une, tantôt l'autre. Les uns protestaient contre le prix des vivres. D'autres s'étonnaient de ce que les autres nations persistaient à être en guerre avec eux. Un homme racontait qu'il était un coopérateur, qu'il avait fait tout un tour pour venir d'Arkhangel et, décrivant le mécontentement qui régnait là-bas, il fit un récit, que je donne comme exemple de ce que disent en Russie les non-bolcheviks. Cet homme, en dépit de la présence de nombreux communistes dans le wagon, ne déguisait point son hostilité pour leurs théories et leurs pratiques. Malgré cela, il raconta l'histoire suivante : Quelques troupes russes, dans la région d'Arkhangel, avaient refusé d'aller au front. Leurs commandants, incapables de les y contraindre, avaient démissionné et avaient été remplacés par d'autres qui, voyant les hommes persister dans leur refus, demandèrent du secours. Les baraquements, dit-il, furent alors entourés par des troupes américaines, et les Russes, qui avaient refusé d'aller au front tirer sur d'autres Russes, eurent à choisir entre ces deux alternatives : ou être fusillés à raison d'un homme sur dix ou livrer leurs meneurs. Les meneurs, au nombre de douze, furent livrés ; on les força de creuser leurs propres tombes et on les fusilla. Ce sont peut-être là des racontars d'Arkhangel. Si oui, comme spécimen de racontars, cette histoire n'est pas dénuée de signification. A un autre bout du wagon, une discussion sur la vraie nature de l'égoïsme était très animée, parce que chacun tenait à tirer des exemples de la conduite de l'autre. Nous eûmes ensuite comme diversion une prise de bec, dans une petite gare de campagne, entre le conducteur et une personne qui essayait d'entrer dans le wagon alors qu'elle devait entrer dans un autre. Tous les deux étaient forts en gueule et pleins d'imagination, à tel point que l'homme d'Arkhangel s'arrêta de parler pour les écouter. Je me souviens que l'un des deux souhaita que la main de l'autre se détachât, tandis que l'autre, pour ne pas être en reste, lui riposta par un vœu semblable concernant sa tête. En Angleterre, une telle discussion, devenue aussi terrible, se serait terminée par un

pugilat, mais ici elle ne se termina que par le rassemblement, sur la plate forme, d'un petit groupe d'experts mal embouchés qui applaudissaient aux trouvailles avec impartialité et enthousiasme.

Enfin, j'essayai de dormir, mais l'atmosphère du wagon, produite par la fumée, par les bébés, par les vieux vêtements et par l'odeur particulière des moujiks russes, inoubliable pour ceux qui la connaissent, rendait le sommeil impossible. Malgré tout, je fis un voyage assez bon, fermant résolument mon oreille aux bavardages et pensant à la pêche en Angleterre, tout en me retournant sans cesse, car chaque os me faisait mal d'avoir été en contact avec la planche sur laquelle j'étais couché.

IV. Premières journées à Moscou

Il faisait un froid de loup le jour où j'arrivai à me faufiler à travers la foule pour sortir de la gare de Moscou et me disputer avec des cochers qui me demandaient 100 roubles pour me conduire à l'hôtel Métropole. Je me rappelle qu'arrivant ici, il y a un an, avec le colonel Robins, nous avions refusé de donner plus de dix roubles pour le même trajet et que le cocher le faisait souvent pour huit. Aujourd'hui, après avoir marchandé ferme, j'obtins d'être transporté, sans autre bagage qu'une machine à écrire, pour 50 roubles. Les rues recouvertes d'une neige épaisse, étaient moins bien entretenues que ne l'étaient les rues de Pétrograd cette année-ci, mais mieux que les rues de Moscou l'an dernier. Les tramways circulaient. Il me sembla qu'il y avait au moins autant de traîneaux que d'habitude, et que l'état des chevaux était tant soit peu meilleur que l'été dernier, où ils pouvaient à peine se traîner. Je demandai d'où venait cette amélioration ; le cocher me répondit que les chevaux étaient rationnés à présent comme les hommes, et recevaient chacun leur petite ration d'avoine. Il y avait beaucoup de monde dans la rue, mais le grand nombre de magasins fermés produisait une impression très déprimante. Je ne savais pas alors que cela était dû à la nationalisation du commerce et à une espèce d'emmagasinage général de tous les produits manufacturés et autres dont la quantité ne suffisait pas à la consommation et qui avaient été réquisitionnés afin d'empêcher la spéculation. Plus tard, lorsque je quittai Moscou, beaucoup de magasins avaient été réouverts, mais cette fois pour servir à des entreprises d'Etat comme nos cuisines nationales. C'est ainsi qu'on pouvait voir, en guise d'enseigne, l'inscription suivante : « 5e magasin de chaussures du Soviet de Moscou », ou « 3e maison de confections du Soviet de Moscou », ou bien « 11e librairie ». On avait découvert que des spéculateurs achetaient, par exemple, une demi-douzaine de pardessus et les revendaient au plus offrant, donnant ainsi aux riches un avantage sur les pauvres. A présent, si un homme a besoin d'un vêtement neuf, il faut qu'il aille revêtu de ses vieilles frusques à son « Comité de maison », et qu'il prouve qu'il a vraiment besoin d'un nouveau vêtement. On lui donne alors le droit d'en acheter un. C'est ainsi qu'on essaye d'empêcher la spéculation et d'assurer une distribution plus ou moins équitable des marchandises qui ne suffisent pas à la demande. Ma plus grande surprise fut, de voir l'Hôtel Métropole : les brèches qui lui avaient été faites par la révolution, et qui étaient restées béantes l'été dernier, les trous d'obus et les traces des balles, qui m'avaient frappé à mon précédent voyage, tout cela avait été réparé.

Litvinov m'avait donné pour Karakhan, du Commissariat des Affaires étrangères, une lettre où il lui demandait de m'aider à trouver une chambre. Je le trouvai à l'Hôtel Métropole, fumant toujours son cigare, comme si c'était celui qu'il fumait il y a six mois. Karakhan, un bel Arménien, à barbe et moustaches élégantes, que Radek avait un jour irrévérencieusement appelé « âne d'une beauté classique », Karakhan, qui a constamment employé toute son influence pour qu'on usât de modération et de bonne volonté vis-à-vis des Alliés, me reçut très cordialement, et me dit que les visiteurs étrangers devaient être logés au Kremlin. Je lui répondis que je préférerais beaucoup habiter de façon ordinaire, dans un hôtel, et il se mit tout de suite à me chercher une chambre. Ce n'était pas chose facile, bien qu'il eût obtenu pour moi de Sverdlov, président du Comité Exécutif, l'autorisation de descendre où je voulais, à l'Hôtel Métropole ou à l'Hôtel National, lesquels sont en grande partie réservés aux délégués des Soviets, à des personnages officiels et aux membres du Comité Exécutif. Ces deux hôtels étaient pleins ; finalement il me procura une chambre dans l'ancien Hôtel Loskoutaïa, à présent Hôtel de la Flotte Rouge, qui est réservé en partie aux délégués marins et aux membres du Collège naval.

On distribue les logements à peu près d'après le même principe que les vêtements. Les logements sont monopolisés par l'Etat, et un recensement général des habitations a été fait. Dans chaque district il y a des Comités de maison auxquels s'adressent les personnes désireuses de trouver une chambre. On part de ce strict principe, que tant qu'il n'y aura pas une chambre pour chaque homme, personne n'a droit à deux chambres. Un Anglais, qui dirige des travaux près de Moscou, m'a raconté qu'une partie de sa maison avait été allouée à des ouvriers de sa fabrique, qui toutefois vivaient en bons termes avec lui, et lui avaient permis, je crois, de choisir les chambres qu'il voulait leur céder. Cette façon de

procéder a évidemment été très dure pour les propriétaires, et dans certains cas, les nouveaux locataires ont terriblement abîmé les maisons, ce qui n'est pas étonnant vu qu'auparavant, ils avaient précisément été de ceux qui avaient subi le plus directement l'influence démoralisante des taudis surpeuplés.

Après avoir bavardé quelque temps, nous tournâmes à l'angle du Commissariat des Affaires étrangères où nous rencontrâmes Tchitcherine que je trouvai bien vieilli et qui était (c'était probablement sa manière d'être en général) beaucoup moins cordial que Karakhan. Il me demanda des nouvelles de l'Angleterre ; je lui répondis que Litvinov en savait beaucoup plus que moi, vu qu'il y avait été plus récemment. Il me demanda ce que je pensais de l'effet que produirait sa Note, qui contenait les clauses détaillées de paix et qui venait d'être publiée le jour même. Je lui dis que Litvinov, dans une interview que j'avais transmise par télégraphe, avait déjà mentionné, il y a quelque temps, des clauses à peu près semblables, et que je doutais pour ma part que les Alliés consentissent à présent à s'entendre avec le gouvernement des Soviets, mais que si le gouvernement des Soviets se maintenait, mon opinion était que l'isolement commercial d'un pays aussi vaste que la Russie ne pouvait guère, pour cette seule raison, être prolongé indéfiniment (sur l'attitude générale prise vis-à-vis de cette note, cf. chapitreV).

Je rencontrai alors Voznescnski (socialiste révolutionnaire de gauche), du Département oriental. Il lança des critiques enflammées sur l'attitude des bolcheviks vis-à-vis de son parti. Il me procura une carte qui me donnait le droit de dîner à l'Hôtel Métropole. Je devais rendre cette carte quand j'aurais une chambre à l'Hôtel National. Le dîner se composait d'une assiette de soupe et d'une très petite portion de quelque chose d'autre. Il y a des cuisines nationales dans les différentes parties de la ville et qui fournissent des repas semblables. Des verres d'un thé faible étaient vendus 30 kopecks le verre, sans sucre. Ma sœur m'avait envoyé une petite bouteille de saccharine au moment où je quittais Stockholm, et il y avait quelque chose de pathétique à voir la joie puérile que manifestaient certains de mes amis à boire du thé « sucré ».

De l'Hôtel Métropole, je me rendis à la « Flotte Rouge » pour m'installer dans ma chambre. Six mois auparavant, les chambres y étaient relativement propres ; mais les marins avaient considérablement abîmé l'hôtel, dont la saleté était indescriptible. Il n'y avait pas de chauffage et très peu de lumière. Un samovar, abandonné par le locataire qui m'avait précédé, se trouvait sur la table avec des morceaux de papier et autres débris. J'obtins du garçon un nettoyage sommaire et un nouveau samovar. Il ne put me procurer ni cuiller, ni couteau, ni fourchette, et j'eus grand-peine à le persuader de me prêter des verres.

Cependant, le téléphone marchait ; après avoir pris le thé je demandai la communication avec Mme Radek, qui avait déménagé de l'Hôtel Métropole au Kremlin. Je n'avais pas encore pu me procurer de laisser-passer pour le Kremlin, de sorte que nous convînmes de nous rencontrer afin qu'elle obtînt pour moi un laisser passer chez le commandant. Je marchai à travers la neige jusqu'à la barrière blanche au bout du pont qui domine le jardin et aboutit en pente raide au Kremlin. Il y avait là un feu de bûches autour duquel étaient assis trois soldats. Mme Radek m'attendait, se chauffant les mains au feu, et nous pénétrâmes ensemble dans la citadelle de la République.

Il y avait justement au Kremlin un Conseil des Commissaires du peuple et sur un espace découvert, près des anciennes églises, il y avait une quantité d'automobiles se détachant en noir sur la neige. Nous tournâmes à droite, par la rue Dvortzovaïa, entre l'ancienne maison des chevaliers et le palais Potiechny, et après avoir franchi une porte sous l'arche qui traverse la rue et monté un escalier sombre, nous arrivâmes dans une partie du bâtiment qu'on appelait dans le temps, je crois, le Palais du Plaisir. Là, dans une merveilleuse chambre ancienne, toute tendue de Gobelins que la révolution avait laissés absolument intacts, et meublée de chaises en bois sculpté, nous trouvâmes le vieil internationaliste suisse Karl Moor, dont la silhouette cadrait très mal avec l'entourage. Il me parla avec affection de Keir Hardie et de Hyndman « à l'époque où il était socialiste » et il était désappointé de ce que je ne fusse pas mieux renseigné sur eux. Mme Radek me demanda, bien entendu, les dernières nouvelles de son mari ; je lui dis que j'avais lu dans les journaux du 31 octobre qu'il était allé à Brunswick et qu'il y

vivait, à ce qu'on disait, dans le palais³. Elle craignait qu'il ne se fût trouvé à Brème lorsque cette ville fut prise par les troupes gouvernementales et elle ne croyait pas qu'il pût jamais revenir en Russie. Elle me demanda si je n'avais pas déjà remarqué (et c'était le cas en effet) combien la révolution s'était renforcée pendant les six derniers mois. Je demandai des nouvelles des vieilles connaissances, et j'appris que Piatakov qui, la dernière fois que je l'avais vu, suppliait les Alliés de lui fournir des mitrailleuses pour en faire usage contre les Allemands en Ukraine, avait été premier président de la République des Soviets de l'Ukraine, mais avait été remplacé depuis par Rakovski. Les vues du gouvernement de Piatakov étant plus extrémistes que celles de ceux qui le soutenaient, Piatakov avait cédé la place à Rakovski, plus apte à suivre une politique plus modérée. La république avait été proclamée à Kharkov, mais à ce moment là Kiev était encore aux mains du Directoire.

Cette nuit-là, ma chambre était si froide à la Flotte rouge, que je m'entourai pour dormir d'une peau de mouton, et, bien que j'eusse entassé sur moi les couvertures les plus disparates et jusqu'à un matelas, je dormis très mal.

Je perdis toute la journée suivante à chercher en vain une meilleure chambre. En déambulant par la ville, je la trouvai parsemée de sculptures révolutionnaires, quelques-unes mauvaises, d'autres intéressantes, toutes faites à la hâte et érigées pour célébrer l'anniversaire de la révolution du mois de novembre. On avait aussi lâché la bride aux peintres qui avaient décoré toutes les barrières et, bien que ces peintures eussent pour la plupart beaucoup souffert des intempéries, il en restait assez pour qu'on pût se faire une idée de l'effet carnavalesque qu'elles avaient dû produire. Partout où il y avait des tas de planches devant une maison en réparation, les peintres en avaient fait d'énormes panneaux représentant des figures symboliques de la révolution. Tout un pâté de maisons dans la Tverskaïa avait été décoré ainsi. Mais ce qu'il y avait de mieux, à mon avis, c'était une rangée de baraques en bois qui se trouvait à peu près en face de l'Hôtel National, aux « Okhotnia Riady ». Celles-ci avaient été décorées par des futuristes ou artistes du même genre et cela faisait un effet vraiment délicieux. Leurs couleurs vives et leurs dessins naïfs semblaient si naturels à Moscou que je me demandai comment il se faisait qu'elles n'eussent pas été peintes ainsi depuis longtemps. Elles étaient dans le temps recouvertes d'un jaune sombre uniforme. A présent, le bleu, le rouge, le jaune, s'y détachaient en dessins naïfs de fleurs sur des fonds blancs ou bariolés, et, avec les masses de neige en avant, sur la route où passaient et repassaient des femmes coiffées de mouchoirs aux couleurs brillantes et des paysans vêtus de peaux de mouton, elles semblaient être moins des tableaux futuristes qu'une survivance du passé reliant la Moscou nouvelle au Moyen Age. Il est intéressant de remarquer, en passant, que lors de mon séjour ici, certains puristes rassis, membres du Soviet de Moscou, élevèrent une protestation contre la licence qui avait été donnée aux futuristes de se répandre de par la ville et demandèrent que l'art de la révolution fût plus à la portée de tous et moins outrancier. Ces critiques, toutefois, ne concernaient pas la rangée de baraques qui me procuraient une vraie joie chaque fois que je passais par-là.

Le soir, j'allai voir Reinstein à l'Hôtel National. Reinstein est un vieux grand-père, membre du Labour Party américain, qui, l'année dernière, avait déployé une ardeur infatigable à venir en aide aux Américains, et qui est un puits de science sur la révolution. Il doit avoir près de 70 ans ; jamais il ne manque une réunion du Soviet de Moscou ou du Comité Exécutif ; il se lève à 7 heures du matin et parcourt Moscou d'un bout à l'autre pour faire des conférences aux jeunes gens qui se préparent à être officiers dans l'armée des Soviets ; il surveille plus ou moins les prisonniers de guerre anglais sur le bolchevisme desquels il est très pessimiste, et il exerce une fonction officielle comme chef d'un Département chargé de la mission plutôt platonique d'éditer en anglais des quantités formidables de brochures qui n'ont aucune chance d'arriver à destination. Il était fort désappointé de ce que je n'eusse pas apporté de journaux américains. Il se plaignit beaucoup du manque de moyens de transport, plainte que j'entendis proférer au moins trois fois par jour, et par des personnes différentes, pendant toute la durée de mon séjour à Moscou. Il pensait que la situation politique ne pouvait pas être meilleure, bien que la situation économique fut très mauvaise. Lorsqu'on avait du blé en perspective, comme c'était le cas, on ne pouvait l'apporter dans les villes faute de locomotives. Les difficultés économiques devaient

³. Nous n'apprîmes que plus tard qu'il était retourné à Berlin, qu'il y avait été arrêté et mis en prison.

forcément, selon lui, réagir tôt ou tard sur la situation politique.

Il me parla des prisonniers anglais. On amène les hommes à Moscou, où on leur donne des permis spéciaux qui les autorise à aller où ils veulent dans la ville, sans la moindre escorte. Je demandai ce qu'on faisait des officiers ; il me dit qu'ils étaient en prison, mais qu'on faisait tout ce qu'on pouvait pour eux. Un membre de la Croix-Rouge internationale qui avait travaillé avec les Américains lorsqu'ils étaient ici, allait les voir régulièrement et leur apportait des paquets. Il me dit aussi qu'ayant entendu dire à Moscou que les troupes commençaient à fraterniser sur le front d'Arkhangel, il s'y était rendu bien vite en compagnie de deux prisonniers, un Anglais et un Américain. Avec quelque difficulté, on organisa un meeting. Deux officiers et un sergent du côté des Alliés, et Reinstein et les deux prisonniers du côté russe, se rencontrèrent sur un pont, à mi-chemin entre les deux lignes. La conversation semble avoir porté surtout sur les conditions de la classe ouvrière en Amérique et sur les raisons devant déterminer les Alliés à rentrer chez eux et à laisser la Russie tranquille. Enfin, les représentants des Alliés (des Américains, je crois) demandèrent à Reinstein de venir avec eux à Arkhangel pour y exposer ses arguments ; ils lui promettaient un sauf-conduit pour l'aller et le retour. Pendant ce temps, deux Russes avaient rejoint le groupe et l'un d'eux prêtait son dos en guise de pupitre pour y écrire le sauf-conduit de Reinstein. Reinstein, me montrant le sauf-conduit, me dit qu'il avait des doutes sur sa validité, et qu'en tout cas il n'aurait pu en faire usage sans avoir reçu des instructions de Moscou. Lorsque la nuit tomba, le moment vint de la séparation. « Quoi ? Vous ne venez pas avec nous ? » dirent les officiers aux prisonniers. « Non, merci ! », répondirent ceux-ci, en secouant énergiquement la tête. J'appris que quelqu'un allait quitter l'Hôtel National le lendemain pour aller à Kharkov, de sorte que j'aurais probablement la possibilité d'avoir une chambre. Après avoir pris le thé avec Reinstein et être resté assez tard avec lui, je rentrai chez moi et, m'étant enfoui sous une montagne de couvertures de toute espèce, je dormis un peu.

Le lendemain matin, je réussis à prendre possession de la chambre de l'Hôtel National qui était très agréable et située à côté de la cuisine, de sorte qu'elle était relativement chaude. Je perdis tout un temps à transporter mes affaires. Le déménagement, bien que la distance d'un hôtel à l'autre ne dépassât pas une centaine de mètres, me coûta 40 roubles. Je mis de l'ordre dans mes affaires, j'achetai quelques livres et préparai une liste des personnes que je voulais voir et des documents que je devais me procurer. La chambre était parfaitement propre. La femme de chambre qui était venue faire l'ordre mettait évidemment de la fierté à bien faire son travail, et n'était pas contente du tout de me voir jeter des allumettes par terre. Elle me dit qu'elle était à l'hôtel depuis qu'on l'avait ouvert. Je lui demandai ce qu'elle pensait du nouveau régime. Elle me répondit qu'elle n'avait pas assez à manger, mais qu'elle se sentait plus libre.

L'après-midi, je descendis aux cuisines de l'hôtel où l'on peut chercher de l'eau chaude à volonté. Il y a une cuisine énorme, à part des autres, qui sert aux clients de l'hôtel. J'y trouvai une foule de gens employant chacun un petit coin d'un énorme poêle. Il y avait un vieux cosaque à cheveux gris, vêtu d'une tunique écarlate sous un manteau noir à larges basques et à taille étroite, garni de cartouchières ouvragées à la manière casaque. Il chauffait sa soupe, à côté d'une jeune juive qui faisait des gâteaux de pommes de terre. Un membre du Comité Exécutif assez âgé et portant des lunettes était très affairé à tirer parti d'un petit morceau de viande. Deux petites filles faisaient cuire des pommes de terre dans de vieilles boîtes de fer blanc. Dans une chambre qui servait de buanderie commune, une vaillante petite révolutionnaire, aux longs cheveux, était en train de laver une chemise. Une femme dont les cheveux étaient roulés dans un fichu bleu repassait soigneusement une blouse. Une autre lessivait des draps ou du linge dans un grand chaudron. Et constamment des gens, de tous les coins de l'hôtel, arrivaient chercher de l'eau chaude pour le thé avec des brocs et des récipients de toute espèce, depuis de jolies cruches en cuivre jusqu'à des boîtes de fer blanc à peine présentables. De l'autre côté du corridor, il y avait une espèce de comptoir devant une longue fenêtre donnant sur une autre cuisine. Là il y avait une rangée de personnes attendant avec leurs casseroles et leurs assiettes qu'on leur donnât leur ration de soupe et de viande en échange de leurs cartes. On m'expliqua que les gens croyaient recevoir un peu plus de nourriture en allant chercher ainsi leur ration directement à la cuisine, au lieu de se la faire servir au restaurant. Mais en examinant la chose de près, je m'aperçus que c'était une

idée que se faisaient ces gens. D'ailleurs, je ne possédais pas de casserole.

En payant ma chambre, au commencement de la semaine, je reçus une carte en marge de laquelle se trouvaient imprimés les jours de la semaine. Cette carte me donnait droit à un repas par jour ; après chaque repas, on découpait un jour, de sorte qu'il était impossible de prendre le même jour un second repas. Le repas unique consistait en une assiette de fort bonne soupe et un plat minuscule de viande ou de poisson. Le prix du repas variait entre 5 et 7 roubles.

On pouvait prendre ce repas à n'importe quel moment, entre 2 et 7 heures. Je passais ma matinée à avoir faim jusqu'à 2 heures où je commençais à me sentir mieux rien qu'à l'idée que je pouvais à chaque moment me mettre à table. Me sentant ainsi moins affamé, je remettais mon dîner d'heure en heure, jusqu'à 5 ou 6 heures de l'après-midi. Tenant à savoir si je ne jouissais pas d'un régime de faveur, je fis une enquête et trouvai que les dîners fournis par les maisons d'alimentation publique (l'équivalent de nos cuisines nationales) avaient exactement les mêmes proportions et le même caractère que le mien et que leur seule différence venait du cuisinier et non des vivres.

On avait aussi créé une espèce de coopérative. Un jour je lus un avis dans l'escalier disant que ceux qui le désiraient pouvaient se procurer un pot de confitures en s'adressant au Comité d'approvisionnement de l'hôtel. Je m'achetai de cette façon un pot de confitures et plus tard une petite quantité de saucisse d'Ukraine.

Outre la nourriture qu'on pouvait se procurer avec la carte, il était possible d'acheter des aliments à des spéculateurs, mais à des prix ruineux. On peut avoir une idée de la différence par les exemples suivants : à la carte, le pain coûtait 1 rouble 20 la livre ; les spéculateurs le vendaient 15 ou 20 roubles. Le sucre valait, à la carte, 12 roubles la livre et jamais moins de 50 roubles sur le marché. Il est évident que la suppression du système des cartes aurait abouti à donner tout aux riches et rien aux pauvres. On a essayé de différentes façons de se débarrasser de ces spéculateurs qui, par leurs énormes bénéfices, empêchent les paysans de vendre leur blé à des prix raisonnables. Mais, ainsi que me le dit un Communiste : « Il n'y a qu'un moyen de se débarrasser de la spéculation, c'est de donner suffisamment avec le système des cartes. Lorsque les gens pourront acheter tout ce qu'ils voudront à 1 rouble 20, ils n'iront pas payer 14 roubles de plus pour encourager les spéculateurs ».

– Et quand pourrez-vous faire cela ? demandai-je.

– Aussitôt que la guerre sera finie et que nous pourrons employer nos moyens de transport à des fins pacifiques.

On ne peut nier que la famine ne règne à Moscou. Le troisième jour de mon arrivée, je vis un homme qui conduisait un traîneau chargé, je crois, de viande de cheval, presque toute en os, provenant probablement de chevaux morts. Des grappes humaines, pareilles à des corbeaux, suivaient le traîneau en marche et, perchées là-dessus, arrachaient la viande avec avidité. Le cocher leur donnait force coups de fouet, mais la faim dont ces gens souffraient était telle qu'ils continuaient à se cramponner, indifférents aux coups qu'ils recevaient.

Souvent aussi de pauvres êtres affamés s'introduisaient de force à travers les petits vasistas des fenêtres de mon hôtel pour y attraper quelque débris de nourriture. Les pigeons qui, dans le temps, pullulaient dans les rues sans s'inquiéter du mouvement des voitures, et confiants dans la sécurité que leur donnait la superstition religieuse, avaient complètement disparu.

On ne peut non plus nier qu'on ne souffre du froid. Je ressentis moins mes propres souffrances lorsque je découvris que les ministères n'étaient pas mieux chauffés que les autres maisons. Au Kremlin même, je trouvai le directeur des archives qui travaillait revêtu d'une peau de mouton, les pieds dans des bottes feutrées et qui se levait de temps à autre pour ranimer ses mains gelées, battant des bras comme un cocher de Londres de l'ancien temps.

V. Le Comité exécutif et sa réponse à la proposition de Prinkipo

10 février.

On se rappelle qu'une proposition fut faite par la Conférence de la Paix aux différents gouvernements *de facto* de Russie, de se réunir pour discuter la situation politique dans une île du Bosphore, un armistice devant être déclaré pendant ce temps. Aucune invitation directe ne fut envoyée au gouvernement des Soviets. Après avoir essayé d'obtenir des précisions du directeur d'un journal socialiste français, Tchitcherine envoya le 4 février une longue Note aux Alliés. La note ne fut pas accueillie favorablement au début en Russie, bien qu'elle fût approuvée par les partis d'opposition de droite, et que les mencheviks eussent été jusqu'à dire qu'en envoyant une pareille note les bolcheviks agissaient dans l'intérêt de tout le peuple russe. L'opposition de gauche se plaignait de ce que la révolution fût ainsi livrée à l'Entente, et nombreux étaient les bolcheviks qui déclaraient ouvertement que la note faisait trop de concessions. Le 10 février, le Comité Exécutif se réunit pour examiner la situation internationale.

Avant de donner un compte rendu de cette réunion, il me paraît bon de faire un court résumé de la note en question. Après avoir attiré l'attention sur le fait qu'on ne leur avait pas adressé d'invitation et que l'absence d'une réponse de leur part allait être considérée comme un refus d'une proposition qu'ils n'avaient jamais reçue, Tchitcherine déclarait que malgré sa situation qui devenait de plus en plus favorable, le gouvernement russe des Soviets considérait une cessation des hostilités comme tellement désirable, qu'il était prêt à commencer immédiatement les négociations, et ainsi qu'il l'avait déclaré plus d'une fois, à s'entendre avec les Alliés « même au prix de sérieuses concessions, pourvu que ces dernières ne menacent pas le développement de la République ».

« Prenant en considération que les ennemis contre lesquels il a à lutter empruntent leur force de résistance exclusivement à l'aide que leur donnent les puissances de l'Entente, et que par conséquent ces puissances constituent le seul ennemi actuel du gouvernement des Soviets russes, c'est précisément aux puissances de l'Entente que ce dernier s'adresse, mettant en relief les points sur lesquels il considère que des concessions sont possibles en vue de mettre fin à toute espèce de conflit avec les puissances en question ». Suit une liste des concessions qu'ils sont prêts à faire. Ils commencent par reconnaître leurs dettes. « Étant donnée la situation financière délicate dans laquelle se trouve la Russie et son crédit insuffisant », ils proposent de garantir les intérêts de la dette avec des matières premières.

Ensuite, « étant donné le désir continuellement exprimé par le capital étranger d'exploiter à son profit les ressources naturelles de la Russie, le gouvernement des Soviets est prêt à donner à des ressortissants des puissances de l'Entente des minerais, du bois, et autres matières à désigner en détail, à la condition toutefois que la structure économique et sociale de la Russie des Soviets ne soit pas atteinte par les arrangements intérieurs nécessités par ces concessions ». Le dernier point est celui qui a soulevé le plus d'opposition. Il prouve une disposition à négocier même au sujet des annexions, déguisées ou ouvertes, que les Alliés auraient l'intention de réaliser.

Il y est dit textuellement : « Le gouvernement russe des Soviets n'a pas l'intention d'exclure à tout prix l'examen de la question des annexions, etc... ».

Et plus loin : « Par annexion, on doit comprendre le maintien sur telle ou telle partie du territoire de ce qui fut l'Empire russe, sans y comprendre la Pologne ni la Finlande, de forces armées de l'Entente ou de forces soutenues par les gouvernements de l'Entente et jouissant de leur appui financier, militaire, technique ou autre ». Suit une déclaration établissant que l'étendue des concessions dépendra de la situation militaire. Puis Tchitcherine donne un compte rendu plutôt optimiste de la situation intérieure et extérieure. Finalement, il touche à la question de la propagande. « Le gouvernement russe des Soviets, tout en faisant remarquer qu'il ne peut limiter la liberté de la presse révolutionnaire, se déclare disposé, en cas de nécessité, à inclure dans l'accord général avec les puissances de l'Entente, l'obligation de ne pas se mêler de leurs affaires intérieures. » La note finit ainsi : « sur les bases ci-dessus exposées, le gouvernement russe des Soviets est prêt à entamer immédiatement des

négociations soit à l'île de Prinkipo, soit en tout autre lieu, avec toutes les puissances de l'Entente à la fois, ou avec un certain nombre d'entre elles, ou bien avec n'importe quel groupement politique russe, selon le désir des puissances de l'Entente. Le gouvernement russe des Soviets prie les puissances de l'Entente de lui faire savoir immédiatement où il doit envoyer ses représentants, à quel moment, et par quelle route ». Cette note datée du 4 février fut envoyée par la télégraphie sans fil.

Du jour où la note fut publiée dans les journaux, c'est-à-dire dès le 5 février, elle fut le principal objet des conversations. Chacun de ses points fut discuté, attaqué et défendu tour à tour ; mais même ceux qui la critiquaient, en dépit de leur intention de faire de leur critique la base de leur action politique future, n'avaient pas de désir plus cher que de voir les Alliés lui donner une réponse. Personne à Moscou ne pouvait à cette époque se méprendre le moins du monde sur les tendances guerrières de la révolution. L'énorme majorité du peuple et des leaders révolutionnaires désirent la paix, et il a fallu qu'on leur imposât la guerre pour que fût transformé ainsi leur désir de paix en une agression désespérée et pleine de ressentiment. De tous côtés, j'entends dire la même chose : « Nous ne pouvons nous réorganiser parce que nous devons combattre tout le temps ».

Ils ne voudraient pas le reconnaître, j'en suis sûr, mais certains leaders des Soviets, qui ont été aux prises avec bien des difficultés en Russie d'Europe depuis dix-huit mois, ont acquis, en dépit d'eux-mêmes, un point de vue national, domestique. Ils pensent moins à la révolution mondiale qu'au moyen de procurer du pain à Moscou, ou d'intensifier la production textile, ou bien encore d'utiliser la force motrice des fleuves pour que la région industrielle du Nord ne dépende plus des mines de charbon qui sont très loin. J'étais par conséquent très désireux d'entendre ce que le Comité Exécutif aurait à dire, sachant que j'y recueillerais l'expression du point de vue théorique dont mes amis, surmenés, avaient été détournés par des préoccupations d'ordre plus pratique.

Le Comité Exécutif se réunit comme d'habitude dans le grand hall de l'hôtel Métropole, et selon l'usage, très tard. La séance devait commencer à 7 heures ; supposant bien témérairement que les Russes avaient pu changer de nature dans les six derniers mois, je fus très exact, mais je trouvai le hall vide, parce qu'une réunion du parti communiste, qui se tenait dans une salle voisine, n'était pas fini. Le hall avait l'aspect qu'il avait d'ordinaire ; un drapeau rouge dominait le fauteuil présidentiel ; un autre flottait à l'autre bout de la salle, tous deux portant des inscriptions telles que « Le Comité Exécutif pan russe », « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », etc. Au fur et à mesure que la salle se remplissait, je rencontrais beaucoup de connaissances.

Le vieux professeur Pokrovski entra, clignant des yeux à travers ses lunettes, un peu courbé, habillé d'un très vieux pardessus et coiffé d'un petit bonnet de fourrure noire ; ses mains étaient jointes comme il avait l'habitude de le faire, paraît-il, quand il allait et venait d'un air malheureux à Brest-Litovsk, pendant la seconde période des négociations. Je ne croyais pas qu'il me reconnaîtrait, mais il vint à moi tout de suite et me rappela le déménagement des archives, au moment où l'on craignait que les Allemands ne prissent Pétrograd. Il me parla d'une quantité de matériaux qu'ils sont en train de publier sur les origines de la guerre. Il me dit que l'Angleterre y jouait le plus beau rôle, mais que la France et la Russie y paraissaient sous un triste jour.

Juste à ce moment, Demian Biedny entra, plus gras que jamais. Ses admirateurs de la campagne lui envoient des vivres ; il a la face ronde, les yeux souriants et malicieux, la bouche cynique : un vrai paysan, ce poète de la révolution ! Il était assez bien rasé, sa petite moustache jaune avait été peignée ; il portait des culottes neuves de cuir, et avait l'air en somme d'un poète plus à l'aise que le ruffian débraillé que j'avais rencontré pour la première fois, il y a un an, avant que ses poèmes satiriques dans la Pravda et autres journaux révolutionnaires n'eussent atteint, comme aujourd'hui, les sommets de la popularité. Jadis, avant la révolution, à Pétrograd, il envoyait ses poèmes aux journaux révolutionnaires. Quelques-uns avaient été publiés et ils avaient scandalisé certains révolutionnaires austères et rassis, qui se réunirent pour décider si l'on pouvait continuer de les imprimer. Depuis la révolution, il est devenu un espèce de satiriste patenté qui fustige indifféremment les communistes et les non-communistes. Même dans cette assemblée, il avait un air qui rappelait la manière de Robert Burns dans la société d'Edinburgh. Il me dit d'un air radieux que son dernier livre avait été tiré à 25.000 exemplaires, que l'édition entière avait été épuisée en quinze jours, et qu'un grand artiste avait

fait son portrait. Et le fait est que, sur ses dix-huit volumes, on ne peut en trouver à l'heure qu'il est plus de deux.

Madame Radek qui avait montré l'année dernière un vrai talent dans la préparation de sandwiches garnis de poireaux hachés, et qui avait fait de la bonne besogne à la tête du Comité des prisonniers de guerre de Russie, vint s'asseoir près de moi et se plaignit amèrement de ce que les autorités voulussent la faire déménager des appartements grands ducaux qu'elle occupait au Kremlin pour en faire un musée historique destiné à illustrer la manière de vivre des Romanov. Elle prétendait que c'était là un prétexte, tout simplement, et que la vraie raison était que Madame Trotzki n'aimait pas la savoir dans une chambre mieux meublée que la sienne. Il paraît que les Trotzki, lorsqu'ils s'installèrent au Kremlin, choisirent un logement extrêmement modeste en comparaison de l'appartement somptueux où j'avais trouvé Madame Radek.

Pendant tout ce temps, la réunion d'à-côté étant terminée, la salle se remplissait, et les membres du Comité Exécutif allaient prendre leur place. Comme je demandais à Litvinov s'il parlerait, un petit homme hirsute et énergique vint à moi, me montrant avec enthousiasme les nouvelles allumettes inventées dans les laboratoires des Soviets. La Russie est dépourvue de bois d'allumettes et de paraffine ; et de plus, je crois ne pas me tromper en disant que la plupart des allumettes employées dans le Nord venaient des fabriques de Finlande. Dans la composition de ces nouvelles allumettes bolcheviques, il n'entre ni bois ni paraffine. Les déchets de papier remplacent, l'un, le résidu de graisse provenant du lavage des laines remplace l'autre. Le petit homme en question, Berg, secrétaire de la direction du Conseil économique, me donna un paquet de ces allumettes. Elles ressemblent aux allumettes contenues dans un étui de papier que l'on trouve communément à Paris. Il faut détacher l'allumette en la cassant avant de s'en servir. Elles prennent feu plus facilement et brûlent mieux que les allumettes que je n'ai jamais achetées en Russie, et je ne vois pas pourquoi l'on n'en fabriquerait pas en Angleterre, où nous devons importer tous les produits dont sont faites les allumettes ordinaires. Je dis à Berg que j'allais essayer de les faire breveter et de devenir de la sorte un capitaliste. Un autre communiste qui m'avait entendu se mit à rire et me dit que la plupart des fortunes étaient fondées sur des fraudes de ce genre.

Il y avait aussi, dans la salle, Steklov des *Izvestia*, Madame Kollontaï, et une quantité d'autres personnes dont j'ai oublié les noms. Le petit Boukharine, l'éditeur de la Pravda, un des plus intéressants causeurs de Moscou, qui est prêt à discuter sur n'importe quel sujet de philosophie, de Berkeley et Locke jusqu'à Bergson et William James, parcourait les groupes et serrait des mains. Soudain, une silhouette tout à fait inattendue apparut à la porte. C'était le boiteux Eliava, du Soviet de Vologda, qui vint à moi très surpris de me voir, et me rappela comment Radek et moi arrivant l'été dernier, affamés, de Moscou à Vologda, nous avions ébahi l'hôtel de l'« Ancre d'Or », en mangeant 15 œufs chacun (C'était au moment où je faisais fonction d'interprète au cours des conversations de Radek avec l'ambassadeur des États-Unis et M. Lindley.) Eliava est un homme plein de droiture ; il avait été aux prises avec mille difficultés à Vologda, où la grande colonie d'ambassades et de missions étrangères était devenue un centre d'intrigues et de haines prêtes à s'enflammer à chaque moment. Je me rappelle que lorsque nous nous séparâmes de lui, Radek m'avait dit qu'il y avait peu de chances qu'on le retrouvât vivant. Eliava m'apprit qu'il avait quitté Vologda depuis trois mois, et qu'il partait à présent pour le Turkesrtan. Il ne dissimula pas le ressentiment qu'il éprouvait envers M. Noulens (l'ambassadeur de France) qui, d'après lui, s'était opposé à tout arrangement l'année dernière ; par contre, il n'avait rien à dire contre Lindley.

Enfin il se produisit un mouvement sur l'estrade, et la séance commença. Quand je vis le maigre Avanessov, aux longs cheveux, prendre sa place comme secrétaire, et Sverdlov, le président, se pencher légèrement en avant, agiter la sonnette pour annoncer que la séance commençait et que le « camarade Tchitcherine avait la parole », j'eus de la peine à m'imaginer que j'avais été six mois absent.

Le discours de Tchitcherine fut un résumé de la situation internationale. Il parlait un peu plus distinctement que de coutume, mais cela n'empêcha pas que, pour être à même de l'entendre, je fus obligé de changer de place et de m'asseoir tout près de la tribune. Il fit un historique des différentes

démarches entreprises par le gouvernement des Soviets pour essayer d'obtenir la paix, y compris les « offensives de paix » de moindre importance, telles que le télégramme personnel de Litvinov au président Wilson. Il examina, sans trop d'optimisme, les possibilités qu'avait, d'arriver à quelque résultat la dernière note à tous les Alliés. Il pesa les tendances qui se manifestaient dans chacun des pays intéressés pour et contre la guerre avec la Russie. Les progrès des sentiments révolutionnaires à l'étranger, rendaient les gouvernements impérialistes encore, plus agressifs contre la République des Ouvriers et Paysans, qu'ils ne l'auraient été sans cela. Leur intervention en devenait plus difficile, mais rien de plus. Il était impossible d'affirmer que l'impérialisme était affaibli au point de devoir lâcher prise. Tchitcherine parle comme s'il était ventriloque ou un homme à demi-mort. Et, en effet, il est à demi-mort. Il n'a jamais su se décharger de la partie matérielle de son travail sur ses subordonnés. Il est éternellement à bout de forces. Il semble cruel de lui dire « bonjour » quand on le rencontre, tant ses yeux expriment le désir qu'on le laisse en paix. En partie pour éviter les importuns, en partie parce qu'il est habitué lui-même à travailler la nuit, la section des Affaires Étrangères travaille à des heures extraordinaires. On n'y trouve personne avant 5 heures de l'après-midi, mais, par contre, on y travaille jusqu'à 4 heures du matin. La documentation du rapport de Tchitcherine était intéressante, mais rien dans sa manière d'exposer le sujet n'était de nature à susciter le moindre enthousiasme. L'assistance écoutait avec attention, mais elle ne s'anima vraiment que pour éclater de rire au moment de la lecture d'un appel envoyé à Clemenceau par les financiers émigrés, aristocrates et politiciens de la colonie russe de Stockholm, protestant contre toute entente, qu'elle quelle soit, avec les bolcheviks.

Boukharine prit la parole après Tchitcherine. D'allure vive, habillé de vêtements bruns en bon état (achetés, je crois, lorsqu'il était à Berlin, comme membre de la Commission économique), lui du moins se fait clairement entendre, bien que sa voix ait une curieuse tendance à se briser. Il compara la situation présente à la situation d'avant Brest-Litovsk. Il avait été lui-même (je m'en souviens bien), avec Radek, un des adversaires les plus acharnés de la paix de Brest, et à présent il reconnaissait qu'alors Lénine avait eu raison et qu'il avait eu tort. Mais la situation, disait-il, était différente actuellement, en ce sens qu'avant Brest-Litovsk l'impérialisme était divisé en deux camps se combattant l'un l'autre, tandis qu'à présent il avait l'air de vouloir réunir ses forces. Il considérait la Ligue des Nations comme une sorte de syndicat capitaliste, et disait que la différence entre l'attitude de la France et celle de l'Amérique vis-à-vis de la Ligue dépendait de la situation respective du capital français et américain. Le capital en France était si faible que celle-ci ne pouvait être qu'un petit actionnaire, tandis qu'en Amérique la situation du capital était très avantageuse. C'est pourquoi l'Amérique voulait un énorme syndicat embrassant toute l'Europe dans lequel chaque Etat aurait un certain nombre d'actions. Comme l'Amérique aurait la plus grande part, elle serait à même d'exploiter toutes les autres nations. C'était là une idée fixe chez : Boukharine et il ne perdait aucune occasion, depuis le milieu de l'été dernier, d'exposer sa théorie. Quant à la Note de Tchitcherine, elle était pour lui d'un grand intérêt historique parce qu'elle était écrite dans une langue fort différente de la langue hypocrite de la diplomatie ordinaire. Ici pas de phrases sur la noblesse des motifs, mais une simple constatation des faits relatifs au sujet traité. « Dites-nous ce que vous voulez, – dit cette Note, – et nous sommes prêts à faire un marché avec vous pour éviter un conflit armé. » Même si les Alliés ne répondent pas, la Note aura été utile et elle fera époque dans l'histoire.

Litvinov suivit Boukharine. C'est un homme tout rond, solide et enjoué. Il était coiffé d'un bonnet pointu de fourrure grise et plus rond que jamais dans son épais pardessus fourré. Son lorgnon lui tomba du nez et son cache-nez gris glissa de son cou quand il se précipita vers la tribune. Se débarrassant de ses affaires, qu'il jeta sur une chaise, il grimpa à la tribune, les cheveux en broussaille et avec un sérieux extrême peint sur son visage il parla d'une voix dont l'intensité et la force m'étonnèrent, moi qui ne l'avais jamais entendu parler en public. Il parla fort bien, avec beaucoup plus de logique que Boukharine et beaucoup plus de vie, et fit un résumé de la situation à l'étranger. Il dit (et Lénine m'exprima la même opinion ensuite) que l'hostilité témoignée par les différents pays envers la Russie des Soviets était en proportion directe de la peur de la Révolution chez eux. C'est ainsi que la France, dont le capital avait le plus souffert et s'était le plus affaibli, était le pays le plus intransigent, tandis que l'Amérique, dont le capital était en bonne posture, était prête à conclure un accord. L'Angleterre, avec moins de confiance, était, d'après lui, prête à suivre l'Amérique. Le besoin de matières premières

était le motif qui poussait à une entente avec la Russie. La crainte que la seule existence d'un gouvernement ouvrier quelque part dans le monde renforçât partout le mouvement révolutionnaire expliquait le désir général de faire disparaître à tout prix les Soviets. La note de Tchitchérine, à son avis, ne ferait qu'accentuer les divergences entre ces vues opposées, et tendrait à rendre impossible une alliance des capitalistes contre la Russie.

Finalement, Kamenev, le président actuel du Soviet de Moscou, prit la parole. Il s'éleva contre la comparaison qu'avait faite Boukharine entre la paix de Brest-Litovsk et celle dont il était question. Alors, on était à une époque de tâtonnements et d'expérience. A présent, il apparaissait au monde entier que l'unité de la Russie ne pouvait se faire que sous le régime des Soviets. Les puissances hostiles à ce régime étaient forcées de reconnaître ce fait. Quelques parties de la Russie (l'Ukraine) avaient, pendant les quinze derniers mois, expérimenté toutes espèces de gouvernements, depuis les Soviets et la dictature du prolétariat jusqu'à la dictature des envahisseurs étrangers et d'un général de l'ancien régime, mais elles étaient, après tout cela, revenues aux Soviets. Les impérialistes de l'Europe occidentale devaient comprendre que le seul gouvernement en Russie s'appuyant sur les masses populaires était le gouvernement des Soviets, et lui seul. Même le journal des mencheviks, commentant la Note de Tchitchérine, avait déclaré que, par cette démarche, le gouvernement des Soviets avait prouvé qu'il était réellement un gouvernement national agissant conformément aux intérêts de la nation. Il lut ensuite une déclaration des socialistes révolutionnaires de droite (des délégués de ce parti, membres de l'Assemblée constituante, se trouvaient dans les tribunes) disant qu'ils étaient prêts à aider le gouvernement des Soviets en tant que seul gouvernement en Russie qui luttât contre la dictature de la bourgeoisie.

Pour finir, le Comité adopta à l'unanimité une résolution approuvant toute démarche faite en vue d'obtenir la Paix, et envoyant en même temps « un salut fraternel à l'Armée rouge des Ouvriers et des Paysans qui était en train d'assurer l'indépendance de la Russie des Soviets ». L'Assemblée s'occupa ensuite d'autres questions.

Je m'en allai, plutôt triste de penser que je n'avais pu prévoir, lorsque la Russie avait été obligée, l'an passé, de signer avec l'Allemagne une paix d'oppression, que le moment viendrait où elle ferait tous ses efforts pour nous acheter cette paix à nous-mêmes. En sortant, je rencontrai un autre être malheureux, mais malheureux pour des raisons différentes : c'était Angelica Balabanova. Après avoir rêvé de socialisme toute sa vie avec la ferveur d'un esprit utopiste, elle était arrivée enfin en Russie pour y découvrir qu'un Etat socialiste avait à faire face à des difficultés au moins aussi réelles que les autres États, que dans la bataille il y avait peu de sentiments et beaucoup de cynisme, et qu'en présence de l'opposition du reste du monde, les rêveurs avaient grand'peine à reconnaître leur idéal humanitaire. La pauvre petite Balabanova, haute à peine de cinq pieds, vêtue d'un manteau noir qui la couvrait jusqu'aux pieds sans la grandir, errait dans la rue comme une âme en peine. Non, pensait-elle, ce n'est pas ainsi que des socialistes devraient agir avec leurs ennemis. Autrement, mais pas de cette façon. Les trompettes d'argent avaient-elle sonné sept fois en vain fallait-il vraiment se remettre au travail et, pierre par pierre, les mains en sang, niveler les murs de Jéricho ?

La neige tombait quand je rentrai chez moi. Deux ouvriers marchaient près de moi en discutant. « Si ce n'était pas la famine ! » disait l'un. « Mais cela changera-t-il jamais ? » disait l'autre.

VI. Kamenev et le Soviet de Moscou

11 février.

Litvinov n'a pas eu de chance avec sa chambre de l'hôtel Métropole. Elle est petite, sombre, sale et plus froide que la mienne. Il se sentait malade et avait mal à la poitrine, peut-être à cause de son discours d'hier soir ; mais tandis que j'étais avec lui, Kamenev l'appela au téléphone, pour lui dire qu'une voiture l'attendait en bas et qu'il voulût bien se rendre au Soviet de Moscou pour y parler de la situation internationale. Litvinov essaya de refuser, mais en vain, et il me dit que si je voulais voir Kamenev, je ferais bien de l'accompagner. Nous trouvâmes Kamenev dans le hall de l'hôtel et, quelques minutes après, une petite automobile Ford nous amena au Soviet de Moscou. Le Soviet se réunit dans la petite Salle de conférences de l'ancien Polytechnicum. Lorsque nous arrivâmes, il y avait une réunion de parti, et Kamenev, Litvinov et moi nous passâmes derrière l'estrade pour aller dans une petite chambre vide où nous rejoignit un membre du Soviet dont j'ai oublié le nom.

C'était la première fois que Kamenev parlait à Litvinov depuis son retour, et je crois qu'ils oublièrent que j'étais présent. Kamenev demanda à Litvinov ce qu'il avait l'intention de faire, et Litvinov lui dit qu'il désirait établir un département spécial de contrôle, qui recevrait toutes les plaintes, examinerait le travail des différents commissariats, les débarrasserait des doubles emplois, etc., en un mot, le département qui serait le plus impopulaire de Moscou. Kamenev se mit à rire : « Ne pensez pas que vous soyez le premier à avoir cette idée. Tous ceux qui reviennent en Russie après avoir été en mission ont la même idée. Venant de l'étranger, ils remarquent mieux que nous les imperfections d'ici, et chacun pense qu'il pourra remettre tout en ordre. Rakovski a été ici pendant des mois, ne rêvant de rien autre. Ioffe fit de même quand il revint de ce modèle d'ordre qu'est Berlin. A présent, c'est votre tour, et je suis, prêt à parier que lorsque Vorovski reviendra (Vorovski était toujours à Pétrograd), il aura lui aussi en poche un plan de contrôle général tout prêt. Mais la chose n'est pas faisable. Le seul moyen, lorsqu'une chose ne marche pas, c'est d'en charger quelqu'un sur qui l'on puisse compter. Ainsi on a du mal d'avoir du savon. Bien. Nommez une commission et le savon disparaît instantanément. Mais chargez un homme de l'affaire et, d'une manière ou d'une autre, nous en aurons. »

– Où l'industrie du savon est-elle concentrée ?

– Il y a de bonnes fabriques bien outillées ici, mais elles ne travaillent pas, en partie faute de matières premières, en partie parce que quelque imbécile s'est imaginé que pour faire les inventaires il fallait faire cesser tout travail !

Litvinov lui demanda ce qu'il pensait de la situation en général. Il répondit qu'elle serait bonne si du moins l'on pouvait améliorer les transports ; mais pour que le public de Moscou puisse s'apercevoir d'un mieux appréciable, il faudrait qu'une centaine de wagons de vivres arrivât tous les jours. A présent, il en arrive rarement plus de vingt.

J'interrogeai Kamenev au sujet des écoles ; il me répondit qu'une de leurs difficultés était due au militarisme qui leur était imposé par les attaques de l'extérieur. Il m'expliqua que les soldats de la nouvelle Armée rouge, pour la plupart des ouvriers, étaient accoutumés à plus de confort que les soldats de l'ancienne armée qui étaient en majorité des paysans. Ils ne voulaient pas coucher sur les planches des anciennes casernes qui étaient abominables, surpeuplées, et malsaines. Trotski, qui cherchait partout des locaux où caser « ses chéris », ne trouvait rien de mieux que les écoles, et, dit Kamenev, « nous avons à lutter ferme pour chaque école ». Une autre difficulté, c'était le manque de livres scolaires. Les manuels d'histoire, par exemple, écrits sous le régime de la censure et selon les principes de l'ancien régime, sont inutiles à présent, et les nouveaux ne sont pas encore prêts, sans compter la difficulté de se procurer du papier et de les faire imprimer. Bien des choses cependant ont été faites. Aucun enfant à Moscou n'est menacé de la famine : 150 à 180.000 enfants sont nourris gratuitement, tous les jours, dans les écoles. Plus de 10.000 paires de chaussures de feutre ont été données aux enfants nécessiteux. Le nombre des librairies a considérablement augmenté. Au point de

vue physique, les ouvriers vivent dans des conditions bien plus mauvaises qu'en 1912, mais pour ce qui est de leur bien-être intellectuel il n'y a pas de comparaison. Des établissements tels que le fameux restaurant Yar, où dans le temps les riches se livraient à des orgies de bonne chère et flirtaient avec les tziganes, sont devenus à présent des clubs et des théâtres ouvriers où tout ouvrier a le droit d'aller. Quant aux demandes de livres venant de province, les plus grands efforts fournis par les imprimeries et les papeteries n'y peuvent suffire.

Lorsque la réunion du parti eut pris fin, nous retournâmes à la salle de conférences où les membres du Soviet étaient déjà à leurs places. Je fus frappé tout de suite par l'absence du public qui naguère remplissait les galeries. La fièvre politique de la Révolution avait passé, et aujourd'hui il n'y avait pas plus d'auditeurs qu'il n'y en a d'ordinaire, à Londres, à la Chambre des Communes. Le caractère du Soviet lui-même n'avait pas changé. Presque tous les hommes assis sur les bancs étaient des ouvriers, qui écoutaient ce qui se disait avec une attention soutenue. Litvinov répéta en substance son discours de la veille, lui donnant toutefois un caractère un peu plus démagogique et faisant ressortir qu'après la victoire des Alliés le seul coin du monde qui ne fût pas dominé par le capitalisme allié était la Russie des Soviets.

Le Soviet adopta une résolution exprimant « sa ferme confiance que le gouvernement des Soviets réussirait à obtenir la paix, et ainsi à ouvrir une large voie vers la construction de l'Etat prolétarien ».

On passa une note à Kamenev, lequel, après l'avoir parcourue, annonça que le représentant nouvellement élu des ouvriers chinois de Moscou désirait parler. C'était Chitaya Kuni, un petit Chinois robuste qui avait une grosse tête et était vêtu d'un paletot et de bottes de cuir noir. Je l'avais souvent vu auparavant et je m'étais demandé qui il était. Il fut accueilli avec une grande cordialité et fit un discours tranquille, presque timide, dans lequel il déclara qu'il apprenait auprès de ses camarades russes comment il fallait introduire le socialisme en Chine et formula d'autres compliments du même genre.

Reinstein répondit en racontant qu'à un Congrès ouvrier américain, quelques années auparavant, les Américains avaient fermé leurs portes à un représentant d'une Union de travailleurs étrangers. « Tel était, dit-il, le sentiment en Amérique, à l'époque où Gompers était omnipotent, mais ce moment est passé. » Tout en écoutant Reinstein, je me demandais dans combien d'autres pays, à part la Russie, un représentant ouvrier étranger serait si bien accueilli. On ne peut guère en trouver la raison dans la générosité de cœur des Russes, mais dans le fait que, étant donnée l'unification générale des salaires, M. Kuni ne pouvait représenter la concurrence du travail à bon marché. Je m'entretins ensuite avec le Chinois. Il est président du Soviet chinois. Il me dit qu'il y avait à peu près un millier d'ouvriers chinois à Moscou et qu'ils avaient par conséquent le droit d'être représentés dans l'administration de la ville. Je lui demandai s'il y avait des Chinois dans l'Armée rouge. Il me dit qu'il y en avait deux ou trois mille, pas davantage.

VII. Un ex-capitaliste

13 février.

Je pris le thé avec une vieille connaissance de province, un Russe, qui, avant la Révolution, possédait une fabrique de sacs de cuir, laquelle travaillait en connexion étroite avec la tannerie de son oncle. Il me donna un petit aperçu de ce qui s'était passé dans sa famille. Son oncle avait commencé avec un petit capital et, pendant la guerre, il avait gagné assez pour acheter la tannerie dont il avait été jusqu'alors actionnaire. L'histoire de ses aventures depuis la Révolution d'octobre est une très bonne illustration de la façon expéditive et rude dont la théorie se traduit dans la pratique. Je vais essayer de raconter cette histoire d'aussi près que possible, telle qu'elle m'a été racontée par le neveu.

Pendant la première révolution, c'est-à-dire de mars à octobre 1917, il lutta ferme contre les ouvriers, et fut un des fondateurs d'un Soviet de fabricants, qui avait pour but d'annihiler les efforts des Soviets d'ouvriers⁴. Cette institution, évidemment, fut anéantie par la Révolution d'octobre, et « mon oncle, après avoir été forcé, en tant que propriétaire, de payer d'importantes contributions, se mit à lire les journaux de près et à comprendre qu'après la nationalisation des banques, la résistance était inutile. Il se résigna à faire tout ce qui était dans son pouvoir pour ne pas perdre complètement sa fabrique ».

Il rassembla tous ses ouvriers et leur proposa de former un « artel » ou société coopérative, et de prendre eux-mêmes la fabrique en mains, chacun donnant mille roubles pour réunir le capital de roulement. Les ouvriers n'ayant pas mille roubles disponibles, « mon oncle offrit de leur avancer l'argent, à la condition qu'ils le lui rendent plus tard ». C'était illégal, mais la petite ville se trouvait loin du centre, et cela paraissait être une bonne façon de sortir de difficulté. Il ne s'attendait pas à ce qu'on lui rendît l'argent, mais il espérait de cette façon garder le contrôle de sa tannerie, qu'il désirait développer, car il éprouvait pour elle un intérêt paternel.

Les choses marchèrent à souhait. On élut un comité de contrôle. Mon oncle fut nommé président, moi vice-président, plus trois ouvriers. Nous travaillons aujourd'hui encore sur cette base. Les ouvriers donnent à mon oncle 1.500 roubles par mois, à moi 1.000 et au comptable 1.000. Le seul ennui, c'est que les ouvriers continuent à considérer mon oncle comme le propriétaire, et cela pourrait créer des ennuis si les choses allaient mal. Mon oncle passe son temps à leur dire : « C'est votre fabrique, ne m'appellez pas patron ! » « Il est vrai que c'est notre fabrique, répliquent-ils, mais vous en êtes toujours le patron, et il faut qu'il en soit ainsi. »

Les complications ne tardèrent pas à se produire, et cela à propos de la levée de l'impôt sur les classes possédantes. Mon oncle avait très sagement cessé d'être un propriétaire. Il avait cédé sa maison à la fabrique et il s'était fait allouer des chambres comme président du Soviet de la fabrique. Il était par là vraiment incapable de payer, quand les gens du Soviet du district vinrent lui dire qu'il avait été inscrit pour une taxe de 60.000 roubles. Il expliqua la situation. Le neveu était présent et soutint le point de vue de son oncle. Sur quoi le collecteur d'impôts consulta un bout de papier et répliqua : « On vous a aussi imposé pour 20.000 roubles. Ayez la bonté de mettre votre pardessus. »

Cela signifiait qu'il était arrêté. Le neveu dit qu'il avait 5.000 roubles et qu'il les donnerait, mais qu'il ne pouvait payer davantage. Cela suffirait-il ?

– Très bien, – dit le collecteur d'impôts, cherchez-les.

Le neveu alla les chercher.

– Et maintenant, mettez votre pardessus !

– Mais vous m'avez dit qui si je payais les 5.000 roubles, tout irait bien.

– C'est la seule façon d'agir avec des gens comme vous. Nous reconnaissons que votre cas est pénible, et nous croyons qu'on vous libérera. Mais le Soviet nous a dit de recueillir la taxe entière ou

⁴. En s'accordant pour proclamer des lock-out, etc.

les gens qui refuseraient de la payer, et ils ont décrété que si nous revenions sans l'un ou l'autre, nous irions nous-mêmes en prison. Vous ne pouvez vraiment exiger de nous que nous allions faire de la prison par pitié pour vous. Ainsi donc, mettez votre pardessus, et suivez-nous !

Ils se mirent en route et on les enferma au quartier général de la milice, dans une chambre aux fenêtres grillées, où ils ne tardèrent pas à être rejoints par la plupart des autres richards de la ville. Tous étaient dans un état d'excitation extraordinaire, et plusieurs d'entre eux étaient fâchés contre « l'oncle » qui prenait les choses avec tant de calme. Mon oncle ne s'inquiétait que d'une chose : de ce qu'allaient devenir sa tannerie et ses cuirs, à présent que nous étions tous les deux sous clef !

La ploutocratie de la ville étant ainsi réunie dans la petite chambre de la maison de la milice, les femmes de ces messieurs vinrent, timidement d'abord, bavarder aux fenêtres. Mon informateur qui n'était pas marié, envoya chercher deux ou trois de ses amis, afin de ne pas être le seul à n'avoir personne avec qui causer par la fenêtre. Le bruit que faisaient ces gens était prodigieux, si bien qu'à la fin le chef de la milice se précipita dans la rue, et arrêta une des femmes, mais il fut tellement déconfit de découvrir, lorsqu'elle eut relevé son châle, qu'elle était l'hôtesse d'une maison où il avait été logé comme soldat, qu'il lâcha prise aussitôt. Cet extraordinaire conciliabule entre les hommes riches de la ville et leurs femmes et amis, telle une volée de corbeaux huppés croassant à la fenêtre, dura jusqu'à la nuit tombante.

Le lendemain, les ouvriers de la tannerie vinrent à la maison de la milice, et expliquèrent que « l'oncle » avait réellement cessé de faire partie des classes possédantes, qu'il leur était nécessaire comme président de leur Soviet, et qu'ils étaient prêts à le racheter, en payant la moitié de l'impôt exigé sur les fonds de la fabrique. L'oncle ramassa 30.000 roubles, la fabrique en avança autant, et il fut libéré après qu'on lui eût donné un certificat comme quoi il avait cessé d'être un exploiteur et un propriétaire et ne serait à l'avenir assujéti à aucun autre impôt que ceux prélevés sur la population ouvrière. Le neveu aussi fut libéré, sous prétexte que sa présence était nécessaire à la fabrique de cuirs.

Je lui demandai comment cela marchait. « Assez bien – dit-il, – si ce n'est que mon oncle continue à se faire de la bile parce que les ouvriers l'appellent toujours « patron ». A part cela, il est très heureux parce qu'il a amené les ouvriers à mettre de côté une grande partie des bénéfices pour développer la maison et construire une nouvelle aile à la tannerie. »

– Les hommes travaillent-ils ?

– Ah ! dit-il, nous pensions que lorsque la fabrique serait entre leurs mains ils travailleraient mieux, mais nous ne croyons pas qu'il en soit ainsi ; du moins la différence n'est pas appréciable.

– Travaillent-ils plus mal ?

– Non, on ne peut pas dire cela non plus.

J'essayai de lui faire exposer ses vues politiques. L'été dernier, il m'avait dit que le gouvernement des Soviets ne pouvait durer que deux ou trois mois. Il entrevoyait déjà sa chute. Aujourd'hui, il n'aimait pas davantage ce gouvernement, mais il avait fort peur que la guerre ne reprît contre la Russie, ou plutôt il craignait les désordres qu'elle entraînerait forcément avec elle. Il montrait une étrange fierté au sujet de la façon dont la République russe recouvrait graduellement ses anciennes frontières. « Naguère, personne n'aurait jamais cru que l'Armée rouge arriverait à quelque chose, disait-il. Évidemment, l'on ne peut s'attendre à grand'chose de la part du gouvernement, mais il s'entend à maintenir l'ordre, et je puis continuer à travailler et à faire mes affaires sans encombre. » C'était tout à fait amusant de l'entendre geindre contre la révolution et immédiatement après me demander anxieusement si je croyais que le danger était passé et qu'il n'y aurait plus de désordres.

Sachant que dans certains endroits à la campagne il s'était commis de terribles excès, je lui demandai quelle forme avait prise dans leur district la Terreur Rouge qui avait suivi l'attentat contre Lénine. Il se mit à rire : « Nous nous en sommes tirés à bon compte », dit-il. Voici ce qui arriva : La veuve d'un riche marchand avait une belle maison remplie de toutes espèces de choses, de beaux couteaux, de fourchettes, en un mot, une maison où il y avait trop de tout. Elle avait, par exemple,

vingt-deux samovars de toutes grandeurs et de toutes espèces. C'était une maison typique de marchands, où il y avait tant de nappes qu'ils n'auraient pas pu les employer toutes, même s'ils avaient vécu jusqu'à l'âge de cent ans. Un beau jour, au commencement de l'été dernier, la riche veuve fut prévenue, qu'on avait besoin de sa maison, et qu'elle devait déménager. Pendant deux jours, elle courut de ci de là, essayant de faire rapporter la décision. Lorsqu'elle vit qu'il n'y avait rien à faire, elle empila toutes ses affaires, samovars, couteaux, fourchettes, services de table, et nappes et pardessus (il y avait plus d'une douzaine de pelisses) dans les greniers, qu'elle ferma et scella, et elle obtint même que le président du Soviet vienne apposer les scellés. A la fin, les choses s'arrangèrent à l'amiable ; une sentinelle fut même postée pour empêcher toute effraction des scellés.

C'est alors qu'arrivèrent les nouvelles de Pétrograd et de Moscou sur la Terreur Rouge.

Le Soviet tint une réunion où il fut décidé qu'il fallait agir. Étant en trop bons termes avec nous tous pour prendre des mesures radicales, ils se souvinrent tout à coup des greniers de la pauvre Maria Nicolaievna. Les scellés furent brisés, et tous les ustensiles de cuisine, les couteaux, les fourchettes, les assiettes, les meubles, les vingt-deux samovars, et les pardessus furent jetés pêle-mêle dans des charrettes, déclarés propriété nationale, et amenés au Soviet. Propriété nationale ! Une semaine ou deux plus tard, on célébrait les noces de la fille d'un des membres du Soviet, et l'on ne sait comment cela se fit, mais les couteaux et les fourchettes étaient sur la table ! Quant aux samovars, il y en avait assez pour faire du thé pour cent personnes.

VIII. Un théoricien de la Révolution

13 février.

Après mon entretien d'hier avec un capitaliste, victime de la révolution, je suis heureux, pour faire un contraste, de relater la conversation que j'eus avec l'un des principaux théoriciens de la Révolution. Le fabricant de cuir décrivait la révolution telle qu'elle affecte un individu. Le théoricien révolutionnaire était aussi incapable de prendre en considération son intérêt personnel que celui des autres, et il voyait tout sous l'aspect d'énormes mouvements collectifs dans lesquels les expériences d'un individu n'ont pas plus d'importance que les aventures d'une fourmi dans une fourmilière. Boukharine, membre de l'ancienne Mission économique envoyée à Berlin, violent adversaire de la paix de Brest, éditeur de la Pravda, auteur de beaucoup de livres sur l'économie politique et la Révolution, infatigable théoricien, me trouva assis à une salle de l'hôtel Métropole, en train de boire le thé.

Je venais d'acheter le numéro d'une revue reproduisant une carte du monde, où la plupart des pays de l'Europe étaient peints en rouge ou en rose, selon que la révolution y triomphait ou n'était qu'imminente. Je montrai cette carte à Boukharine et lui dis : « Etonnez-vous à présent si à l'étranger on parle de vous comme des nouveaux impérialistes ! » Boukharine prit la carte et l'examina.

« C'est idiot, complètement idiot ! » dit-il. Cependant, ajouta-t-il : « Je crois que nous sommes entrés dans une période révolutionnaire qui peut durer cinquante ans avant que la révolution ne soit victorieuse dans toute l'Europe, et finalement dans le monde entier ».

J'ai en réserve une théorie que j'ai l'habitude d'exposer à des révolutionnaires de toute espèce, et qui donne presque toujours des résultats intéressants (voir Chapitre 13). J'en fis l'épreuve sur Boukharine. Je lui dis : « Vous autres, vous dites toujours qu'il y aura une révolution en Angleterre. Vous est-il jamais venu à l'esprit que l'Angleterre est une fabrique et non un grenier de sorte qu'en cas de révolution, on nous couperait immédiatement tous les vivres ? Selon vos propres théories, le capital anglais s'entendrait avec le capital américain pour qu'au bout de six semaines la révolution n'ait plus rien à manger. L'Angleterre n'est pas un pays comme la Russie qui, d'une façon ou de l'autre, peut se subvenir à elle-même, en se portant simplement là où il y a des vivres. Six semaines de révolution amèneraient la famine et la réaction en Angleterre. J'incline à croire qu'une révolution en Angleterre ferait plus de mal que de bien à la Russie. »

Boukharine se mit à rire. « Ah ! vieux contre-révolutionnaire », dit-il, « Tout cela serait vrai, mais il faut voir plus loin. Vous avez raison en ceci : si la révolution s'étend en Europe, l'Amérique lui coupera les vivres. Mais d'ici là, nous serons ravitaillés par la Sibérie. »

« Mais le pauvre Transsibérien est-il capable d'alimenter la Russie, l'Allemagne et l'Angleterre ? »

« Avant cela, Pichon et ses amis auront disparu. Il y aura la France à nourrir aussi. Mais vous ne devez pas oublier qu'il y a des champs de blé en Hongrie et en Roumanie. Quand la guerre civile aura cessé en Europe, l'Europe pourra se subvenir à elle-même. Avec l'aide des ingénieurs anglais et allemands, la Russie sera bientôt à même de ravitailler en grains toutes les républiques ouvrières du Continent. Mais même alors, la tâche ne fera que commencer. Dès que la révolution aura éclaté en Angleterre, les colonies anglaises se précipiteront dans les bras de l'Amérique. Alors viendra le tour de l'Amérique, et finalement il est trop probable que nous serons tous obligés de nous unir pour renverser le dernier retranchement du capitalisme dans quelque république bourgeoise de l'Afrique du Sud. « Je m'imagine fort bien », dit-il, en regardant au loin de ses petits yeux brillants qui semblaient voir à travers les murs de l'obscur salle à manger, « que les républiques ouvrières d'Europe soient obligées d'avoir une politique coloniale inverse de celle pratiquée jusqu'ici. De même que vous subjuguiez à présent les races arriérées afin de les exploiter, il se peut qu'à l'avenir vous ayiez à subjuguier les colons pour leur enlever les instruments d'exploitation. Il n'y a qu'une chose dont j'aie peur. »

« Et de quoi donc ? »

« J'ai peur parfois que la lutte ne soit si cruelle et si longue, que la culture européenne toute entière n'y sombre. »

Je songeai à mon fabricant de cuir d'hier et aux mille expériences faites à ses propres dépens, aux terribles ennuis, au bouleversement et au renversement de toutes les valeurs qu'est pour un homme ordinaire la révolution, même en dehors de la mort et de la guerre civile ; j'en éprouvai au cœur une espèce de défaillance et j'achevai mon thé en silence. Boukharine, après avoir ouvert avec insouciance d'aussi colossales perspectives, avala son thé d'un trait, un thé prodigieusement sucré avec ma saccharine. Il me rappela sa maladie de l'été dernier et Radek parcourant toute la ville pour lui trouver des douceurs, car aucun autre remède ne pouvait le guérir. Puis il s'en alla en hâte, boutonnant son pardessus tout en marchant, ressemblant à un drôle de petit De Quincey de la révolution, et sa silhouette disparut dans l'ombre, avant qu'il ait atteint, moitié courant, moitié marchant, l'autre bout de la grande salle à manger mal éclairée et remplie de fumée.

IX. Des effets du Blocus

14 février.

J'eus, à dîner, une conversation plutôt lugubre avec Mechtcheriakov. Mechtcheriakov est un ancien exilé de Sibérie. Il a fait l'été dernier un voyage en Angleterre. Il publie une revue mensuelle à Moscou, qui traite surtout des problèmes de reconstruction, et à côté de cela, il s'occupe de toutes sortes d'œuvres d'éducation parmi les classes laborieuses. Il est terrifié de la situation économique du pays. Le blocus, d'après lui, force la Russie à retourner à l'état primitif.

« Nous ne pouvons, rien nous procurer. Par exemple, je fais des conférences de mathématiques. J'ai tant d'élèves que je suis débordé par la besogne. Ils sont tous aussi avides de science que les éponges d'eau, et je ne peux pas même me procurer les plus simples manuels pour eux. Je ne peux pas même trouver dans une librairie un vieux cours de mathématiques, pour en faire moi-même une série de copies à leur usage. J'en suis réduit à enseigner comme un instituteur du moyen âge, mais, comme ce dernier, j'ai des élèves qui veulent apprendre. »

« Encore trois ans – dit un voisin de table, – et nous vivrons au milieu des ruines. Les maisons, à Moscou, ont toujours été bien chauffées, mais le manque de transport ayant eu pour conséquence une disette de combustible, les conduites d'eau ont éclaté dans des milliers de maisons. Nous ne pouvons nous procurer ce qui est nécessaire pour les réparer. De même, il nous est impossible de trouver des couleurs pour repeindre les murs, et ceux-ci pourrissent peu à peu. Encore trois ans, et tous les monuments de Moscou nous tomberont sur la tête. »

Une autre personne se joignit à la conversation et dit en riant : « Dans dix ans, nous marcherons tous à quatre pattes, et dans vingt ans il nous poussera des queues ! »

Mechtcheriakov finit sa soupe et déposa sa cuillère de bois : « Il y a un autre côté de la question – dit-il. En Russie, même si le blocus est maintenu, nous arriverons à réorganiser les choses plus tôt que n'importe où, parce que nous avons toutes les matières premières dans le pays. Pour nous, tout est question de transport, et de transport à l'intérieur de nos propres frontières. Dans quelques années, je suis persuadé, qu'en dépit de tous les obstacles accumulés contre nous, il sera plus agréable de vivre en Russie que dans n'importe quel pays d'Europe. Mais nous avons une mauvaise période à traverser. Et nous ne sommes pas les seuls. Les effets de la guerre sont à peine sensibles à présent en Occident, mais ils le deviendront de plus en plus. L'humanité a une période de souffrances devant elle. »

– Boukharine parle d'une période de cinquante ans, dis-je en me souvenant de ma conversation d'hier.

– Cela se peut. Je crois que ce sera moins long, mais la Révolution sera bien plus terrible pour vous, nations occidentales, qu'elle ne l'a été pour nous. En Occident, si la Révolution éclate, on se servira de l'artillerie, laquelle détruira des quartiers entiers. Les classes dirigeantes de l'Occident sont plus résolues et mieux organisées que les capitalistes de chez nous. L'aristocratie ne leur avait pas permis de s'organiser, de sorte que, lorsque l'autocratie elle-même tomba, notre tâche fut relativement facile. Rien ne nous faisait obstacle. Il n'en sera pas de même en Allemagne.

X. Une soirée à l'Opéra

J'ai lu dans un journal qu'un membre de la Commission américaine à Berlin concluait du fait que les Allemands se rendaient en foule au théâtre et aux spectacles, qu'ils ne pouvaient pas avoir faim. On ne peut douter que le peuple de Moscou ne souffre de la faim, et cependant les théâtres sont bondés. La demande de places est telle que des spéculateurs achètent des billets d'une manière licite pour les revendre frauduleusement près des portes du théâtre aux personnes qui n'ont pas pu s'en procurer, et exiger le double de leur valeur ou même davantage. L'amour du théâtre, qui a toujours été fort grand à Moscou, me paraît plutôt avoir augmenté que diminué. Il y a une école de Production théâtrale, avec des cours sur tout ce qui peut concerner la mise en scène, à commencer par la fabrication des décors. Un bulletin des spectacles paraissant trois fois par semaine donne les programmes de tous les théâtres et, occasionnellement, des articles sur des sujets de théâtre. On m'avait dit, à Stockholm, que les théâtres de Moscou étaient fermés. On trouvera ici une liste incomplète des spectacles, donnés dans les différents théâtres, les 13 et 14 février, d'après le Bulletin de cette date. De même qu'il serait intéressant de savoir ce qu'on donnait au public français, à l'époque de la Révolution, je crois qu'il vaut la peine de noter le genre de réjouissances qui ont actuellement la faveur populaire à Moscou :

Opéra du Grand Théâtre. – *Sadko*, de Rimski-Korsakov, et *Samson et Dalila*, de Saint-Saëns.

Petit Théâtre d'Etat. – *Bechenya Dengi (Sommes folles)*, d'Ostrovski, et *Starik (Le Vieux)*, de Gorki.

Théâtre artistique de Moscou. – *Le Grillon du Foyer*, de Dickens, et *La mort de Pazoukhine*, de Saïtykov-Chtchedrine.

Opéra. – *Selo Stepantchiko* et *Coppélia*.

Le Palais du Peuple. – *Doubrovski*, de Napravnik, et *Démon*, de Rubinstein.

Théâtre Zamoskvoretzki. – *Groza (La Tempête)*, d'Ostrovski, et *Mechtchane (Les Bourgeois)*, de Gorki.

Théâtre Populaire. – *Le Miracle de saint Antoine*, de Maeterlinck.

Théâtre Kommissarjevskaja. – *Un Noël*, de Dickens, et *Le Prince maudit*, de Remizov.

Théâtre Korch. – *Beaucoup de bruit pour rien*, de Shakespeare ; *Le Misanthrope* et *Georges Dandin*, de Molière.

Théâtre Dramatique. – *Alexandre 1er*, de Merejkovski.

Théâtre du Drame et de la Comédie. – *La petite Dorrit*, de Dickens, et *Le Barbier du Roi*, de Lounatcharski.

En outre, d'autres théâtres jouaient *K. R. (Konstantin Romanov)*, *Ostrovski*, *Potapenko*, *Vinitchenko*, etc. Les deux " Studios " du Théâtre de Moscou jouaient *Rosmersholm* et tout un répertoire de petites pièces. Ces troupes, de même que celle du Théâtre artistique, jouaient parfois dans les théâtres suburbains lorsque leur scène était prise par d'autres acteurs.

J'allai au Grand Théâtre voir *Samson et Dalila*, de Saint-Saëns. J'eus une place, au-dessus de l'orchestre, dans une loge, d'où je pouvais voir aussi bien la scène que la salle. En vérité, on voyait beaucoup mieux la salle que la scène. Mais c'était ce que j'avais désiré, car c'était bien la salle que j'étais venu voir.

Celle-ci avait certainement beaucoup changé depuis la période pré-révolutionnaire. La ploutocratie moscovite des marchands au crâne chauve et de leurs grosses femmes couvertes de bijoux avait disparu, totalement. Et avec elle avaient disparu les robes de soirée et les chemises empesées. Toute la salle offrait aux yeux la monotonie des vêtements de tous les jours. La seule note gaie était donnée par un petit groupe de femmes tartares assises au balcon, la tête et les épaules couvertes de châles blancs à la manière tartare. Il y avait beaucoup de soldats, et de nombreux hommes qui étaient évidemment venus tout droit de leur travail. Il n'y avait pas mal de tricots de laine gris et bruns, et les spectateurs

portaient des pardessus de tout genre et de tout âge, car il faisait très froid dans la salle (cela était dû naturellement au manque de combustible, ce qui pourra à la longue forcer les théâtres à fermer provisoirement si l'électricité vient à faire défaut). Les musiciens de l'orchestre étaient également habillés de vêtements disparates. La plupart des « cuivres » avaient évidemment fait partie de musiques régimentaires pendant la guerre, et ils portaient leurs tuniques kaki et vert, avec des pantalons et des culottes de couleur et de formes très variées. D'autres portaient toutes espèces de vêtements de tous les jours. Seul le chef d'orchestre portait une redingote et il avait l'air d'un spécimen d'un autre âge tant son élégance tranchait sur les guenilles de son orchestre et du public qui était derrière lui.

Je regardai soigneusement quel genre de public se trouvait aux fauteuils d'orchestre, sous le nouveau régime, et j'en conclus que le cerveau de la salle avait déménagé des galeries au parterre. Les mêmes gens qui dans le temps gagnaient péniblement quelques kopecks et faisaient queue pour avoir une bonne place au poulailler étaient assis à présent aux places qu'occupaient naguère ceux qui venaient digérer leur dîner.

Les regardant l'un après l'autre, ce soir-là, je pensais qu'ils étaient bien peu nombreux ceux qui avaient un bon dîner à digérer. Mais quant à l'attention qu'ils prêtaient au spectacle, j'imagine qu'il y a peu d'auditoires devant lesquels il serait plus agréable à des acteurs de jouer. Les applaudissements, comme les cerveaux, étaient descendus des galeries.

De la représentation même, j'ai peu de chose à dire, si ce n'est que les vêtements déguenillés et les estomacs vides ne semblaient aucunement impressionner défavorablement les musiciens et les acteurs. Helzer, la ballerine, dansait aussi bien devant ce public que devant des bourgeois.

Relevant le col de mon manteau, je me dis que les acteurs méritaient d'être applaudis pour l'héroïsme dont ils faisaient preuve en jouant par un froid pareil. Par moments, au cours de la soirée, j'avais conscience mieux que jamais du côté irréel de l'opéra, sans doute à cause du contraste qu'il y avait entre la magnificence de la scène et ce public intelligent en guenilles. Mais à d'autres moments, il me semblait que le public et la scène ne faisaient qu'un tout indivisible. Car *Samson et Dalila* est un poème révolutionnaire par lui-même et qui gagnait beaucoup à être joué par des acteurs dont chacun avait vu dans la vie réelle des choses semblables : Samson poussant les Israélites à la révolte, me rappelait beaucoup de scènes qui s'étaient passées à Pétrograd en 1917, et lorsque à la fin il fait crouler le temple en ruines sur ses ennemis triomphants, je me souvins de ces paroles qu'on prête à Trotski : « Si nous sommes, finalement obligés de nous en aller, nous claquerons la porte derrière nous de telle façon que l'écho en sera entendu dans le monde entier ! »

Rentrant chez moi, après la représentation, je ne rencontrai pas un seul homme armé. Il y a un an, les rues, après dix heures, étaient vides ; on n'y rencontrait que ceux qui, comme moi, avaient un travail qui les obligeait de sortir tard pour aller à des réunions. A part les postes militaires, réunis autour de feux de bois, les rues étaient habituellement désertes. A présent, elles étaient pleines de piétons qui rentraient du théâtre et ne se souvenaient plus que douze mois auparavant ils n'osaient pas s'aventurer dans les rues de Moscou après la tombée de la nuit. Il n'est plus question de cela. Les gens commencent à s'installer dans la Révolution et pensent maintenant à toute autre chose qu'à cette vieille question : « Durera-t-elle encore une semaine ou deux ? »

XI. Le Comité des travaux publics

15 février.

J'allai voir Pavlovitch, président du Comité des travaux publics, qui m'avait donné un rendez-vous. C'était par une matinée claire, et les rues étaient très animées. En franchissant la grille pour entrer sur la Place Rouge, je vis la foule ordinaire des paysannes agenouillées devant la petite chapelle de la Vierge Ibérienne, où flambaient des cierges. Sur le mur de ce qui était anciennement, je crois, l'hôtel de ville, tout près de la grille, quelque athée fanatique avait accroché une ardoise avec cette inscription à la craie : « La religion est de l'opium pour le peuple. » Cette ardoise, qui était là depuis longtemps, avait une forme qui ressemblait assez à celle qu'ont d'ordinaire les images saintes. Je vis un vieux paysan, évidemment incapable de lire, faire solennellement le signe de croix devant la chapelle, puis tournant à gauche, se signer aussi solennellement devant l'inscription anti-religieuse. Il me paraît intéressant de noter ici en passant que le nouveau programme communiste, tout en insistant, comme auparavant, sur la séparation définitive de l'Eglise et de l'Etat, ainsi que de l'Eglise et de l'Ecole, contient une ordonnance spéciale disant « que l'on veille à ce que l'on ne froisse en aucune manière les sentiments religieux ». Les églises et les chapelles sont ouvertes, les processions religieuses ont lieu comme auparavant, et Moscou est comme par le passé, la ville des cloches.

Une longue file de traîneaux chargés de sacs de précieuse farine traversait la place. Des soldats de l'armée rouge revenaient de la parade, riant et parlant entre eux ; leur tenue était beaucoup plus soignée que celle des hommes il y a six mois. Le ciel étincelait derrière la fantastique cathédrale de Saint-Basile, et les tombes hâtivement creusées au pied du Kremlin pour ceux qui étaient morts en combattant pour la révolution de novembre avaient été arrangées. On était en train de réparer soigneusement l'échafaudage de la porte du Kremlin, qui avait été endommagé à cette époque.

Le Comité des travaux publics a été fondé au printemps dernier pour centraliser l'organisation des travaux de construction entrepris jusqu'ici par les différents départements. Vers le milieu de l'été, il était déjà devenu un organisme indépendant, vivant de ses propres ressources. Il est installé rue Nikolskaïa, dans la ville chinoise, à côté du vieux bâtiment de la Compagnie du Commerce anglo-russe, dont la façade verte et blanche est toujours surmontée du lion et de la licorne sculptés vers le commencement du XVIIe siècle.

Pavlovitch est un petit homme court, à lunettes, avec une couronne de cheveux roux sur un crâne chauve, et une petite barbe rousse. Il était vêtu d'un paletot et d'un pantalon de cuir noir. Il se plaignait amèrement de ce que tous les plans de travaux qu'il avait faits pour améliorer la production du pays étaient irréalisables à cause des exigences impérieuses de la guerre. Vieil exilé de Sibérie, il avait vécu en France avant la Révolution, et, comme il disait, il avait vu comment la France faisait la guerre :

« On lui envoyait des locomotives, et des rails sur lesquels ces locomotives devaient rouler ; de toutes les parties du monde on lui envoyait tout ce dont elle avait besoin. Quand on lui envoyait des chevaux, on lui envoyait en même temps du foin pour les nourrir, des fers pour les ferrer, et des clous pour faire tenir ces fers. Si nous étions approvisionnés comme cela, la Russie aurait la paix en une semaine ; mais nous n'avons rien, nous ne pouvons rien nous procurer, et nous sommes forcés de faire la guerre malgré nous.

« Et la guerre gâte tout, continua-t-il. Ce Comité devrait s'occuper d'œuvres de paix, pour rendre la Russie plus utile à elle-même et au reste du monde. Vous connaissez nos projets. Mais combattant sur tous les fronts et usant nos meilleurs forces ailleurs, nous sommes obligés de consacrer 90 p. 100 de notre énergie et de notre matériel aux besoins immédiats de l'armée. Nous recevons tous les jours des masses de télégrammes de tous les fronts nous demandant ceci ou cela. Par exemple Trotski nous télégraphie tout simplement : « Nous serons à Orenburg dans deux jours. » Et il compte sur nous pour faire le nécessaire. Alors, la carte en main, il faut que j'envoie ce dont il a besoin, quelle que soit l'utilité des travaux que l'on doit abandonner entre temps : travaux d'ingénieurs, de réparation de rails, de fabrication de matériaux pour construire des ponts, etc.

« A vrai dire, le plus grand travail de construction civile qui ait été fait en Russie depuis de nombreuses années, fut le résultat direct de la crainte que nous avions de voir les Allemands s'emparer de notre flotte de la Baltique. Nous ne pouvions sauver tous les dreadnoughts, mais je décidai d'en sauver le plus possible.

« Déjà du temps du tzar, on avait songé à élargir et à approfondir le réseau des canaux, afin de permettre aux navires d'aller de la Baltique jusqu'à la Volga, mais on avait renoncé à ce projet qu'on avait jugé impraticable. Une fois, en effet, on avait essayé d'amener deux torpilleurs par cette voie, mais on avait dû les charger sur des chalands. Nous nous dîmes que toute chose projetée pouvait être réalisée : les canaux furent approfondis et élargis, de telle sorte que sept grands destroyers, six petits destroyers et quatre sous-marins purent les remonter par leurs propres moyens. C'est cette flottille qui, arrivant à l'improviste devant Kazan, contribua pour une grande part à notre victoire. Mais le plaisir d'avoir obtenu ce résultat fut gâté pour moi par l'idée qu'il avait fallu, pour cela, enlever des hommes et du matériel à la construction de l'usine d'électricité qui devait dispenser Pétrograd de s'approvisionner en charbon.

« Les difficultés contre lesquelles nous avons à lutter sont évidemment énormes, mais beaucoup de travaux que l'ancien régime n'est pas arrivé à faire par manque d'initiative ou pour d'autres raisons, nous les avons faits et nous les faisons. Mais il y a des difficultés tout à fait inattendues. Les gens de telle localité, en partie sans doute sous l'influence de nos adversaires politiques, se montraient très hostiles à la construction d'une usine électrique, simplement parce qu'ils n'en comprenaient pas l'intérêt. J'allai moi-même leur expliquer ce que cela signifierait pour eux, je leur dis que leur rivière deviendrait une rivière riche, qu'ils auraient à leur disposition une force motrice à bon marché pour toutes espèces de travaux, et qu'ils auraient de la lumière électrique dans toutes leurs maisons. Ils me portèrent alors en triomphe à travers tout le village, et envoyèrent des télégrammes de gratitude à Lénine, à Zinoviev, à tout le monde, et depuis ils nous ont aidés de toutes leurs forces.

« La plus grande partie de notre énergie doit être employée en ce moment à réparer et à construire des chemins de fer et des routes à l'usage de l'armée. Plus de 21.000 verstes de chemins de fer sont en construction, et nous avons terminé le chemin de fer d'Arzamas à Syzran. 1.200 verstes de chaussées sont en construction. Et pour faire face aux besoins les plus immédiats de l'armée, nous avons déjà réparé ou construit 8.000 verstes de routes de différentes catégories. En réalité, le réseau intérieur des chemins de fer de Russie n'est nullement aussi mauvais qu'on se l'imagine. Grâce à lui, nous avons pu, en dépit de tous les obstacles, combattre la contre-révolution et concentrer nos meilleures troupes ici ou là, suivant les besoins. Remarquez que sur toutes nos énormes frontières, nous avons été obligés de combattre des groupes de réactionnaires, soutenus d'abord surtout par les Allemands, et maintenant par vous, par les Roumains, par les Polonais, et en certains endroits encore, par les Allemands. Les troupes qui combattent sur le front de l'Oural, combattent le mois suivant au sud de Voroneje, et le mois d'après, en guise de repos, elles marchent sur les talons des Allemands, au fur et à mesure qu'ils évacuent les provinces occupées. Certaines de nos troupes ne valent pas grand'chose. Un jour elles se battent, mais le lendemain elles préféreraient ne pas lutter. Aussi nos meilleures troupes, composées en grande partie d'ouvriers, doivent être lancées dans toutes les directions. Nous sommes tout le temps au travail pour faire ce qui est à faire, et nous construisons de nouvelles routes pour faire encore mieux. Mais quelle perte de temps et d'énergie, alors qu'il y a tant d'autres choses qui devraient être faites !

« Tout le temps les nécessités de la guerre pèsent sur nous. C'est la première fois aujourd'hui depuis deux mois que nous avons pu chauffer ce bâtiment. Nous avons travaillé ici en pardessus et en toque de fourrure, à une température inférieure à zéro. Pourquoi ? On nous envoyait du bois juste au moment où nous dûmes tout à coup lancer nos troupes vers le nord. Il fallut décharger le bois des wagons pour laisser la place à l'Armée Rouge, et les wagons durent reprendre la route du nord. Il fallait le faire, et nous dûmes travailler aussi bien que possible dans le froid. Beaucoup de mes collaborateurs tombèrent malades. Pas plus tard qu'hier, deux d'entre eux durent être reconduits chez eux en proie à des attaques nerveuses dues au travail sédentaire prolongé dans des chambres non chauffées. J'ai perdu l'usage de ma main droite pour la même raison. » Il étendit la main droite qu'il avait tenue jusqu'ici dans la poche de son pardessus. Elle faisait peine à voir ; les doigts étaient gonflés et raides comme des racines.

A ce moment quelqu'un entra pour parler à Pavlovitch. Il resta debout près de la table, un peu derrière moi, de sorte que je ne le vis pas, mais Pavlovitch remarquant qu'il me regardait avec curiosité, me dit : « Vous connaissez-vous ? ». Je me retournai et vis Soukhanov, l'ami de Gorki, jadis l'un des meilleurs écrivains de la *Novaia Jizn*. Je me précipitai vers lui et lui serrai la main.

– Eh quoi ? Vous êtes passé du côté des bolcheviks ? demandai-je.

– Pas du tout, répondit Soukhanov en souriant, mais je travaille ici.

– Soukhanov pense que nous faisons moins de mal que les autres, dit Pavlovitch. Et il se mit à rire. Parlez-lui, il vous dira tout ce qu'il y a à dire contre nous. Et il y a beaucoup à dire,

Soukhanov était un ennemi acharné des bolcheviks. Il s'était mis en colère contre moi il y a un an, lorsque je lui avais dit que j'étais certain que tôt ou tard, il travaillerait avec eux. Je racontai cette histoire à Pavlovitch qui se mit de nouveau à rire. « Il y a déjà longtemps, – dit-il, Soukhanov me fit faire des ouvertures par Milioutine. Je consentis, et tout était déjà convenu entre nous, lorsque parut une note dans la Pravda, annonçant qu'il allait travailler dans notre Comité ; Soukhanov en prit ombrage et envoya un démenti. Milioutine en fut très fâché et me demanda de publier la vérité. Je refusai, mais j'écrivis à cette date, dans mon journal : « Soukhanov viendra ». Trois mois plus tard, il travaillait avec nous. Un jour, il me dit que dans le grand journal de la révolution qu'il est en train d'écrire, et qu'il écrira très bien, il s'en prenait à moi. « Quant à moi, lui répliquai-je, je n'ai pas de reproche à vous faire, mais je vais vous montrer une page de mon journal privé », et je lui montrai la page en question, le priant d'en remarquer la date : « Soukhanov est un honnête homme, il devrait venir avec nous. »

Pavlovitch continua de me parler en ces termes :

« Paralysés comme nous le sommes par le manque de tout, nous ne pourrions soutenir la lutte contre les réactionnaires, si ce n'était grâce au réel esprit révolutionnaire du peuple en général. Les réactionnaires ont de l'argent, des munitions, des approvisionnements de toute espèce et des instructeurs fournis par l'étranger. Nous, nous n'avons rien, et cependant nous les battons. Savez-vous que les Anglais leur ont donné des tanks ? Savez-vous qu'à un certain endroit, ils ont employé des gaz ou quelque chose de ce genre, et qu'ils ont aveuglé huit cents hommes ? Et cependant nous sommes victorieux. Pourquoi ? Parce que chaque ville que nous prenons nous donne de nouvelles forces, et qu'au contraire chaque ville prise par eux est pour eux un élément de faiblesse. C'est une ville de plus à occuper et à garder contre les vœux de la population. »

– « Et si vous obtenez la paix, que se passera-t-il ? »

– « Nous ferons venir de l'étranger tout ce que nous ne pouvons fabriquer nous-mêmes. Il nous faut environ cent mille verstes de rails. En ce moment nous sommes obligés d'enlever les rails d'un endroit pour les mettre à un autre. Nous devons construire de nouvelles lignes. Il nous faut des dragues pour nos canaux et nos rivières. Il nous faut des excavateurs. »

– « Et comment pouvez-vous vous attendre à ce qu'on vous vende toutes ces choses, alors que votre crédit à l'étranger ne vaut pas un liard ? »

– « Nous payerons en concessions ; nous donnerons aux étrangers le droit de prendre chez nous des matières premières. Les bois de construction, à présent, valent n'importe quel prix. Nous avons d'énormes étendues de forêts dans le nord, et il n'est pas un pays en Europe qui n'ait besoin de bois. Ce bois servira pour nos achats à l'étranger. Nous sommes prêts à dire : « Construisez ceci, ou donnez-nous cela, et nous, nous vous donnerons le droit de prendre autant de bois pour vous, etc. Et nous donnerons des concessions d'un autre genre aussi. C'est ainsi que des négociations ont cours en ce moment avec une maison étrangère pour la construction d'un chemin de fer allant de l'Obi à Kotlas. »

– « Mais il y a une partie de cette région qui n'est pas entre vos mains. »

– « Si nous obtenons la paix, nous pourrions arranger cela, sans difficultés. »

Comme j'allais le quitter, il m'arrêta. Ne se rendant évidemment pas compte que les Anglais en sont

arrivés à les considérer, lui et ses amis, comme une étrange espèce de démons, qui, s'ils n'ont ni cornes, ni queues, sont certainement loin d'être des créatures humaines, il me demanda : « Si nous obtenons la paix, croyez-vous qu'il y aura des ingénieurs et des ouvriers spécialistes en Angleterre qui consentiront à s'engager comme volontaires pour nous aider en Russie ? Il y a tant à faire, que je vous promets que nous leur donnerons le meilleur travail. Les ouvriers spécialistes manquent à peu près autant que les locomotives. Nous en sommes réduits en ce moment à prendre les manœuvres qui font preuve de quelque intelligence, et à leur apprendre leur métier, au cours du travail. Il doit y avoir des ingénieurs, des cheminots, des mécaniciens parmi les socialistes anglais qui seraient heureux de venir ici. D'ailleurs, il n'est pas nécessaire qu'ils soient socialistes, pourvu qu'ils connaissent bien leur métier. »

Cette dernière suggestion est tout à fait caractéristique. Il est impossible de faire comprendre aux bolcheviks que le peuple anglais puisse avoir de l'hostilité contre eux. De leur côté, ils n'ont aucun sentiment d'animosité contre les Anglais en tant que tels. En rentrant à l'hôtel, je rencontrai un groupe de soldats anglais, faits prisonniers sur le front nord. Ils marchaient librement, sans escorte, dans les rues.

XII. Le Comité Exécutif et la Terreur

17 février.

Mon impression générale est que la Révolution des Soviets a dépassé la période de luttes intestines, et qu'elle se concentre à présent sur du travail constructif, autant que le rend possible la guerre sur toutes les frontières. Il me semble également que la population commence, à « s'installer » dans le nouveau régime. Cette impression me fut confirmée au cours de la réunion du Comité Exécutif, qui limita définitivement les pouvoirs de la Commission Extraordinaire. Avant l'ouverture de la séance, j'échangeai quelques mots avec Peters et avec Krylenko. L'excitation de la guerre civile avait disparu. Il y avait eu des luttes acharnées à l'intérieur du parti, et Krylenko, du Tribunal Révolutionnaire, et Peters, de la Commission Extraordinaire, étaient là tous deux uniquement pour être témoins de l'acte officiel qui allait régler leur nouvelle situation. Peters parla d'une partie de chasse qu'il avait manquée ; Krylenko me railla d'avoir refusé de croire à la conspiration Lockhart. Ni l'un ni l'autre ne laissaient rien transpirer de la lutte amère qui avait eu lieu dans le parti pour ou contre les pouvoirs presque dictatoriaux accordés à la Commission Extraordinaire chargée de réprimer la contre-révolution.

La séance fut ouverte par un rapport de Dzierzinski, cet étrange ascète qui, lorsqu'il était en prison à Varsovie, insistait pour qu'on lui laissât faire les plus sales besognes, telles que vider les eaux sales et nettoyer les cellules des autres aussi bien que la sienne, conformément à la théorie d'après laquelle un homme doit prendre sur lui, autant que possible, tous les maux qui incomberaient autrement à tous. Voilà pourquoi, à l'époque dangereuse des débuts de la Révolution, il avait accepté le plus impopulaire de tous les postes, celui de président de la Commission Extraordinaire. Il joint à sa droiture personnelle un courage absolu, dont il fit preuve à maintes reprises dans les derniers dix-huit mois. Au moment du soulèvement des socialistes révolutionnaires de gauche, il se rendit sans garde au quartier général des révoltés, dans l'idée qu'il pourrait les ramener à la raison ; et lorsqu'il fut arrêté par eux, il les défia de tirer sur lui et montra un tel sang-froid, qu'à la fin, les soldats chargés de le surveiller lui rendirent la liberté et retournèrent à leurs casernes. Cet homme grand et mince, dont le visage, de fanatique ressemble quelque peu aux portraits traditionnels de Saint-François, cet homme qui est la terreur des contre-révolutionnaires et des criminels, est un très mauvais orateur. Il regarde en l'air, par-dessus la tête de ses auditeurs, et parle comme si ce n'était pas à eux qu'il s'adressait, mais à un être invisible. Même sur des sujets qu'il connaît parfaitement, il éprouve une extraordinaire difficulté à former ses phrases ; il s'arrête, change de mots, et souvent, voyant qu'il ne peut finir sa phrase, il l'interrompt au beau milieu, avec un drôle de petit geste de regret, comme s'il voulait dire : « Ici, il y a un point, ou du moins cela me semble ainsi. »

Il fit un tableau bref et sans couleur de l'histoire de la Commission Extraordinaire. Il fit allusion aux différentes crises auxquelles elle avait dû faire face, depuis les scènes d'ivresse de Pétrograd et la suppression de l'Union des anarchistes et des criminels de Moscou (il rappela qu'après un combat de quatre heures, qui finit par la destruction des forteresses anarchistes, la criminalité avait baissé à Moscou de 80 p. 100) jusqu'aux jours de la Terreur, où de tous côtés éclataient des révoltes armées contre les Soviets, suscitées par les étrangers et les contre-révolutionnaires. Il fit valoir que, durant tout le temps, la Révolution n'avait cessé d'être menacée par des révoltes de grand style. A présent, la Révolution n'avait plus à les redouter ; elle n'était plus menacée que par des trahisons individuelles de diverses sortes et non par des actes exigeant une répression générale. Sans doute, dans les institutions des Soviets, il y avait des traîtres qui attendaient le jour (qui ne viendrait jamais) où ils pourraient passer à l'ennemi, et qui s'ingéniaient, en attendant, à leur nuire en secret, mais sans avoir besoin pour cela de détruire l'ensemble des institutions. La lutte avec la contre-révolution était entrée dans une nouvelle phase. On ne se battait plus à découvert contre des ennemis déclarés ; il s'agissait de se mettre en garde contre des individus. Les lois de guerre d'après lesquelles un soldat qui rencontre son ennemi sur le champ de bataille a le droit de le tuer sans jugement n'étaient plus de saison.

La situation actuelle était l'état de paix, dans lequel la culpabilité de chaque prévenu devait être

prouvée devant un tribunal. C'est pourquoi le droit de prononcer des sentences avait été retiré à la Commission Extraordinaire ; mais si, par suite de circonstances imprévues, la situation ancienne se renouvelait, il était bien entendu qu'on restituerait les pouvoirs dictatoriaux à la Commission, jusqu'à ce que la situation ait changé. Ainsi en cas de contre-révolution armée, si l'on décrétait l'état de siège dans un district, la Commission Extraordinaire reprendrait ses anciens pouvoirs. Autrement, ses fonctions se borneraient à remettre les inculpés tels que les fonctionnaires des Soviets, qui étaient ordinairement en retard, au tribunal révolutionnaire, qui les jugerait, et s'il les déclarait coupables, les enverrait dans des camps de concentration pour leur apprendre à travailler ! (Ici il y eut un éclat de rire général, le seul signe d'attention qu'eût donné le public pendant tout le discours de Dzierzinski). Dzierzinski lut, article par article, les résolutions mentionnant les changements dont il avait parlé et portant création de tribunaux révolutionnaires. Le jugement devait avoir lieu quarante-huit heures après la fin de l'enquête, et celle-ci ne devait pas durer plus d'un mois. Il termina son discours, comme il avait terminé ses phrases, au petit bonheur, et le public s'était à peine rendu compte qu'il avait fini lorsque Sverdlov annonça l'orateur suivant.

Krylenko proposa un amendement, d'après lequel aucun membre du tribunal révolutionnaire ne pouvait être en même temps membre de la Commission Extraordinaire qui avait dirigé l'enquête d'une affaire. Son discours déçut ses auditeurs. Quand il parle à une assemblée sérieuse comme celle du Comité Exécutif, il n'est pas en train. Le Krylenko qui parlait ce soir, couramment et clairement, mais sans art particulier, est un Krylenko bien différent du virtuose agitateur de foules, de ce petit homme dangereux qui, il y a un an et demi, en uniforme d'enseigne, entraînait les masses des soldats dans les meetings de Pétrograd. Je me rappelle l'avoir entendu parler dans des casernes, peu après le meurtre de Chingarev et de Kokochkine, excitant à la lutte de classes mais en même temps expliquant la différence qu'il y a entre cette lutte et l'assassinat d'hommes malades dans leur lit. Il évoqua le meurtre et, tout en continuant à parler et à aborder un autre sujet, il fit le geste d'un homme s'approchant d'un lit et tuant le dormeur d'un coup de revolver. C'était évidemment un truc d'orateur, mais l'effet empoignant, horrible, du geste, avait secoué tout l'auditoire d'un frisson de dégoût. Il n'y avait rien de tel dans le petit exposé juridique de ce soir.

Avanessov, le grand et sombre secrétaire du Comité Exécutif, dont la tête coiffée de longs cheveux noirs ressemble à celle d'un grand épervier inoffensif, combattit l'amendement de Krylenko, pour la raison qu'il n'y avait pas assez d'hommes de confiance dans les districts ruraux pour pouvoir le mettre à exécution. Finalement, la résolution fut acceptée dans son ensemble, et l'amendement fut remis à la décision du Bureau.

Ensuite, le Comité passa à l'examen de la taxe extraordinaire imposée aux classes possédantes. Krestinski, le commissaire des Finances ; fit son rapport devant un public maussade, la plupart des membres ayant franchement considéré la taxe comme une erreur politique. Krestinski est un petit homme plein d'humour qui porte des lunettes fumées ; il est habillé plutôt comme un banquier que comme un bolchevik. Il était évident que la perception de l'impôt n'avait pas donné le résultat auquel on s'attendait. Je m'intéressais à ce qu'il disait du double objet de la taxe et des raisons qu'il donnait de sa faillite relative. La taxe avait eu un but fiscal, et son objet était d'une part de couvrir en partie le déficit, d'autre part de retirer le papier-monnaie pour relever la valeur du rouble. Mais elle avait eu aussi un but politique ; elle devait atteindre uniquement les classes possédantes, appauvrir les « koulaki » (les paysans riches, les gros bonnets) dans les villages, et apprendre ainsi aux paysans les plus pauvres ce que signifiait la Révolution. Malheureusement, certains Soviets, où une minorité de koulaki avait conservé l'autorité injuste que donne l'argent, avaient réparti l'impôt également sur toute la population, excitant ainsi le mécontentement des pauvres qui se trouvaient taxés au même taux que ceux qui pouvaient payer. Il avait fallu envoyer des télégrammes-circulaires pour expliquer les termes du décret. Là où la taxe avait été levée, conformément au décret, il n'y avait pas eu de difficultés. La cause la plus frappante de l'insuccès partiel de la taxe provenait de ce que les classes possédantes, comme telles, étaient réduites dans des proportions beaucoup plus considérables qu'on ne se l'imaginait, et que beaucoup de ceux qui étaient taxés, par exemple comme industriels, travaillaient déjà, non comme propriétaires, mais comme directeurs des usines nationalisées, et n'étaient plus, par

conséquent, assujettis à la taxe. En d'autres termes, la faillite partielle de la taxe était une preuve du développement et du succès de la Révolution (ceci est illustré par l'exemple concret de « l'oncle », au chapitre VII). Krestinski croyait que la Révolution avait déjà fait de tels progrès que des taxes de ce genre cessaient d'être possibles ou nécessaires.

XIII. Mes conversations avec Lénine

Quoi qu'ils puissent penser de lui par ailleurs, les ennemis de Vladimir Ilyitch Oulianov – Lénine – ne nient pas qu'il ne soit une des plus grandes personnalités de ce temps. Aussi je ne m'excuserai pas de jeter sur le papier tels fragments de sa conversation qui me semblent illustrer la nature de son esprit.

Il me parla du manque de penseurs dans le mouvement travailliste britannique et dit qu'il se souvenait d'avoir entendu parler Bernard Shaw dans un meeting. « Shaw – ajouta-t-il, – c'est un « brave homme tombé chez les Fabiens » et bien plus à gauche que son entourage. Il ne connaissait pas du tout son « Parfait wagnérien » et fut très intéressé quand je lui exposai l'idée générale de ce livre. Il se tourna vivement vers un interrupteur qui s'était écrié : « Shaw, c'est un clown ! » — « Il est possible – dit Lénine – qu'il soit un clown pour la bourgeoisie dans un Etat bourgeois, mais il ne serait pas un clown dans une révolution ! »

Il me demanda si Sidney Webb travaillait toujours consciencieusement dans l'intérêt des capitalistes, et quand je lui dis que j'étais bien sûr qu'il ne faisait rien de semblable, il répondit : « Alors, il a plus d'application que d'intelligence. Certainement, il possède de grandes connaissances. »

Lénine était absolument convaincu que l'Angleterre était à la veille de la Révolution et il écarta doucement mes objections : « Il y a trois mois, je pensais que, finalement, le centre de la réaction serait en Angleterre. Mais je ne le pense plus maintenant. Les choses y sont plus avancées qu'en France, si les nouvelles concernant les grèves sont exactes. »

J'exposai quelques unes des circonstances géographiques et économiques, qui rendraient le triomphe d'une révolution violente en Angleterre problématique à l'extrême, et je lui soumis le même argument que j'avais déjà présenté à Boukharine (cf. chapitre VIII), à savoir qu'un mouvement révolutionnaire écrasé en Angleterre aurait pour la Russie des conséquences pires que notre méthode traditionnelle de compromis. C'était tout à fait son avis. « C'est très vrai – dit-il, – mais on ne peut pas arrêter une révolution... bien que Ramsay Mac Donald essaiera au dernier moment. Des grèves et des Soviets. Si ces deux habitudes parviennent à s'implanter chez les travailleurs britanniques, rien ne pourra plus les en détourner. Et les Soviets, une fois établis, doivent devenir tôt ou tard le pouvoir suprême ». Puis il ajouta : « Mais certainement, la tâche sera beaucoup plus difficile en Angleterre. Votre classe puissante d'employés et de commerçants se défendra et luttera jusqu'à ce que les travailleurs l'aient brisée. En fait, la Russie était le seul pays d'où la révolution pouvait partir. Et nous ne sommes pas encore sortis de nos difficultés avec les paysans. »

Je suggérai qu'une des raisons qui avaient rendu possible la révolution en Russie c'était l'immense étendue du pays, qui laissait de la place pour la retraite.

“ Oui, dit-il, la distance nous a sauvés. Les Allemands en furent effrayés, à une époque où ils auraient pu nous anéantir, et gagner la paix que les Alliés leur auraient accordée en reconnaissance de notre destruction. Une révolution en Angleterre n'aurait pas de place pour une retraite. ”

A propos des Soviets, il exprima cette opinion : « Au début, je pensais qu'ils étaient et resteraient une forme purement russe, mais il est tout à fait clair maintenant que, sous des noms divers, ils doivent être partout les instruments de la révolution. »

Il me dit qu'il pensait qu'on ne me permettrait pas d'exposer, en Angleterre, la vérité sur la Russie, et donna comme exemple la façon dont le colonel Robins avait été réduit au silence en Amérique. A propos de Robins, il me demanda « s'il avait vraiment autant de sympathie pour le gouvernement des Soviets qu'il le déclarait ». Je répondis que la sincérité de Robins était certaine, mais que sa sympathie était celle d'un sportsman qui sait reconnaître et admirer le courage et l'audace. Je rapportai cette déclaration qu'il m'avait faite : « Je ne peux pas être hostile à un bébé que j'ai veillé pendant six mois. Mais s'il y avait un mouvement bolcheviste en Amérique, je prendrais mon fusil et le combattrais sans répit. » — « C'est là un honnête homme – dit Lénine, – et plus clairvoyant que la plupart. Il m'a toujours

plu. » Il éclata de rire à l'idée du « bébé » et dit : « Ce bébé avait plusieurs millions d'autres hommes pour veiller sur lui ! »

Il me dit avoir lu, dans un journal socialiste anglais une comparaison de ses propres théories avec celles d'un Américain, Daniel De Léon. Il avait aussitôt emprunté quelques brochures de De Léon à Reinstein (qui appartient au parti que De Léon a fondé en Amérique) et il avait été frappé de voir jusqu'à quel point, et combien tôt, la pensée de De Léon avait suivi le même cours que celle des Russes. Sa théorie, que la représentation doit avoir lieu par industries et non par circonscriptions territoriales, contenait déjà le germe du système soviétiste. Il se rappela avoir vu De Léon à un Congrès international. Il ne faisait aucune impression. C'était un vieil homme aux cheveux gris, tout à fait incapable de parler devant un pareil auditoire ; mais évidemment un homme bien plus considérable qu'il ne le paraissait, puisqu'il écrivit ses brochures avant l'expérience de la Révolution russe de 1905.

Quelques jours plus tard, je remarquai que Lénine avait introduit quelques phrases de De Léon dans le projet de nouveau programme du Parti communiste, comme s'il voulait ainsi rendre hommage à sa mémoire.

A propos des nouvelles mensongères qu'on répand partout sur la Russie, il me dit qu'il était intéressant de noter qu'elles étaient le plus souvent des altérations de la vérité et non de pures inventions. Il prit comme exemple l'histoire récente de sa soi-disant abjuration du communisme. « En connaissez-vous l'origine ? Je souhaitais une « bonne année », par téléphone, à un de mes amis. Je lui dis : « Puissions-nous commettre moins de bêtises cette année que l'année dernière ! » Quelqu'un m'entendit, raconta la chose, et, finalement, un journal annonça sérieusement : « Lénine dit que nous ne faisons que des bêtises ». et ainsi l'histoire fut lancée dans la circulation.

Plus que jamais, Lénine me fit l'impression d'un homme heureux. Pendant le retour du Kremlin à mon hôtel, j'essayai de trouver dans ma mémoire un autre homme de cette trempe, d'un pareil tempérament tout pénétré de joie. Je n'en trouvai aucun. Chez ce petit homme chauve, au visage ridé, qui se balance sur sa chaise, riant d'une chose et de l'autre, prêt à tout moment à donner un avis sérieux à qui l'interrompt pour lui demander conseil, – avis si bien raisonné qu'il apparaît beaucoup plus impératif qu'un ordre quelconque, – chacune des rides du visage est une ride de joie, non de peine. Je pense que ce trait de caractère de Lénine vient de ce qu'il est le premier grand leader qui néglige complètement la valeur de sa propre personnalité. Il n'a vraiment aucune ambition personnelle. Mieux que cela, il croit, parce qu'il est marxiste, dans le mouvement des masses qui, avec lui ou sans lui, se poursuivra. Il a une foi entière dans les forces élémentaires qui animent le peuple, et sa foi en lui-même est simplement la conviction qu'il apprécie exactement la direction de ces forces. Il ne croit pas qu'aucun homme puisse faire ou arrêter la révolution qu'il juge inévitable. Si la révolution russe était jamais écrasée, ce ne serait, à son avis, que temporairement et en vertu de forces échappant au contrôle d'un homme quelconque. Il est par suite libre, d'une liberté qu'aucun autre grand homme n'a jamais connue. Ce n'est pas tant ce qu'il dit qui inspire la confiance en lui. C'est cette liberté pleinement consciente, ce détachement évident de soi-même. Avec sa philosophie, il ne peut pas croire un instant que l'erreur d'un homme puisse tout détruire. Il est, pour lui-même en tout cas, le simple interprète et non la cause des événements qui seront éternellement liés à son nom.

XIV. Le Haut Conseil Économique

20 février.

J'ai eu aujourd'hui un mauvais jour. Je me sentais fatigué et malade, et je souffrais de la faim. J'avais arrangé à la fois avec Rykov, président du Haut Conseil Economique, et avec Krestinski, Commissaire des finances, des rendez-vous à des heures impossibles, de sorte que je ne pus prendre le thé ni rien manger jusqu'à quatre heures.

Deux interviews pareilles, avec un estomac vide (car la veille je n'avais pu manger qu'une assiette de soupe et un petit morceau de poisson), c'était un peu trop pour moi, et je crains bien de ne pas avoir recueilli de mes conversations tout ce que j'aurais pu en tirer, si j'avais été dans de meilleures conditions..

Je fis, dès le matin, une agréable course en voiture, à travers la ville chinoise. Je passai par la porte du vieux rempart et montai la rue Miasnitskaïa ; puis, tournant à droite, j'arrivai à un bâti-ment qui était dans le temps le Grand Hôtel de Sibérie, un hôtel plutôt répugnant où j'étais des-cendu jadis. C'est ici que descendaient, autrefois, les marchands de province, qui ne craignaient ni les notes chères ni les punaises par-dessus le marché. A présent, l'hôtel a été transformé en une vraie ruche pleine de bureaux ; c'est le siège du Haut Conseil Economique qui contrôle à la fois la production et la répartition, et qui centralise tous les travaux effectués dans le pays.

Ce Conseil, me disent les théoriciens, est appelé à devenir l'organisation centrale de l'Etat. Les Soviets deviendront naturellement de moins en moins importants comme organe de transition politique, à mesure que cette transition s'achèvera et que la lutte contre la réaction intérieure et extérieure touchera à sa fin. La principale préoccupation de l'Etat ne sera plus alors de se protéger contre les ennemis, mais de développer la vie économique, d'accroître la production et d'améliorer les conditions matérielles des ouvriers qui constituent cet Etat. Toutes ces tâches incomberont au Haut Conseil Economique, et lorsque l'acharnement des combats se sera apaisé, cette institution dont la naissance est passée presque inaperçue dans le fracas de la bataille, prendra de plus en plus le pas sur les Soviets qui furent, à l'origine, non des organisations constructives, mais les organes d'une révolution dont les phases les plus dures sont déjà traversées.

Il me paraît utile d'exposer ici l'organisation de ce Conseil. Il est considéré en ce moment comme le département économique du Comité Exécutif Central pan-russe, vis-à-vis duquel il est responsable ainsi que devant le Conseil des Commissaires du Peuple. Il règle toute la production et la répartition. Il est chargé de faire les rapports sur les estimations du budget d'Etat, et, en collaboration avec les Commissariats des finances et du Contrôle d'Etat, il fournit les crédits à toutes les sections d'économie publique. Il comprend 69 membres, répartis de la manière suivante : 10 représentants du Comité Exécutif pan-russe, 30 de l'Union de la production industrielle pan-russe (une Union de Trade-unions), 20 des dix Conseils de district d'économie publique, 2 du Conseil pan-russe des sociétés coopératives, d'ouvriers et un représentant de chacun des Commissariats du Ravitaillement, des Voies de communication, du Travail, de l'Agriculture, des Finances, du Commerce et de l'industrie, et de l'intérieur. Il se réunit en séance plénière au moins une fois par mois. Le travail est dirigé par un Bureau de 9 membres, dont 8 sont élus par le Conseil, alors que le président est élu par le Comité Exécutif Central pan-russe, et a rang de Commissaire du Peuple ou de Ministre.

J'eus une longue conversation avec Rykov, le président, ou plutôt c'est lui qui me fit une longue conférence que je n'arrivai à interrompre qu'en introduisant de temps à autre une question dans le fil de son discours. Il bégaye un peu et parle si indistinctement que pour la première fois (je me trompe. La première fois c'était quand Tchitchérine bredouilla à propos des clauses du traité de Brest, au Quatrième Congrès des Soviets), j'éprouvais de l'indulgence pour les Russes qui, d'ordinaire, élèvent la voix comme s'ils étaient, eux, à Pétrograd, et leur auditeur à Vladivostok.

Certaines déclarations de Rykov se retrouvent dans ce que j'ai déjà écrit. Mais, en dehors des buts généraux poursuivis par le Conseil, Rykov me parla de la situation économique actuelle de la Russie.

Pour le moment, l'industrie russe traverse une période difficile à cause de la crise du combustible. Elle provient, en partie, de ce que les Tchèques, et les réactionnaires qui se sont servis des Tchèques pour masquer leur propre organisation, occupent les mines de charbon de l'Oural, et, en partie de ce que l'occupation allemande de l'Ukraine et les menées de Krasnov ont coupé la Russie des Soviets du bassin minier du Donetz, lequel a toujours été une des principales sources de ravitaillement, bien que, jadis, Pétrograd reçut aussi du charbon d'Angleterre. Mais, à présent, il était clair qu'avec une Ukraine amie, ils allaient pouvoir se servir du bassin du Donetz beaucoup plus tôt qu'ils ne s'y attendaient.

La paix de Brest et les pertes qui s'ensuivaient, leur avaient fait envisager la situation des régions industrielles sous un autre point de vue, et ils étaient décidés à rendre Pétrograd et Moscou, autant que possible, indépendants du combustible qui devait venir de loin. Il fit allusion aux travaux entrepris pour transformer la force hydraulique en énergie électrique pour les fabriques de Pétrograd, et il me dit qu'une électrification semblable, avec la tourbe comme combustible, était projetée pour Moscou.

Je lui demandai comment ils feraient pour se procurer les machines. Il me dit qu'ils voudraient bien les acheter à l'étranger, mais que, puisque c'était impossible, ils ne retarderaient pas le travail pour cela, d'autant qu'ils pouvaient commencer avec les machines qu'ils avaient à leur disposition. Ils espéraient bien obtenir des turbines de l'étranger pour les travaux de Pétrograd, dès que la paix serait conclue. Si les choses tournaient au pire, ils fabriqueraient eux-mêmes leurs machines. « C'est là, dit-il, un des résultats inattendus du long isolement de la Russie. Elle est devenue moins dépendante des importations de l'étranger. » Il me cita comme exemple le sel, dont le besoin urgent avait créé une nouvelle industrie qui était arrivée à un tel rendement qu'elle mettait la Russie à même non seulement de s'approvisionner elle-même, mais de fournir du sel au reste du monde, si c'était nécessaire.

Je lui demandai quels étaient leurs plans immédiats à propos de l'électrification de Moscou. Il me dit que puisqu'il n'y avait pas de force hydraulique près de Moscou, on emploierait comme combustible les grands dépôts de tourbe. Afin de ne pas enlever l'éclairage actuel de la ville à la station électrique existante, ils prenaient la force aux usines Provodnik, qui produiront assez d'électricité pour l'éclairage de la ville. Dès que cette station sera mise en état et travaillera, on l'utilisera pour les besoins immédiats de Moscou, et l'on transférera la station existante près des tourbières. De cette façon, ils espèrent arriver à remplacer le charbon par la tourbe, sans amener de perturbation dans l'éclairage de la ville. Plus tard, quand les choses se seront un peu arrangées, ils obtiendront plus de courant.

« Vous poursuivez donc, dis-je à Rykov, un double but ; il s'agit non seulement de rendre les régions industrielles moins dépendantes du combustible qui doit être amené de loin, et dont vous pouvez être privés, mais aussi de diminuer l'encombrement des transports. »

– Parfaitement, dit-il. En ce moment, la question des transports est la plus difficile. Elle nous crée des obstacles à chaque pas. Et nous ne pouvons pas y remédier sans être aidés par l'étranger. C'est pourquoi nous faisons tout ce que nous pouvons pour utiliser nos ressources locales. Nous exploitons les mines de houille près de Moscou, bien que le charbon y soit de qualité inférieure à celui du Donetz, et, que ces mines aient été sabotées par les industriels du Donetz, qui voulaient conserver leur monopole.

Je lui demandai si, à son avis, la Russie pourrait s'organiser toute seule, sans l'aide de l'étranger.

Il me répondit : « J'incline à croire qu'elle aura cette aide. Nous avons besoin de dragues et d'excavateurs à vapeur, et surtout de locomotives, mais nous avons peu d'espoir de nous les procurer prochainement, car les effets de la guerre ont si sérieusement désorganisé l'industrie des pays occidentaux, qu'il est douteux que ces pays puissent subvenir même à leurs propres besoins. »

Tandis que nous parlions, Berg, le secrétaire, entra. Je lui demandai où en était la fabrication d'allumettes des Soviets. Il me dit que l'on imprimait les étiquettes et que le premier stock serait bientôt fini. Elles seraient distribuées d'après le système de cartes, et seraient vendues, d'après ses calculs, 12 kopecks la boîte. J'avais payé un rouble pour une boîte d'allumettes ordinaires à Bieloostrov, et un rouble et demi ici.

XV. La Lutte contre la Ruine

Après avoir quitté Rykov, j'allai voir Krestinski, le Commissaire des Finances, ce curieux optimiste, dont j'avais entendu le rapport sur la taxe extraordinaire, à la dernière réunion du Comité Exécutif. Je le trouvai rue Ilyinka, dans la ville chinoise. Je commençai par lui dire que je ne croyais pas qu'ils eussent l'intention de rembourser les emprunts. Il se mit à rire et me donna précisément la réponse à laquelle je m'attendais : « Évidemment, nous espérons que la révolution éclatera dans les autres pays, qu'ils répudieront leurs dettes, et nous feront grâce des nôtres. Mais, dans le cas contraire, nous savons fort bien que nous devons payer. D'ailleurs, nous sommes prêts à payer, et nous serons à même de le faire en concessions, en matières premières dont l'étranger a plus besoin que d'or ».

N'étant moi-même ni un économiste, ni un théoricien socialiste, je lui exposai ce qui m'avait été dit à Stockholm par un Anglais qui était à la fois l'un et l'autre. A savoir : qu'étant isolé de la finance européenne, le gouvernement des Soviets de Russie finirait fatalement par disparaître, uniquement pour des raisons économiques et financières.

Il me répondit à cela : « Il en serait certainement ainsi, si l'augmentation des prix et des salaires aboutissait à un accroissement indéfini de l'émission du papier-monnaie. Mais bien que nous soyons en ce moment forcés d'imprimer de plus en plus de billets de banque, nous avons recours également à un autre procédé qui, à la longue, mettra fin à cet état de choses. De même que dans nos marchés avec les autres pays, nous échangeons des marchandises, au lieu de payer en argent, à l'intérieur de nos frontières l'argent a également cessé d'être le seul moyen d'échange. De plus en plus, les ouvriers sont payés autrement qu'avec de l'argent. Ainsi, les maisons, l'éclairage et le chauffage ne sont qu'un commencement. Comme ce sont des monopoles d'Etat, il est relativement facile de satisfaire les besoins des ouvriers, sans recourir à l'argent. Ce qui est plus difficile, évidemment, c'est le problème de l'alimentation, qui dépend de la possibilité que nous avons de faire un échange de produits avec les villages. Si nous pouvons leur envoyer des produits manufacturés, ils nous enverront des vivres. On peut vraiment dire que notre ruine ou notre salut dépendent d'une course entre la valeur décroissante de l'argent (et la nécessité correspondante d'émettre de plus grandes quantités de papier) et notre capacité croissante de nous passer tout à fait de l'argent. C'est là, évidemment, une vue d'avenir, et ne supposez pas une seconde que nous espérons pouvoir nous passer d'argent dans un avenir immédiat. Je ne fais que vous exposer les deux courants opposés, dont dépend notre destinée économique ».

Je ne veux pas raconter ici ce qu'il m'a dit de la taxe extraordinaire, car ce ne fut que la répétition de ce que je lui avais entendu dire au Comité. A propos de cette taxe, il admit que le capitalisme et la spéculation étaient bien difficiles à déraciner car, disait-il, on avait une grande difficulté à agir sur ce qu'il appelait la « nouvelle bourgeoisie », c'est-à-dire les spéculateurs qui avaient fait fortune depuis la Révolution, en vendant les vivres, devenus rares, à des prix fantastiques. Il était difficile de les taxer parce qu'ils faisaient leurs opérations dans l'ombre, et il était pour ainsi dire impossible de mettre la main dessus. Ils ne déposaient pas leur argent en banque, et bien qu'un effort eût été fait pour les découvrir, grâce aux Comités de maisons, il fallait reconnaître que même ces Comités étaient incapables de les dépister. Ils seront cependant forcés de rendre gorge et de restituer leurs biens mal acquis quand la mesure proposée par Sokolnikov, l'été dernier, sera mise à exécution. Cette mesure consiste à remplacer l'ancienne monnaie par une monnaie nouvelle, et à déclarer que l'ancienne n'a plus cours. « Naturellement, dit Krestinski, ils tricheront de toutes façons ; ils éparpilleront leur argent chez leurs amis et connaissances, mais un grand pas aura été fait pour s'en débarrasser, et l'on recourra une seconde fois à ce procédé un peu plus tard. »

15 milliards de nouveaux billets sont déjà imprimés pour le premier échange, mais on estime qu'il faudra 20 milliards.

Je demandai si la nouvelle monnaie était mieux que l'ancienne, si elle ressemblait davantage à de l'argent que les malheureux petits bouts de papier émis par le gouvernement provisoire et appelés dédaigneusement « Kerenki » par le peuple. Krestinski dit qu'il craignait bien que non, mais que le

second et le dernier échange se feraient en billets qu'ils voulaient, cette fois, définitifs. Ils ne pensaient pas que les billets du premier échange circuleraient à l'étranger, mais les billets du second échange impliqueraient une obligation de l'Etat, et ils espéraient qu'ils auraient cours partout. Il ajouta, en souriant, que la devise « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » devait figurer sur les billets en huit langues différentes. La question de l'aspect des billets, de la confiance qu'ils doivent imposer au premier regard, est de réelle importance dans un pays où la plupart des paysans n'estimeront leur valeur que par là.

Je lui rappelai l'hostilité suscitée dans les villages par les erreurs commises au cours de la répartition et de la perception de la taxe extraordinaire, erreurs qui, de l'avis d'autres communistes, leur coûteraient plus cher politiquement que la taxe n'aurait rapporté, et je lui demandai : « N'aurez-vous pas une grande difficulté à effectuer l'échange, et ne courez-vous pas le risque de donner aux réactionnaires un nouveau prétexte à agitation ? »

Il me répondit qu'évidemment ils ne tenteraient la chose que s'ils étaient assez forts politiquement pour la mener à bien. « Si l'affaire est bien expliquée dans les villages, il n'y aura rien à craindre, car la mesure ne menacera que les riches, c'est-à-dire la faible minorité des paysans. Il en serait autrement si l'expérience était tentée par les contre-révolutionnaires, parce qu'ils ne feraient pas de différence pour les pauvres. Si Koltchak et consorts nous renversent et essayent de substituer leur monnaie à la nôtre, leur action atteindra également les pauvres et les riches, la minorité et la majorité à la fois. En dehors des multiples raisons qui rendraient leur situation instable, le fait qu'ils seraient incapables de se débarrasser de notre argent sans susciter à travers tout le pays la plus violente opposition des masses, suffirait à lui seul à la rendre telle ».

Je lui demandai s'ils avaient l'intention d'imprimer sur leurs billets « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », précisément pour que les contre-révolutionnaires, ne pouvant tolérer sur des billets une devise aussi odieuse, fussent forcés de prendre une mesure désastreuse pour eux-mêmes.

Il se mit à rire et me dit qu'il ne croyait pas du tout à la contre-révolution, à moins qu'elle ne fût ramenée par l'invasion, ce qu'il ne jugeait pas possible politiquement.

XVI. Une Pièce de Tchékhov

21 février.

J'ai vu *L'oncle Vania* de Tchékhov, joué par la troupe du théâtre artistique, dans le premier Studio. C'est un petit théâtre qui contient tout au plus 200 places. Il était plein. C'était curieux de voir combien la Révolution avait été complète au point de vue social. Il était impossible de dire à quelle classe avait appartenu avant la Révolution chacun des spectateurs. Je fus frappé par l'élégance toute nouvelle des jeunes officiers de « l'Armée Rouge », qui étaient assez nombreux. En attendant le lever du rideau, je remarquai le changement qui s'était effectué dans l'attitude mentale des gens. Il y a un an, nous passions par des alternatives d'exaltation et de désespoir, vivant comme sur un volcan qui pouvait faire irruption à tout moment, et engloutir la vie nouvelle, avant qu'aucun de nous ne s'y fût encore habitué. A présent, le danger qui menaçait la Révolution était à des milliers de lieues de distance, sur les divers fronts. Ici, à l'arrière, la Révolution était un fait accompli. On avait cessé de se demander quand elle finirait ; les gens avaient trouvé leur place dans le nouvel ordre social, et jouissaient des plaisirs, non comme s'ils eussent cueilli en passant quelque fleur sur le chemin de l'échafaud, mais comme si ces plaisirs faisaient partie du train-train ordinaire de leur vie.

La pièce est bien connue. C'est un drame de la société bourgeoise dans une petite localité de province. On y voit un pauvre propriétaire terrien qui économise tant qu'il peut pour un frère aîné habitant la ville, puis qui se rend compte que ce frère n'était pas le génie digne d'un tel sacrifice ; un docteur adonné à la sylviculture et plein de rêves d'avenir ; la jeune femme d'un vieillard qui n'est qu'un faux génie ; sa sœur, sa mère qui l'adore, sa vieille nourrice, et l'ancien intendant, qui font corps, en quelque sorte, avec la propriété. Et, tous ces gens se font souffrir les uns les autres, chacun à sa manière. L'ironie de Tchékhov nous met en présence de vies gâchées, de détresses morales, de gens qui s'exagèrent leurs personnalités et qui s'efforcent vainement de trouver une meilleure expression d'eux-mêmes.

Cette pièce, représentée aujourd'hui, paraissait aussi vieux jeu qu'aurait paru, il y a cinq ans, une pièce française de l'Ancien Régime. Un abîme semblait s'être creusé. La pièce avait pris un intérêt historique, car le genre de vie qu'elle représentait avait disparu à tout jamais. En Russie, on n'a plus le temps de mener une telle existence. Les gens de cette espèce n'existent plus ; les uns ont été entraînés dans le courant impétueux de la Révolution et travaillent comme jamais ils n'auraient pensé pouvoir le faire ; d'autres, moins nombreux, ont été brisés et jetés de côté. La Révolution a été dure pour certains, tandis qu'elle a donné à d'autres une vie nouvelle. Elle a balayé la vieille vie si complètement que, quoiqu'il arrive, il faudra cent ans au moins avant qu'on puisse trouver, quelque part, en Russie, des gens à même d'être de nouveau malheureux de cette façon-là.

Le sujet de *L'Oncle Vania* était beaucoup plus étranger au public russe d'aujourd'hui, que ne l'était l'opéra de *Samson et Dalila* que j'avais entendu la semaine dernière. Si je me rendais compte que la Révolution s'était stabilisée, et que la pièce de Tchékhov était devenue une pièce d'intérêt historique, je me rendais compte aussi que Tchékhov était un grand maître, car son œuvre jetait un pont sur l'abîme qui s'était creusé entre la vie ancienne et la vie nouvelle, et touchait le public révolutionnaire d'aujourd'hui aussi fortement que le public tout différent d'il y a quelques années.

Bien mieux, la pièce semblait presque avoir gagné du fait de la Révolution, car celle-ci lui prêtait peut-être encore plus d'ironie que Tchékhov n'avait réellement eu l'intention d'en mettre en l'écrivant. C'était cela la vie d'autrefois ? pensai-je, quand je me retrouvai dehors, les pieds dans la neige. Dans ce cas, remerciez Dieu qu'elle ait disparu !

XVII. Le Centre-Textile

22 février.

Ce matin-là, je me rendis au Dielovoï Dvor, la grande maison de la place Varvarki, qui est occupée par l'organisation centrale de l'industrie textile. A la tête de l'organisation se trouve Noguine, un russe très capable et très énergique, si capable même que j'eus peine à croire qu'il fut réellement un russe. C'est un homme fort, avec une masse de cheveux châains épais et drus, si épais que la petite place chauve de sa tête ressemble à une tonsure artificielle.

Noguine m'exposa les grandes lignes de la réorganisation de l'industrie textile, et donna des ordres pour qu'on me remît tous les documents imprimés traitant en détail de la question.

Le Centro-Textile est le centre actuel de la vie économique de la Russie, parce que, depuis que les textiles sont les principaux produits d'échange entre les villes et les villages, c'est du succès de cette industrie que dépend le succès de tout le reste. En tout état de cause, d'ailleurs, l'industrie textile est la plus importante de toutes les industries russes. Elle employait avant la guerre 500.000 ouvriers, et Noguine me dit qu'en dépit de la désorganisation produite par la guerre et la révolution, elle occupait actuellement 400.000 ouvriers. Ceci signifie que 400.000 ouvriers reçoivent des salaires, mais le manque de combustible ou de matières premières a dû arrêter beaucoup d'usines.

Toutes les grosses industries ont été nationalisées. Auparavant, bien qu'il pût se trouver dans une ville des usines effectuant toutes les différentes opérations, ces usines appartenaient à des propriétaires différents. Une seule firme ou une seule banque pouvait contrôler des usines disséminées à travers la Russie, et pour que toutes les opérations de la fabrication fussent entre ses mains, les matières premières devaient circuler d'usine en usine à travers le pays, et non dans une seule ville. Ainsi, des matériaux étaient usinés à Iaroslav, puis à Moscou, puis à Toula, pour revenir à Iaroslav et y être finis, uniquement parce que les différentes usines, souvent très éloignées, dépendaient de la même direction. La nationalisation a rendu possible le regroupement rationnel des usines, de manière à ce que l'usinage complet se fasse au même endroit, et économise ainsi les transports. Il y a vingt-trois groupements généraux de cette sorte, et dans l'industrie textile environ cinquante groupes en tout.

On a aussi obtenu une concentration semblable du contrôle. Autrefois, il y avait des centaines de firmes se faisant concurrence, dont les immeubles et les bureaux se trouvaient rue Ilyinka, rue Varvarka ou Nikolskaïa. La ville chinoise était remplie par les bureaux des différentes maisons de textiles. Toutes ces différentes firmes en lutte les unes avec les autres ont été concentrées dans la maison où nous parlions. Le contrôle ouvrier a été réglé de telle manière que les experts techniques ont l'autorité véritable (voir chapitre XXII). Il y a des réunions périodiques des représentants élus de toutes les usines. Noguine pensait que ce système combiné de représentation des ouvriers élus et des experts nommés pourrait être difficilement amélioré. La nationalisation a eu pour effet de standardiser la production.

Auparavant, on produisait une infinie variété d'étoffes légèrement différentes, les différences n'étant seulement maintenues qu'en vue de la concurrence sur le marché. On a actuellement supprimé ces variétés inutiles, et le résultat en a été une plus grande économie dans la production.

Je le priai de me parler des difficultés qu'ils avaient à se procurer les matières premières. Il me dit qu'ils ne recevaient plus rien d'Amérique, et que tant que le chemin de fer serait coupé à Orenbourg, par les Cosaques, ils ne pourraient naturellement faire venir le coton du Turkestan. En fait, ils avaient calculé, l'automne dernier, qu'ils n'avaient de matériaux pour faire marcher les usines que jusqu'à décembre. Mais ils pensaient qu'ils pourraient aller jusqu'à fin mars et probablement plus longtemps. Beaucoup de petites usines, voulant dépeindre leur situation pire qu'elle n'était, avaient en effet sous-estimé leurs stocks. Ici, comme dans d'autres domaines, l'isolement de la Révolution avait eu pour effet d'apprendre aux Russes qu'ils dépendaient moins du monde extérieur qu'ils ne le supposaient.

Noguine me demanda si je savais qu'on considérait comme impossible de combiner le lin et le

coton de telle manière que le mélange pût être travaillé sur des machines fabriquées pour le coton seulement. Comme ils avaient des stocks très abondants de lin, dont l'exportation était autrefois considérable, des recherches entreprises pour le Centro-Textile par deux professeurs, les frères Chilikine, avaient abouti à la découverte de trois procédés différents pour « cotoniser » le lin. Actuellement, ils pouvaient non seulement mêler une légère proportion de lin au coton et utiliser leurs vieilles machines, mais employer jusqu'à 50 p. 100 de lin, et produire même des étoffes avec 75 p. 100.

(Quelques jours plus tard, deux jeunes techniciens du Centro-Textile m'apportèrent une série très bien préparée de spécimens illustrant ces nouveaux procédés, et me demandèrent de leur rapporter des échantillons de même sorte à mon retour d'Angleterre. Ils n'étaient pas bolcheviks ; c'étaient des hommes absolument étrangers à la politique. Ils étaient enchantés de ce que faisait le Centro-Textile, et disaient qu'on encourageait actuellement les recherches scientifiques beaucoup plus que jamais. Mais la situation économique du pays les plongeait dans l'abattement. Je ne pus arriver à leur faire comprendre pourquoi la Russie était isolée, et qu'il me serait impossible de leur rapporter d'Angleterre des livres techniques.)

Noguine me dit avec, un certain orgueil que l'industrie linière de l'Occident souffrirait de l'isolement de la Russie, tandis qu'à la longue les Russes seraient capables de se passer du reste du monde. Quant à la laine, ils n'auraient plus de difficultés, maintenant qu'ils étaient de nouveau en rapport avec une Ukraine amie. L'industrie de la soie se développerait dans la région d'Astrakhan, où les conditions du climat sont particulièrement favorables.

Je l'interrogeai sur le sort des anciens propriétaires de textiles. Il me répondit que beaucoup s'étaient enfuis à l'étranger, mais que beaucoup travaillaient aussi dans les usines nationalisées.

Les ingénieurs qui, en majorité, avaient arrêté le travail au début de la Révolution, étaient presque tous revenus ; les jeunes ingénieurs, en particulier, comprenaient les nouvelles possibilités qui s'offraient à cette industrie, le besoin continu de nouveaux perfectionnements, et se rendaient compte qu'on accueillait de suite favorablement tout nouveau procédé. A part la question des vivres, qui était mauvaise pour tous, la situation sociale des ouvriers s'était relevée. Une des difficultés immédiates était le manque de cités ouvrières. Les capitalistes et les directeurs d'usine logeaient les ouvriers dans des casernes. « Actuellement, les hommes voulaient de meilleures habitations, et nous songeons à leur en donner de meilleures. Un certain nombre s'étaient installés dans les maisons des patrons, mais il n'y en a pas en suffisance à proximité de l'usine, et nous avons conçu de vastes plans de création de villages et de cités avec jardins pour nos ouvriers ».

Je demandai à Noguine ce dont la Russie lui paraissait avoir le plus besoin de l'étranger. Pour l'industrie textile, me dit-il, ce sont les machines qui nous manquent. Comme tous ceux à qui je posai cette question, il me dit que chaque industrie serait dans une situation bien meilleure s'ils avaient plus de locomotives. « Plusieurs de nos usines s'arrêtent actuellement par manque de combustible ; et à Saratov, par exemple, nous avons des stocks de matières premières que nous ne pouvons transporter à Moscou. »

XVIII. Modification dans le Programme agraire

L'après-midi de ce jour, je rencontrai Sereda, le Commissaire de l'Agriculture. Il insista sur ce fait que leurs ennemis avaient particulièrement calomnié leur politique agraire pour provoquer des troubles. Ils n'avaient jamais eu l'intention absurde qu'on leur prêtait d'avoir voulu forcer les paysans à renoncer à la propriété privée. La création des communes rurales n'était nullement obligatoire. Elle devait servir de propagande à l'idée du travail en commun, et rien de plus. Leur principale tâche consistait à relever le niveau de l'agriculture russe qui, sous l'ancien régime, était extrêmement bas. En travaillant beaucoup de propriétés d'après le système communal, avec les meilleures méthodes possibles, ils espéraient obtenir à la fois deux résultats : apprendre au paysan à se rendre compte des avantages du travail en commun, et lui montrer qu'il pourrait obtenir de sa terre un plus grand rendement. « D'autre part, nous faisons tout ce que nous pouvons pour venir en aide aux petits producteurs. Nous avons mobilisé tous les experts agricoles du pays. Nous publions une masse de brochures écrites simplement, où sont exposées les meilleures méthodes d'exploitation. »

(J'ai vu quelques-unes de ces brochures sur les forêts, la culture des pommes de terre, sur les tourbières, sur les assolements, etc., sans parler des revues agricoles publiées par le Commissariat et envoyées en grande quantité dans les villages.)

Je dis à Sereda qu'on m'avait averti que les paysans refusaient d'ensemencer les terres plus qu'il ne le fallait pour leurs propres besoins. Il me répondit qu'au contraire les derniers rapports leur donnaient le droit de compter cette année sur une plus grande surface cultivée que jamais, et qu'on aurait ensemencé plus encore, si le Danemark n'avait pas été empêché de leur envoyer les graines qu'ils avaient payé. Je lui demandai, comme à Noguine, ce dont ils avaient le plus besoin. « Des tracteurs », me répondit-il.

XIX. Le Commerce extérieur et les Munitions de Guerre

25 février.

J'eus une conversation à l'hôtel Métropole avec Krasine, qui est Commissaire du Commerce et de l'Industrie, et aussi Président du Comité d'Approvisionnement de l'Armée. Il avait désapprouvé la Révolution de novembre, mais, l'année dernière, quand les choses semblèrent aller mal, il revint de Stockholm en Russie, sentant qu'il ne pouvait faire autrement que de venir en aide à son pays. C'est un homme d'un certain âge, un ingénieur qui a une culture très européenne. Nous causâmes d'abord des projets de la Russie au sujet du commerce extérieur. « Tout le commerce extérieur, dit-il, est maintenant concentré dans les mains de l'Etat, qui est, par conséquent, à même de négocier comme un simple particulier. » Je lui demandai comment ils procéderaient pour les importations, et s'ils s'attendaient à ce que les pays en affaires avec eux voulussent bien organiser des comités concentrant comme chez eux tout le commerce russe.

Sans doute, dit Krasine, cela serait préférable, mais seulement dans les pays socialistes. Dans les circonstances actuelles, ce serait tout à fait à notre désavantage. Il est préférable pour nous de traiter plutôt avec des capitalistes qu'avec un comité. Ainsi, la formation en Angleterre d'un comité ayant le monopole des affaires avec la Russie aurait pour effet d'élever les prix contre nous, puisque nous ne pouvons plus aller d'un magasin cher à un magasin meilleur marché. D'ailleurs, comme socialistes, nous désirons naturellement ne rien faire pour aider les trusts des industriels anglais. »

Il reconnaissait que la reprise du commerce extérieur sur une assez large échelle était impossible tant que leurs transports ne seraient pas améliorés. La Russie proposait de payer en matières premières, en lin, en bois, etc., produits dont elle avait de grands stocks, bien qu'elle ne pût les transporter dans les ports, à cause de la crise actuelle. L'intérêt propre de l'étranger serait donc de les aider dans cette affaire.

Il ajouta qu'ils comptaient bien pouvoir, à la longue, sans aide étrangère, rétablir leurs transports afin de lutter contre la famine ; mais pour un prompt retour aux conditions normales, cette aide étrangère était essentielle.

Nous parlâmes également de la question des munitions. Je lui dis que je serais bien étonné s'ils étaient capables de s'en tirer aussi bien, coupés comme ils l'étaient de l'Occident. Krasine me répondit qu'ils avaient d'amples provisions de munitions suffisantes pour une longue lutte. L'artillerie lourde n'est pas nécessaire pour la guerre telle qu'elle a lieu actuellement en Russie ; quant à l'artillerie légère, ils la fabriquaient et la réparaient eux-mêmes. Ils n'étaient pas embarrassés pour les obus de trois pouces (les 75), parce qu'ils avaient découvert que l'ancien régime avait laissé dans toute la Russie des provisions d'obus suffisantes pour plusieurs années. Ils avaient aussi de la dynamite en énormes quantités. Ils étaient en train de fabriquer de la poudre à canon. La fabrication des cartouches avait triplé depuis août, date de création du comité de Krasine. Il pensait que, même sans cela, ils auraient pu certainement combattre une année.

XX. Le Projet de la Délégation de Berne

Je ne me rappelle pas la date exacte à laquelle fut connue à Moscou la proposition de la Conférence internationale de Berne d'envoyer une Commission d'enquête en Russie, mais je me souviens que le 20 février, tous ceux qui vinrent me voir m'en parlèrent, et que depuis cette date la question de la réception des délégués fut l'objet de toutes les discussions. Tchitcherine avait répondu immédiatement à Berne que « bien qu'ils ne considérassent pas la Conférence de Berne comme socialiste, ni à quelque degré que ce soit comme représentative de la classe ouvrière, ils permettraient néanmoins à la Commission de venir en Russie et lui donneraient toutes facilités de se renseigner sur la situation générale tout comme ils le permettraient à une commission bourgeoise émanant directement ou indirectement d'un gouvernement bourgeois quelconque, même d'un de ceux qui attaquaient actuellement la Russie ».

On s'imagine qu'une réponse pareille rendit furieux les mencheviks, qui se considèrent comme plus ou moins affiliés aux partis représentés à Berne.

– Quoi, s'écrièrent-ils, Kautsky n'est pas socialiste ?

A quoi leurs adversaires répliquèrent :

Le gouvernement que Kautsky soutient a mis Radek aux fers dans une cellule !

Mais la chose qui me paraît la plus intéressante c'est que la réponse de Tchitcherine ne satisfait guère davantage certains communistes. Elle avait été envoyée avant toute consultation générale, et il semblait que les communistes eux-mêmes fussent très divisés sur le sens de la proposition. Les uns pensaient que c'était un premier pas vers l'accord et la paix. D'autres y voyaient une ruse ingénieuse de Clemenceau, pour faire de la condamnation des bolcheviks par les socialistes le prétexte de l'intervention alliée. Les uns et les autres avaient évidemment tort de penser que les gouvernements alliés eussent trempé dans cette affaire. Les passeports furent refusés aux délégués français et anglais. Toutefois, ce fait ne fut connu à Moscou qu'après mon départ, et depuis, bien des choses s'étaient passées. Je pense que la Conférence, qui fonda la Troisième Internationale à Moscou, eut son origine dans le désir de contre-balancer les mauvais effets qui auraient pu résulter de la visite attendue des gens de Berne.

Litvinov dit qu'il considérait l'envoi de la Commission de Berne comme l'arme la plus dangereuse qu'eussent imaginé jusqu'alors leurs adversaires. Il se plaignit de n'avoir pu amener Lénine ou Tchitcherine à bien comprendre que cette délégation signifiait la préparation aux hostilités et non à la paix.

Vous ne comprenez pas que depuis le commencement de la guerre il y a eu une lutte violente entre deux Internationales, dont l'une ne croit pas à la Révolution, tandis que l'autre y croit. Dans le cas actuel, un groupe d'hommes mandatés pour condamner la Révolution viennent pour formuler leur verdict. S'ils ne concluaient pas à la condamnation de la Révolution ils se condamneraient eux-mêmes. Tchitcherine aurait dû mettre parmi les conditions qu'une délégation des socialistes de gauche devrait également venir. Mais il a répondu moins d'une heure après avoir reçu le télégramme de Berne. Ces idiots, ici, pensent que la délégation vient chercher un terrain d'entente pour la paix. Il n'en est rien. Elle est tenue de nous condamner, et les gouvernements bourgeois sauront profiter de la critique, d'ailleurs modérée, signée par des hommes qui gardent toujours de l'autorité comme socialistes, Henderson, par exemple (Henderson avait été d'abord choisi comme délégué, mais il fut remplacé par Mac Donald), Henderson basera son jugement uniquement sur ceci : « Le peuple est-il affamé ou non ? » Il ne tiendra pas compte des causes qui ne dépendent pas de nous. Kautsky est moins dangereux, parce qu'après tout, il regardera plus à fond. »

Reinstein rappela la vieille hostilité personnelle qui existait entre Lénine et Kautsky. Dans un livre qu'il jugeait indigne de Lénine, celui-ci avait carrément traité Kautsky de renégat et de traître. Dans la délégation, Longuet était le seul homme sur lequel on pouvait compter : il ferait un effort honnête pour comprendre.

A mesure que les jours passaient, il apparaissait que la visite attendue avait créé de nouveaux motifs de discorde parmi les partis russes. Les communistes décidèrent qu'on ne ferait pas aux délégués les honneurs d'une réception. Les mencheviks se mirent tout de suite à préparer une réception triomphale pour des gens qu'ils qualifiaient de représentants du pur socialisme.

Demian Biedny riposta dans un dialogue en vers extrêmement amusant où il représentait les mencheviks répétant leurs rôles afin d'être prêts pour la réception. D'autres communistes se mirent également à préparer une réplique d'une autre sorte. Ils réservèrent une maison pour les délégués de Berne, mais en même temps ils se préparèrent à souligner la différence entre les deux Internationales, en convoquant une contre-Conférence chargée de désavouer tout rapport avec la vieille Internationale, qui pour eux avait fait banqueroute depuis l'explosion de la guerre européenne.

XXI. Le Comité Exécutif et les Partis rivaux

26 février.

Dans l'après-midi, j'arrivai au Comité Exécutif à temps pour entendre la fin du rapport de Rykov sur la situation économique. Il dit qu'on pouvait espérer une conclusion satisfaisante des négociations concernant la construction du chemin de fer Obi-Kotlas. Il escomptait qu'elles seraient bientôt suivies de négociations analogues et d'autres concessions. Il expliqua qu'ils ne voulaient pas introduire le capitalisme en Russie, mais qu'ils avaient besoin des choses que le capital pouvait leur procurer en échange de ce qu'ils pouvaient donner au capital. C'était là une allusion à la critique de l'opposition, qui disait que les Soviets étaient prêts à vendre la Russie aux « bandits impérialistes anglo-américains. » Rykov dit que la principale condition de toutes les concessions serait qu'elles ne toucheraient pas à la structure internationale de la République des Soviets et n'aboutiraient pas à l'exploitation des travailleurs. Ils avaient besoin de chemins de fer, de locomotives et de machines et leur pays était assez riche pour payer ces choses avec ses ressources naturelles, sans aucune perte sensible pour l'Etat ou sans céder un pouce de leur programme de reconstruction intérieure.

Krestinski le remplaça à la tribune. Il montra que les Commissariats n'étaient, en un sens, que des formes altérées des anciens ministères, des liens avec le passé, tandis que le Haut Conseil Economique, organisant toute la production et la répartition dans le pays, et construisant le nouvel Etat socialiste, était un organe entièrement nouveau et un lien, non pas avec le passé, mais avec l'avenir.

Les deux discours suivants mirent en lumière une des principales difficultés de la Révolution. Krasine (voir chapitre XIX) reprocha au Conseil son peu de confiance dans la solidité de la Révolution. Il dit qu'ils étaient encore paralysés par la crainte qu'ici ou là le capitalisme parviendrait à s'infiltrer de nouveau. Il n'y avait nullement à hésiter à faire le plus largement appel aux spécialistes de toutes sortes qui avaient pris une part directive dans l'industrie sous l'ancien régime. Maintenant que l'ancien régime, le vieux système, avait été définitivement brisé, ils pouvaient être employés à servir le nouveau. Sans utiliser jusqu'au bout les ressources du pays en connaissances techniques, etc., ils ne pouvaient pas espérer organiser la productivité maxima qui seule pouvait les sauver d'une catastrophe.

L'orateur qui suivit, Glebov, soutint précisément l'opinion inverse. Il exposa, vis-à-vis de la réorganisation de l'industrie, le même point de vue que ceux qui reprochent à Trotski l'emploi des officiers de l'ancienne armée. Dans la réorganisation de la nouvelle, il croyait que tous ceux qui occupaient de hautes fonctions sous l'ancien régime devaient être et rester les ennemis de la Révolution, de sorte que leur utilisation était très dangereuse.

Glebov est un représentant des syndicats, et son discours révélait l'existence de ce courant non politique vers la gauche, qui peut ébranler la situation des bolcheviks et provoquer très certainement un violent conflit avec le gouvernement bourgeois qu'amènerait la contre-révolution.

Dans la résolution sur la situation économique, qui fut finalement adoptée à l'unanimité, on lit le paragraphe suivant : « Il est nécessaire de chercher à entrer en relations économiques avec les autres pays, sous forme d'échanges réguliers de marchandises organisés par l'Etat, et d'engager les forces productives des autres pays à venir exploiter les richesses naturelles intactes de la Russie des Soviets. »

Il est intéressant de noter les avis très mêlés exprimés par l'opposition. Les uns réclament « un véritable socialisme » qui ne ferait aucune concession d'aucune sorte au capital étranger ; d'autres veulent la cessation de la guerre civile et la paix avec les petits gouvernements soutenus par les Alliés. Dans un même numéro du *Journal des Typographes*, par exemple, il y avait à la fois une menace d'appeler contre les bolcheviks à la délégation de Berne et une attaque contre Tchitcherine, parce qu'il était disposé à conclure un accord avec l'Entente.

L'ordre du jour portait ensuite sur l'attitude à adopter vis-à-vis des socialistes révolutionnaires repentants de droite.

Kamenev fit le meilleur discours que je n'aie jamais entendu de lui. Pour une fois, il ne se laissa

pas entraîner dans des digressions démagogiques, mais traita point par point et brièvement tout ce qu'il avait à dire. Les S.R. avaient eu trois mots d'ordre : « Guerre et alliance avec les Alliés », « Coalition avec la bourgeoisie » et « l'Assemblée. Constituante ». Pendant plus d'une année, ils avaient soutenu une guerre ouverte avec le gouvernement des Soviets sur ces trois points. Ils avaient été vaincus dans la lutte. Mais ils avaient souffert d'une défaite morale infiniment plus sérieuse en se voyant obligés de confesser que ces mêmes mots d'ordre étaient erronés. « Guerre et alliance avec les Alliés » avait abouti à l'occupation du territoire russe par les troupes étrangères, qui n'avaient nul souci de sauver la Révolution, mais étaient prêtes, au contraire, comme l'événement l'avait prouvé, à aider toutes les forces qui travaillaient à la supprimer. La « Coalition avec la bourgeoisie » avait pour aboutissant naturel la dictature de la bourgeoisie par la force militaire. « L'Assemblée Constituante » avait prouvé qu'elle n'était qu'un masque utile, derrière lequel les ennemis de la Révolution pouvaient préparer leurs forces et tromper les masses pour les perdre.

Il lut la déclaration des socialistes révolutionnaires de droite, reconnaissant que le gouvernement des Soviets était la seule force travaillant contre une dictature de la bourgeoisie, et sommant leurs troupes de renverser les gouvernements usurpateurs de Sibérie et d'ailleurs. Ce repentir, cependant, était venu un peu tard, et il y en avait qui ne le partageaient pas. Finalement, il dit que le Comité Exécutif devait se rappeler qu'il n'était pas un parti examinant ses relations avec un autre parti, mais un organe de gouvernement appelé à décider de l'attitude qu'avait à adopter le pays envers un parti qui, dans le moment le plus grave de l'histoire de la Russie avait avoué avoir commis de graves fautes, et aidé les ennemis de la Russie.

Actuellement, dans ce moment critique, tous ceux qui étaient sincèrement prêts à aider dans leur lutte les masses ouvrières de Russie avaient droit de prendre place dans les rangs des combattants. Les socialistes révolutionnaires devaient être autorisés à prouver par des actes la sincérité de leur rétractation.

La décision qui fut adoptée récapitula les rétractations, mentionna les noms des membres du parti avec lesquels les discussions avaient été poursuivies, annula la décision du 14 juin (qui excluait les S.R. du Comité Exécutif, à cause de leurs tendances contre-révolutionnaires) pour tous les groupes du parti qui se regardaient comme liés par les déclarations récemment publiées, leur donna le droit de prendre part, de pair avec les autres partis, au travail des Soviets, et notifia aux organes administratifs et judiciaires de la République de libérer les S.R. qui partageaient le point de vue exprimé dans les rétractations. La décision fut adoptée sans enthousiasme, mais sans opposition.

Ce fut ensuite la lecture, par Avanessov, du décret concernant le journal menchevik *Vsegda Vpered* (Toujours en avant), que les adversaires des mencheviks appelaient communément : « Toujours en arrière ! » La résolution soulignait que, bien que les mencheviks eussent reconnu la nécessité de soutenir le gouvernement des Soviets, ils entretenaient actuellement une agitation dont les effets ne pouvaient être que l'affaiblissement de l'armée. On cita comme exemple un article intitulé : « Cessez la guerre civile ! » dans lequel ils montraient que la guerre coûtait énormément et que la plupart des vivres étaient réservés à l'armée. C'était pour ce motif qu'ils demandaient la cessation de la guerre civile. Le Comité fit remarquer que les mencheviks faisaient un usage démagogique des difficultés d'approvisionnement dues en partie à leur long isolement de l'Ukraine, de la région de la Volga et de la Sibérie, difficultés dont les mencheviks, qui avaient travaillé avec les Gardes blancs, étaient eux-mêmes en partie responsables.

Ils expliquaient que la Russie était un camp assiégé de tous côtés, que Koltchak s'était emparé du centre important de Perm, que Pétrograd était menacé du côté de la Finlande, que dans les rues de Rostov et de Novo-Tcherkassk des potences, où pendaient des corps d'ouvriers, étaient toujours debout, que Denikine semait la destruction dans le Caucase du Nord, que les légionnaires polonais s'efforçaient de s'emparer de Vilna, de supprimer la Lituanie et le prolétariat de la Russie Blanche, et que dans les ports de la Mer Noire les troupes coloniales les moins civilisées de l'Entente soutenaient les Gardes blancs. Ils faisaient remarquer que le gouvernement des Soviets avait offert des concessions aux pays impérialistes et qu'ils n'avaient reçu aucune réponse.

Tout cela pris en considération, demander la cessation de la guerre civile équivalait à demander le

désarmement de la classe ouvrière et des paysans pauvres, en présence des bandits et des bourreaux qui avançaient de tous les côtés. En un mot, c'était le pire des crimes d'Etat ; c'était en fait la trahison envers l'Etat des ouvriers et des paysans. Le Comité jugeait utile toutes sortes de critiques pratiques de l'œuvre du gouvernement des Soviets dans tous les départements, mais il ne pouvait admettre qu'à l'arrière de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans, et sous la protection de cette armée, on pût mener une agitation sans frein, qui ne pouvait avoir qu'un résultat : l'affaiblissement de la Russie des Soviets en face de ses nombreux ennemis. En conséquence, le *Vsegda Vpered* serait supprimé tant que les mencheviks ne prouveraient pas en fait qu'ils étaient prêts à lutter pour la défense et le soutien de la Révolution. En même temps, le Comité rappela aux mencheviks que s'ils continuaient leur œuvre contre-révolutionnaire, le gouvernement des Soviets serait obligé de « les expulser et de les envoyer dans les territoires de la démocratie de Koltchak ».

Cette conclusion fut saluée par des rires et des applaudissements, et, là-dessus, le meeting prit fin.

XXII. Le Commissariat du Travail

Ce matin, je suis allé au Commissariat du Travail voir Le Commissaire du Peuple Schmidt.

Schmidt est un homme jeune, bien rasé, intelligent, dont l'esprit d'ordre et de méthode se reflète dans son commissariat qui, en contraste avec celui des Affaires étrangères, est extrêmement propre et bien organisé. Je lui dis que je serais très intéressé de connaître sa réponse aux accusations formulées à la fois par les mencheviks et par les extrémistes de gauche, qui prétendent que le contrôle ouvrier est devenu lettre morte, et qu'un temps viendra où les syndicats se dresseront contre les organisations de l'Etat.

– Ces accusations et ces suggestions, répondit Schmidt, sont d'excellents prétextes pour essayer de créer une agitation, mais les premiers à en rire seraient les syndicats eux-mêmes. Le Commissariat, par exemple, qui est le vrai centre ouvrier, est directement contrôlé par les syndicats. Comme Commissaire du Travail, j'ai été élu directement par le Conseil général des syndicats. Des neuf membres de la Commission qui contrôle tout ce que fait le Commissariat, cinq sont élus directement par le Comité général des syndicats et quatre sont désignés par le Conseil des Commissaires du Peuple. Une majorité décisive appartient ainsi aux syndicats dans toutes les questions concernant le travail. La nomination des neuf commissaires est ratifiée par le Conseil des Commissaires du Peuple représentant l'Etat, et la désignation du Commissaire du Peuple est ratifiée par le Comité Exécutif pan-russe.

Naturellement, le contrôle par les travailleurs, tel qu'il fut d'abord réalisé, aboutit rapidement à beaucoup d'absurdités et au mécontentement de certains éléments extrémistes ; il a été considérablement modifié. On se rendit compte rapidement que les travailleurs d'une usine particulière pouvaient, en ne tenant compte que de leurs propres intérêts, nuire à la communauté tout entière et, finalement, à eux-mêmes.

La manière dont ces modifications ont eu lieu est un exemple intéressant de la façon par laquelle, sans influence de tanks, ni d'aéroplanes, ni de baïonnettes, les conceptions théoriques du communisme ont été modifiées par la vie.

On est parti de ce point de vue que, puisque l'usine est devenue la propriété, non des ouvriers qui y travaillent, mais de la communauté elle-même, cette communauté doit avoir une part considérable dans l'administration et la direction. Et cette manière de voir a pour effet d'empêcher que les spécialistes, les techniciens et les directeurs soient à la merci d'une assemblée hâtivement réunie des ouvriers qui peuvent, sans les bien comprendre, désapprouver quelques-unes de leurs dispositions.

Ainsi, le Conseil administratif et économique d'une usine nationalisée est composé des représentants du personnel employé et ouvrier, des représentants du haut personnel commercial et technique, des directeurs de l'usine (qui sont nommés par la Direction centrale des usines nationales), des représentants du Conseil local des syndicats, du Haut Conseil Economique, du Soviet local, du syndicat de l'industrie particulière à laquelle appartient l'usine, conjointement avec un représentant de la coopérative et un représentant du Soviet des paysans du district dans lequel l'usine est située.

Dans ce Conseil, les représentants du personnel employé et ouvrier de l'usine ne peuvent compter pour plus de la moitié. Ce Conseil a dans ses attributions l'ordre intérieur de l'usine, les plaintes de toute espèce et les conditions morales et matérielles du travail, etc. Sur les questions de caractère technique, il n'a que le droit de donner un avis.

La veille de ma visite à Schmidt, le petit Finberg était venu dans ma chambre pour faire une partie d'échecs. Il était très agité. Il arrivait directement d'un meeting du syndicat auquel il appartient (syndicat des employés de bureau, des employés de commerce et des employés d'administrations publiques), où il y avait eu une majorité contre les bolcheviks après une âpre discussion sur cette question particulière.

D'après Finberg, la vraie base du mécontentement était le manque de vivres, mais les critiques formulées d'abord avaient pris la forme d'une protestation contre les offres de concessions contenues dans la note de Tchitchérine du 4 février, parce que ces concessions étaient des concessions faites au

capitalisme étranger et entraîneraient la formation en Russie de centres capitalistes qui pourraient s'étendre ; puis on avait dit ensuite que les communistes eux-mêmes, par leurs modifications du contrôle des travailleurs, étaient en train d'établir le capitalisme d'Etat à la place du socialisme.

Je parlai de ce syndicat à Schmidt et lui demandai de m'expliquer son hostilité. Il rit et dit :

« Premièrement, ce syndicat n'est pas du tout un syndicat d'industrie, mais comprend précisément des hommes dont les intérêts ne sont pas identiques à ceux des travailleurs. En second lieu, il comprend tous les vieux employés des ministères et des administrations publiques qui, comme vous vous souvenez, quittèrent leurs emplois lors de la Révolution de novembre et, dans beaucoup de cas, emportèrent la caisse avec eux. Ils revinrent à la longue et, bien qu'ils ne soient plus disposés à travailler ouvertement contre la Révolution, ils gardent une bonne part de leur vieille rancune contre nous et, comme vous le voyez, les choses qu'ils critiquèrent hier soir sont précisément celles qui ne les concernent pas particulièrement. Tout argument leur est bon. Ils savent bien que, s'ils faisaient grève maintenant, ils ne nous causeraient que de menues difficultés, rien de plus. Si vous voulez connaître l'attitude des syndicats, vous devrez consulter la Centrale syndicale. Vous verrez qu'elle est en complet accord avec nous, et elle vous fera un tableau très différent de la situation. Elle sait bien que, dans toutes les questions concernant le travail, les syndicats ont une voix décisive. Je vous ai dit que les syndicats désignent la majorité des membres de la commission qui contrôle le travail du Commissariat. J'ajouterai que les 3 départements les plus importants : la protection du travail, la distribution du travail et les salaires, sont entièrement contrôlés par les syndicats. »

Dans quelle mesure le Commissariat est-il affecté par la politique ? »

« Il ne l'est aucunement. La politique n'a rien à faire avec nous, justement parce que nous sommes directement contrôlés par les syndicats et non par un parti politique. Des menchéviks, des maximalistes et d'autres ont travaillé et travaillent encore au Commissariat. Cependant, si un homme était un adversaire déclaré de la Révolution, nous ne l'aurions pas ici, parce qu'il travaillerait contre nous au lieu de nous aider. »

Je lui demandai s'il pensait que les syndicats seront appelés à disparaître devant les organismes soviétistes. Ce n'est pas du tout son avis, car, au contraire, les syndicats se sont développés régulièrement pendant la Révolution. Il me dit qu'un grand changement s'était opéré en eux. Les syndicats de métiers se sont fondus dans les syndicats d'industries pour empêcher tout conflit entre les sections diverses d'une même industrie. Ainsi, les chaudronniers et les forgerons n'ont pas de syndicat séparé, mais sont unis dans le syndicat des métallurgistes.

Cette unification a son effet sur les réformes et les changements. Une augmentation de salaires, par exemple, est simultanée dans toute la Russie. Le prix de la vie variant beaucoup dans les différentes parties du pays étant donné qu'il y a une aussi grande différence entre les climats des différentes régions qu'entre les divers pays de l'Europe, une uniformité absolue d'augmentation serait grandement défavorable aux uns et très avantageuse pour les autres. L'augmentation est donc proportionnelle au coût de la vie. Moscou est pris comme base, et, quand un nouveau minimum de salaire est établi pour Moscou, les autres districts augmentent leur minimum proportionnellement. Un tableau a été élaboré et sur la base de 100 pour Moscou, Pétrograd est inscrit pour 120, Voroneje et Koursk pour 70, ainsi de suite.

Nous parlâmes du nouveau programme des communistes, dont l'ébauche venait de paraître dans les journaux en vue de la discussion, et il me montra ses propres propositions en ce qui concernait les questions du travail. Il désirait que le programme comprît, entre autres choses, un développement nouveau du machinisme, particulièrement de celui des industries malsaines et désagréables, l'amélioration de l'inspection sanitaire, la diminution de la journée de travail dans les industries nuisibles à la santé des travailleurs, l'interdiction de travailler pour les femmes enceintes (sauf s'il s'agit d'un travail très léger), l'interdiction absolue de tout travail pendant les huit semaines précédant l'accouchement et les huit semaines qui le suivent, la suppression de tout travail supplémentaire, etc.

« Nous avons déjà dépassé notre vieux programme et le nouveau s'étend loin devant nous. La Russie est le premier pays du monde où tous les travailleurs ont quinze jours de vacances par an ; ceux

des travaux insalubres et dangereux ont un mois. »

« Mais ne trouvez-vous pas, lui dis-je, qu'il y a loin du vote d'une loi à sa réalisation ? »

Schmidt me répondit en souriant : « Pour certaines choses, certainement. Par exemple, nous sommes contre tout travail supplémentaire, mais, dans l'état actuel de la Russie, ce serait sacrifier à une théorie le bien de la Révolution si nous n'admettions pas et n'encourageons pas, par exemple, le travail supplémentaire dans les ateliers de réparations des moyens de transports. De même, jusqu'à ce que les choses se développent plus complètement qu'elles ne le sont maintenant, nous serions des esclaves criminels de la théorie, si nous n'admettions pas dans certains cas de jeunes garçons de moins de 16 ans dans les usines, alors que nous n'avons pas été en mesure d'édifier les écoles partout où nous voudrions. Mais le programme est là, et, dans la mesure où il peut être réalisé, nous le réalisons ».

XXIII. L'Éducation

28 février.

Au Commissariat de l'instruction publique, je montrai au professeur Pokrovski un exemplaire de « la Conspiration germano-bolcheviste », ouvrage publié en Amérique, qui contient des documents tendant à prouver que c'est l'Etat-Major allemand qui a arrangé la révolution de novembre, et que les bolcheviks n'étaient rien d'autre que des agents allemands. Le point faible de ces documents, c'est que la plupart d'entre eux n'ont d'autre raison que de prouver la réalité d'une telle conspiration. Ces documents ont été achetés par M. Sisson. J'étais curieux de savoir ce que Pokrovski en pensait.

Il les parcourut, me dit qu'il avait vu de faux documents mieux fabriqués et m'en donna comme preuve le troisième qui porte les signatures de Zalkind, de Polivanov, de Mekhanochine et de Ioffe. Ceux qui ont fabriqué ces papiers, dit-il, connaissent les choses, mais pas suffisamment, car les personnages, désignés comme « plénipotentiaires du Conseil des Commissaires du Peuple », tout en étant actuellement au service du gouvernement des Soviets, n'avaient jamais exercé à l'époque les fonctions qu'on leur attribuait. Polivanov n'était qu'un tout petit fonctionnaire, tandis que Ioffe était un personnage d'importance. Mettre les noms dans cet ordre était presque aussi ridicule que de publier un document signé par Lénine et le Commandant du Kremlin avec le nom de celui-ci en premier lieu.

Pokrovski me parla beaucoup de l'organisation du Commissariat de l'instruction publique, en l'absence de son chef actuel, Lounatcharski, qui était à Pétrograd.

Le travail quotidien, me dit-il, est dirigé par un Conseil de neuf membres, nommés par le Conseil des Commissaires du Peuple. Le Commissaire de l'instruction publique est nommé par le Comité Exécutif pan-russe. Mais il y a, en outre, un Grand Conseil qui ne se réunit que rarement pour le règlement d'importantes questions. Il se compose de représentants des syndicats, des coopératives ouvrières, de l'Union des Instituteurs, des différents Commissariats, notamment de celui des Nationalités, enfin d'autres organisations publiques.

Pokrovski me donna quelques renseignements sur l'œuvre accomplie par le Commissariat depuis la Révolution.

Il y a maintenant 16 Universités, au lieu de six, et la plupart ont été ouvertes sur l'initiative des Soviets locaux, comme à Astrakhan, à Nijni, à Kostroma, à Smolensk, etc.

On a créé de nouvelles écoles techniques : le nouvel institut d'Ivano-Vosnesensk est ouvert, et celui de Briansk doit l'être prochainement.

Le nombre des étudiants a considérablement augmenté, mais pas dans la proportion du nombre des Universités, en partie parce que les difficultés d'approvisionnement éloignent beaucoup d'étudiants des villes, en partie parce que les nouvelles Universités commencent seulement à recruter leurs auditeurs.

L'enseignement est libre. Au mois d'août 1918, un décret a supprimé tous les examens exigés pour l'admission à l'Université.

On a constaté, en effet, que beaucoup de personnes capables de suivre des cours avec profit n'avaient pu, à cause de la guerre ou des conditions sous l'ancien régime, acquérir le bagage de connaissances nécessaires pour passer les examens, et l'on a aussi considéré que personne n'irait suivre volontairement des cours qui ne lui seraient pas utiles.

Ils comptent attirer le plus d'ouvriers possible dans les Universités.

Depuis l'application du décret, le nombre des étudiants à l'Université de Moscou a plus que doublé. Il est intéressant de noter que ces nouveaux étudiants se sont inscrits surtout aux Facultés des sciences, de philosophie et d'histoire, et non à celles de médecine et de droit.

On a unifié les écoles sur une base où le travail joue le rôle principal. Je reconnais franchement que je ne comprends pas, et j'apprends que beaucoup d'instituteurs n'ont pas compris le système. Des métiers de toutes sortes sont enseignés dans le nouveau programme. Les écoles sont divisées en deux

classes : l'une pour les enfants de 7 à 12 ans, l'autre pour les enfants de 13 à 17 ans. Un milliard de roubles a été voté pour nourrir les enfants des écoles, et les plus nécessiteux reçoivent gratuitement des chaussures et des vêtements.

Il y a aussi beaucoup de cours pour les ouvriers où on leur donne des connaissances générales sur leur métier, afin qu'ils ne soient pas de simples machines exécutant un travail sans le comprendre. Un métallurgiste peut suivre un cours de mécanique, un électricien un cours d'électricité, et les meilleurs experts en agriculture sont chargés de faire des conférences aux paysans.

Les ouvriers affluent aux cours. Malgré le froid terrible des salles de conférences, certains cours sont suivis par un millier de personnes. Les mains des professeurs de science, me dit Pokrovski, sont gelées à force de toucher le métal de leurs appareils au cours des expériences.

Les chiffres suivants représentent en gros l'augmentation du nombre des bibliothèques :

En octobre 1917, il y avait 23 bibliothèques à Pétrograd et 30 à Moscou. Aujourd'hui, il y en a 49 à Pétrograd et 85 à Moscou, sans compter une centaine de centres de distribution de livres.

On observe la même augmentation en province. Dans le district d'Ousolski, par exemple, il y a 73 bibliothèques de villages, 35 bibliothèques plus grandes, et 500 salles de lecture.

A Moscou, les institutions d'éducation, sans compter les écoles, sont passées de 369 à 1.357.

Il y a au Commissariat des départements spéciaux chargés de la circulation des livres, et leur organisation est remarquable. On m'a montré leur installation centrale, rue Tverskaïa, où j'ai vu d'énormes cartes de Russie avec tous les centres de distribution marqués de chiffres permettant de savoir en un moment combien de publications nouvelles devaient être envoyées à chacun d'eux. Chaque bureau de poste est un centre de distribution où l'on envoie un certain nombre de publications, périodiques ou autres. Les Soviets locaux font des commandes par leur intermédiaire, de sorte que les envois sont régularisés par le débit, ce qui est très important pour un pays qui doit faire face à la fois à une demande considérable de matière imprimée et à une disette extrême de papier.

Il serait intéressant d'avoir des statistiques sur le genre de littérature qui est le plus en faveur. On peut affirmer d'abord une chose : personne ne lit plus de romans sentimentaux. Comme il est naturel dans une période d'agitation politique considérable, on vend des brochures par milliers ; les discours de Lénine et de Trotski n'ont d'égaux en popularité que les poèmes plus ou moins politiques de Demian Biedny. Des brochures et des livres sur Marx, sur la guerre, surtout sur certaines phases de la Révolution, sur divers aspects de la reconstruction économique, des commentaires très simples des lois et décrets gouvernementaux, disparaissent aussitôt qu'ils sont mis à l'étalage.

Le développement de ce genre de lecture depuis la Révolution est véritablement prodigieux.

On lit et on écrit aussi beaucoup de poésies. Il est amusant de lire dans un journal révolutionnaire du plus beau rouge des articles sérieux et des lettres de gens bien pensants qui engagent les poètes prolétaires à s'en tenir à Pouchkine et à Lermontov.

Dans des magazines ou dans des brochures, on trouve des discussions très vives sur les traits distinctifs du nouvel art prolétarien, qui doit sortir de la Révolution, et qui en sortira certainement, mais pas sous la forme que l'on attend.

Les communistes ne peuvent être accusés en tout cas d'être infidèles aux classiques russes. Même Radek, un étranger et russe d'adoption, a pris Gogol en même temps que Shakespeare avec lui quand il est allé à Brest-Litovsk agacer le général Hoffmann. Le gouvernement des Soviets a gagné la gratitude de beaucoup de Russes, qui le détestent pour bien des raisons, parce qu'il a pris des mesures énergiques pour faire réapparaître les classiques russes dans les librairies. Des livres épuisés et introuvables, tels que le Cours d'Histoire russe, de Klioutchevski, ont été réimprimés et remis en vente à des prix très abordables. J'ai pu ainsi acheter un livre de lui que je désirais depuis longtemps, ses Relations des Etrangers sur l'Etat moscovite, dont l'édition était autrefois épuisée.

Le gouvernement a réimprimé de cette manière et vendu à des prix très bas, que les détaillants ne peuvent relever, les œuvres de Koltsov, Nikitine, Krylov, Saltykov-Ghtchédrine, Tchékhouv, Gontcharov, Ouspenski, Tchernychevski, Pomialovski et autres. Il publie Nekrassov dans l'édition de

Tchoukovski, donne des réimpressions de Tolstoï, de Dostoïevski, de Tourguenev, édite les livres du professeur Timiriazev, de Karl Pearson et autres ouvrages scientifiques, ainsi que les œuvres complètes de Plekhanov, le vieux rival de Lénine.

Il est vrai que la plupart des ouvrages ne sont que la réimpression de vieux stéréotypes, mais l'essentiel est que les livres sont là, et que leur vente est très abondante.

Pour connaître les résultats de l'œuvre éducative des Soviets, je consultai deux amis, un petit garçon, Glyeb, qui n'hésite pas à se dire cadet, bien que ses trois sœurs travaillent dans les institutions soviétistes, et un vieux portier très intelligent. Glyeb me dit qu'en hiver on ne chauffait pas, de sorte qu'ils devaient rester à l'école vêtus de leurs manteaux et qu'ils n'y restaient que très peu de temps tant le froid était grand. On leur donnait chaque jour un bon repas ; les leçons reprendraient régulièrement dès que le temps serait plus chaud. Il me montra une paire de bottes fourrées qu'on lui avait données à l'école. Le vieux portier me cita l'exemple de ses fils : « Ils vont à l'école, y chantent deux fois la Marseillaise d'un bout à l'autre, prennent leurs repas, et rentrent à la maison ». Je répétai ces jugements à Pokrovski, qui me dit : « C'est exact. Nous n'avons pas assez de transports pour nourrir les armées, à plus forte raison pour nous nourrir et nous chauffer nous-mêmes. Si, dans ces conditions, nous forcions les enfants à suivre toutes les leçons, nous n'aurions que des cadavres devant nous et non des enfants. Mais en les faisant venir pour prendre leurs repas, nous obtenons deux résultats : nous les maintenons en bonne santé et nous leur conservons l'habitude de venir ; ensuite, quand le temps devient plus chaud, nous pouvons faire mieux. »

XXIV. Un Bolchevik membre de la «Royal Society»

A la demande de Soukhanov, j'allai voir le professeur Timiriazev, le plus grand darwiniste russe, très connu dans les milieux scientifiques anglais, membre, à titre étranger, de la « Royal Society », docteur de l'Université de Cambridge et bolchevik. Il a environ 80 ans. Son bras gauche est paralysé et, comme il dit, il ne peut travailler qu'à son bureau et non circuler pour venir en aide comme il le voudrait. C'est un vénérable savant. Il était en train d'écrire, avec une robe de chambre verte sur lui, car son petit logement était très froid. Aux murs étaient suspendus les portraits de Darwin, de Newton et de Gilbert, à côté des portraits de savants contemporains qu'il avait connus. Partout, des livres anglais. Il me donna deux exemplaires de son dernier ouvrage avec son portrait, et me pria de les remettre à deux de ses amis d'Angleterre.

Il vit avec sa femme et son fils. Je lui demandai si son fils était aussi bolchevik.

Certainement, me répondit-il.

Il me lut ensuite une lettre qu'il avait écrite pour protester contre l'intervention. Il me parla de son vieil amour pour l'Angleterre et le peuple anglais, puis, faisant allusion au rideau de calomnies qu'on avait tendu entre la Russie des Soviets et le reste du monde, il s'effondra littéralement, et baissa la tête pour cacher ses larmes.

« Je souffre doublement, me dit-il, après s'être excusé de ce moment de faiblesse commune aux vieillards. Je souffre comme russe, et si je puis dire, je souffre comme anglais. J'ai du sang anglais dans les veines. Ma mère, voyez-vous, a tout à fait le type anglais, et il me montra un daguerréotype au mur. Quant à ma grand-mère, elle était réellement anglaise. Je souffre comme anglais quand je vois le pays que j'aime abusé par des mensonges, et je souffre comme russe parce que ces mensonges concernent le pays auquel j'appartiens, et les idées que je suis fier de professer. »

Le vieillard, se leva avec difficulté, car il est épuisé par la famine comme tout le monde à Moscou. Il me montra son Byron, son Shakespeare, son Encyclopédie britannique, ses diplômes anglais. Puis désignant les portraits sur le mur : « Si je pouvais faire savoir la vérité, me dit-il, à mes amis d'Angleterre, ils protesteraient contre des actes qui sont indignes de l'Angleterre que nous avons aimé ensemble ».

XXV. Digression

Arrivé à ce point de mon récit, je m'aperçois que l'ordre chronologique de mon livre, déjà très lâche, se brise entièrement. Jusqu'ici, j'ai raconté, presque jour par jour, les choses vues et entendues qui me semblaient être l'illustration claires et caractéristique de la mentalité des communistes, de ce qu'ils ont fait ou de ce qu'ils veulent faire, et de l'état général des affaires russes. J'ai employé tout mon temps à des enquêtes, parlant tantôt avec celui-ci, tantôt avec celui-là, au point d'être à la fin du mois si fatigué (et par-dessus le marché toujours affamé) que je me suis mis à redouter plutôt qu'à rechercher de nouvelles impressions. Je passai mes deux dernières semaines non pas à visiter les Commissariats, mais à recueillir des documents, à parler avec mes amis de l'opposition, et à assister chaque jour, au Kremlin, au Congrès qui se proclama à la fin Congrès de la Troisième Internationale : J'ai pensé qu'il valait mieux traiter ce Congrès comme un tout, et je laisse de côté la chronologie pour mettre sur le papier les résultats de mes conversations avec les gens de l'opposition. Plusieurs d'entre elles ont eu lieu aux mêmes jours que mes visites au Kremlin, et j'étais également occupé à ce moment là à obtenir l'autorisation de voir les prisonniers anglais de la prison Boutyrki. Cette autorisation me fut finalement accordée. Tout cela explique les lacunes de mon compte rendu du Congrès, lacunes que je regrette d'autant plus que j'ai été le seul non-communiste admis à assister aux séances.

XXVI. L'Opposition

Personne n'aime avoir faim. Personne n'aime avoir froid. Or tout le monde, à Moscou comme à Pétrograd, a faim et froid. Aussi y a-t-il un mécontentement général dans la population. Ce mécontentement augmente d'ailleurs plutôt qu'il ne diminue, à cause de la discipline introduite dans les usines et des lourdes charges de l'armée, bien que la première ait pour but de supprimer plus vite la famine et le froid, et que la seconde soit nécessaire pour la défense de la Révolution.

Les Communistes, en tant que parti au pouvoir, encourent naturellement le blâme, et sont l'objet du mécontentement, lequel retombera d'ailleurs, en peu de temps, sur tout autre gouvernement qui les remplacera. Ce gouvernement devra renforcer la discipline plutôt que la relâcher, et les difficultés de transport ou autres demeureront les mêmes, si elles n'augmentent pas par suite du désordre d'un nouveau soulèvement et de la résistance active ou passive de beaucoup de gens qui sont des révolutionnaires convaincus ou qui le deviendront pour lutter contre la répression.

Les Communistes estiment que ce serait trahir la Révolution que de laisser le pouvoir échapper de leurs mains en ce moment. D'autre part, en présence de l'avance des forces des Alliés et de Koltchak, de nombreux leaders de l'opposition ont tendance à s'entendre avec eux et à se soumettre temporairement à ce qu'ils considèrent comme une tyrannie de classes. Après ces 18 mois, on est arrivé à une situation analogue à celle du parti du Parlement anglais, en 1643. Je me souviens d'un passage de Guizot, qui explique si clairement les choses, que je n'hésite pas à le citer en entier :

« Le parti a eu une marche ascendante pendant trois ans. A-t-il ou non, dans les affaires de l'Eglise et de l'Etat, accompli ses desseins ? Ce fut, en tout cas, grâce à son aide et à son concours que les affaires publiques ont été conduites pendant trois ans ; cela seul a suffi à lasser beaucoup de gens ; on l'a rendu responsable de bien des maux déjà endurés, de bien des espoirs déçus ; il a été dénoncé comme s'adonnant autant à la persécution que les évêques et comme non moins arbitraire que le roi ; ses inconséquences, ses faiblesses, étaient rappelées avec amertume ; et indépendamment de cela, même sans factions ni vues intéressées, le seul progrès des événements et de l'opinion faisait sentir un secret besoin de nouveaux principes et de nouveaux dirigeants. »

De nouveaux dirigeants avancent de Sibérie vers Moscou, mais je ne pense pas qu'ils déclarent apporter avec eux de nouveaux principes. Bien que les masses pussent désirer de nouveaux principes et se soumettre pour un temps au rétablissement de très vieux principes, dans l'espoir de souffrir moins de la faim et du froid, il faudrait être fou pour s'imaginer qu'ils accepteraient volontiers de s'y soumettre pour longtemps. Exposés au danger d'être forcés d'obéir, non à de nouveaux, mais à de très vieux principes, les leaders non-communistes répugnent à exploiter pleinement le mécontentement qui existe. La faim et le froid sont une excellente base d'agitation pour quiconque désire renverser le gouvernement existant. Mais les socialistes révolutionnaires de gauche, conduits par l'hystérique mais honnête Spiridonova, sont les seuls à n'avoir à ce point de vue ni scrupule ni hésitation, tandis que les partis plus responsables redoutent l'anarchie et l'affaiblissement de la Révolution qui ne manquerait pas de résulter de tout changement violent.

Les Socialistes révolutionnaires de gauche

Les socialistes révolutionnaires de gauche veulent quelque chose de si semblable à l'anarchie qu'ils n'ont rien à craindre de la chute du système actuel. Ils sont pour une armée de partisans et non pour une armée régulière. Ils sont contre l'utilisation des officiers qui ont servi sous l'ancien régime, contre le recours aux techniciens et aux experts commerciaux dans les usines. Ils croient que les officiers, comme les experts, étant des ex-bourgeois, sont fatalement des ennemis du peuple qui travaillent perfidement à la réaction. Ils sont hostiles à tout accord avec les Alliés, exactement comme ils l'étaient à un accord avec les Allemands. Je les ai entendus qualifier les Communistes de « gendarmes bourgeois de l'Entente », sous le prétexte que, par leur offre de concessions, ils maintiennent l'« ordre en Russie au profit du capital allié ». Ils ont abattu Mirbach, et se seraient certainement efforcés d'abattre les successeurs qu'il aurait pu avoir. Ennemis d'une armée régulière (une vulgaire arme bourgeoise), ils verraient dans une occupation la possibilité de se révolter contre

elle avec des bombes à la main.

Je n'ai pas vu Spiridonova, parce que, le 11 février, le jour où j'avais précisément rendez-vous avec elle, les Communistes l'ont arrêtée sous prétexte que sa propagande était dangereuse et à tendances anarchistes, qu'elle excitait le mécontentement sans programme pour le calmer. Très respectueux de son honnêteté politique, ils ne savaient trop que faire d'elle ; finalement ils la condamnèrent à un an d'internement dans un sanatorium, « où elle pourrait lire et écrire et recouvrer son état normal ». Que les Communistes aient eu raison de craindre cette propagande, on le vit bien lors des troubles de Pétrograd, au cours desquels, les ouvriers de plusieurs usines firent grève et votèrent les résolutions des socialistes révolutionnaires de gauche, qui, loin de manifester qu'ils attendaient la réaction et le général Youdenitch, prouvaient seulement qu'ils étaient mécontents et disposés à faire un mouvement à gauche.

Les Mencheviks

Le second groupe principal de l'opposition est dirigé par les mencheviks. Leurs leaders sont Martov et Dan. Des deux, Martov est le plus habile et Dan le plus bavard, celui-ci étant souvent poussé par sa propre volubilité à une agitation que n'approuvaient pas ses amis. Ce sont des hommes d'un très grand courage. Tous deux sont juifs.

Les mencheviks voudraient la réintroduction des capitalistes, mais amendés par l'expérience et sérieusement contrôlés par eux-mêmes. A l'inverse de Spiridonova et de ses amis romantiques, ils ont approuvé l'offre de paix de Tchitchérine et les concessions aux Alliés. (Cf. chapitre V.) Ils ont même publié un appel préconisant une entente entre les Alliés et le « Gouvernement de Lénine ». Comme on peut le remarquer par ce choix d'un nom pour le gouvernement des Soviets, ils sont extrêmement hostiles à ce dernier, mais ils redoutent pis encore, et répugnent en conséquence à exploiter comme cela leur serait facile le mécontentement du peuple causé par la famine et par le froid. Ils craignent que l'agitation ne dégénère en anarchie, ce qui laisserait temporairement la Révolution sans défense contre Koltchak, Denikine, Youdenitch et autres réactionnaires en armes. Leurs ennemis non-communistes disent d'eux ; « Ils n'ont pas de programme constructif ; ils aimeraient le retour d'un gouvernement bourgeois, afin de pouvoir lui faire de l'opposition à gauche » .

Le 2 mars, j'assistai à un meeting électoral des ouvriers et des employés des coopératives de Moscou. Il faisait terriblement froid dans le hall de l'Université où se tenait le meeting, et j'avais le nez et les pieds gelés. On avait annoncé des orateurs communistes, internationalistes, mencheviks et socialistes révolutionnaires de droite. Ces derniers ne vinrent pas. Le bureau était en majorité non-communiste, et le meeting était à peu près également divisé en partisans et en adversaires des Communistes.

Un communiste commença par un très mauvais discours sur la situation générale de l'Europe, dans le but de prouver qu'il n'y avait de salut pour la Russie que dans la voie suivie par elle actuellement. Lozovski, le vieil internationaliste, prit ensuite la parole. Il soutint la politique générale des bolcheviks, mais critiqua la suppression de la presse. Puis vint Dan, le menchevik que j'étais venu entendre. C'est un homme petit, sanguin, qui s'échauffe beaucoup quand il parle. Il attaqua la politique générale des bolcheviks, mais déclara en même temps que, tant qu'ils seraient attaqués du dehors, il était prêt à les soutenir. Voici les points principaux de son discours :

1° Il était d'avis de combattre Koltchak ;

2° Mais la politique des bolcheviks envers les paysans finirait, vu que l'armée, du fait de son développement, comprenait de plus en plus de paysans, par aboutir à la création d'une armée à sympathies contre-révolutionnaires ;

3° Il opposa à la critique bolcheviste de la délégation de Berne (v. chapitre XX) des arguments curieux : bien que Thomas, Henderson, etc., aient soutenu leurs impérialistes pendant la guerre, disait-il, tout cela était passé, et l'union avec eux ne pourrait qu'aider et non empêcher la révolution en Angleterre et en France ;

4° Il releva que la formule « tout le pouvoir aux Soviets » signifiait maintenant « tout le pouvoir aux bolcheviks », et exprima le désir que les Soviets eussent actuellement tout le pouvoir, au lieu de ne

faire que soutenir la bureaucratie bolcheviste.

On lui demanda quel était son programme, mais il répondit qu'il n'avait pas le temps de le donner. J'observai attentivement les applaudissements. On sentait clairement que tout le monde était mécontent de la situation actuelle, mais il était non moins clair qu'aucun parti n'avait de chances de réussir s'il visait à la destruction des Soviets (et c'est cela qui est l'objectif final de Dan ou, du moins, la transformation des Soviets en organisations industrielles non politiques) ou s'il n'était pas prêt à combattre la réaction du dehors.

J'allai voir Soukhanov qui est l'ami de Gorki et de Martov, bien qu'il ne partage pas précisément les opinions politiques de l'un ni de l'autre. Je voulais d'abord avoir les épreuves de son premier volume de souvenirs de la Révolution, et d'autre part apprendre ce qu'il pensait des événements. Je le trouvai emmitouflé dans une espèce de robe de chambre ou de pardessus, dans un appartement sans feu ; il était en train de prendre le thé sans sucre, avec très peu de pain, une petite saucisse, et un morceau microscopique de beurre qu'un ami avait dû lui apporter de la campagne.

Nikitski, un menchevik, se trouvait là également : c'est un type d'un pessimisme noir, qui prédit la ruine de tout le système de la Révolution.

Soukhanov me demanda si j'avais remarqué la disparition de toutes les cuillers (il n'y a plus que des cuillers de bois à l'hôtel Métropole) et si je n'y voyais pas un symbole de la désagrégation de la Révolution. Je lui dis que, bien que je n'eusse pas vécu en Russie comme lui trente ans et plus, j'y avais vécu cependant assez longtemps et que j'y avais assez observé, avant la Révolution, la disparition des appareils de pêche, pour ne pas être surpris que des paysans russes, même en tant que délégués, dérobaient des cuillers quand ils le pouvaient, surtout dans la période de troubles d'une révolution, quand ce ne serait que pour avoir à exhiber des souvenirs prouvant qu'ils avaient réellement été à Moscou.

Nous parlâmes naturellement de leur attitude vis-à-vis des bolcheviks. Tous deux travaillent dans des institutions soviétistes. Soukhanov (et Nikitski l'approuvait) croyait que si les bolcheviks continuaient à aller au devant des autres partis, mencheviks, etc., « Koltchak et Denikine se suicideraient et votre Lloyd George abandonnerait toute idée d'intervention ».

Je leur demandai ce qui se produirait si on leur disait de réunir une Assemblée constituante ou de rester soumis au blocus. Soukhanov me répondit : « Une telle Assemblée constituante serait impossible et nous lui serions opposés ».

Au sujet des Soviets, je ne sais plus lequel me dit : « Nous sommes *actuellement* tout à fait partisans du programme du gouvernement des Soviets, mais nous pensons qu'une telle forme de gouvernement ne peut être durable. Nous considérons les Soviets comme des instruments parfaits pour la lutte de classes, mais non comme une forme parfaite de gouvernement ».

Je demandai à Soukhanov s'il croyait à la possibilité d'une contre-révolution. Il me dit que non, mais il reconnut qu'il y avait danger à ce que l'agitation des mencheviks pût exciter le mécontentement des masses contre les conditions matérielles présentes et finir en pogroms qui détruiraient les bolcheviks et les mencheviks à la fois. Leur théorie générale était que la Russie n'était pas assez développée pour qu'un Etat socialiste y fût possible à présent. En conséquence, ils voulaient un Etat où existerait le capital privé et où les entreprises marcheraient sous la direction, non pas de l'Etat, mais des propriétaires eux-mêmes. Ils croyaient que les paysans, avec leurs instincts de petits propriétaires, soutiendraient éventuellement un régime de ce genre et que tout cela finirait par l'établissement d'une sorte de République démocratique.

Ils étaient tous deux opposés à l'offre de concessions aux Alliés, sous prétexte que celles-ci attribuaient aux concessionnaires tout le pouvoir dans la Russie du Nord : les chemins de fer, les forêts, le droit d'installer leurs propres banques dans les villes desservies par le chemin de fer avec tout ce que cela implique. Soukhanov était, en principe, contre les concessions, et regrettait que les mencheviks en fussent partisans.

Je vis Martov au bureau de son journal qui venait justement d'être supprimé parce qu'un article, qu'il reconnaissait lui-même comme un peu indiscret, avait protesté contre le maintien de l'Armée

rouge. Il me montra d'un geste éloquent les scellés des portes, et me dit qu'il avait lancé un nouveau journal. Il m'en fit voir le premier numéro, et me dit que la demande était si grande qu'en dépit de son intention d'en faire un hebdomadaire, il allait être obligé de le transformer en quotidien. Martov me dit que lui et son parti étaient opposés à toute forme d'intervention pour les raisons suivantes : 1 ° La continuation des hostilités, le besoin d'une armée et d'une défense active, ne faisaient que développer les qualités les moins désirables de la Révolution, tandis qu'un accord, en diminuant la tension générale amènerait certainement les bolcheviks à modérer leur politique ; 2° les besoins de l'armée entravaient tous les efforts qu'on faisait pour restaurer la vie économique du pays. Il était en outre convaincu qu'une intervention, quelle qu'elle fut, favorisait la réaction, en supposant même que les Alliés ne le désirassent point. « Ils ne peuvent empêcher eux-mêmes, dit-il, que les forces destinées à soutenir l'intervention ne soient dominées par celles de la réaction, puisque tous les partis non réactionnaires sont prêts à laisser de côté leurs différends avec les bolcheviks, afin de défendre la Révolution en bloc ». Il dit qu'il était convaincu que les bolcheviks changeraient de politique ou s'en iraient. Il me lut, à l'appui de son opinion, une lettre d'un paysan, qui prouvait que les paysans étaient tout à fait opposés à entrer dans les communes agraires.

(L'obligation avait d'ailleurs été déjà abandonnée par le Gouvernement central.)

« Nous avons pris la terre, écrivait le paysan. Nous n'en n'avons pas pris beaucoup, juste la quantité que nous pouvions travailler. Nous avons labouré ce qui ne l'avait jamais été jusqu'ici et si maintenant on en fait une commune, des paresseux qui n'ont rien fait du tout y viendront et profiteront de notre travail ». Martov concluait que la vie elle-même, les besoins du pays, et la volonté des masses paysannes amèneraient les changements qu'il jugeait désirables dans le régime des Soviets.

Les Social-révolutionnaires de droite

La fraction des social-révolutionnaires de droite est bien plus complexe que celle des mencheviks. Dans leurs dernières déclarations, ils sont aussi loin de leur aile gauche d'anarchistes romantiques, que de leur extrême droite de réactionnaires romantiques. Ils en tiennent, comme toujours, pour une Assemblée Constituante, mais ils ont abandonné l'idée de réunir cette Assemblée par la force. Ils ont eu avec les Alliés un contact plus étroit que n'importe quel autre parti y compris les cadets de gauche. En agissant ainsi, en s'unissant aux forces tchèques, sur la Volga, et en participant aux soulèvements réactionnaires de moindre importance à l'intérieur de la Russie, ils se sont très fortement compromis. Il ne faut pas attribuer leur changement d'attitude envers le gouvernement des Soviets à un changement dans leur propre programme, mais au fait qu'ils se sont rendu compte que les forces qu'ils croyaient prêtes à les soutenir étaient employées à soutenir des éléments beaucoup plus à droite. La *Gazette des Typographes*, organe non bolchevik, a imprimé une de leurs résolutions, dont un paragraphe demande le renversement des gouvernements réactionnaires soutenus par les Alliés ou les Allemands, tandis qu'un autre condamne tous les efforts faits pour renverser le gouvernement des Soviets par la force des armes, sous prétexte qu'une telle tentative affaiblirait la classe ouvrière dans son ensemble, et serait exploitée par les groupes réactionnaires pour réaliser leurs desseins.

Volski est un social-révolutionnaire de droite. Il était président de la Conférence des membres de la Constituante, dont le Directoire qui régna en Sibérie reçut le pouvoir, et l'amiral Koltchak, son commandement (car son vrai titre était « Commandant des forces de l'Assemblée Constituante »). Les membres de la Constituante devaient se réunir le 1er janvier de cette année, retirer au Directoire son autorité, et organiser un gouvernement pan-russe.

Mais il y eut une friction continuelle entre le Directoire et la Conférence de la Constituante, le Directoire étant beaucoup plus réactionnaire. En novembre se produisit le coup d'état de Koltchak ; la Conférence rédigeait contre lui une déclaration et lançait un appel pour le renverser. Quelques membres de la Constituante furent arrêtés par un groupe d'officiers. Quelques-uns, dit-on, furent tués. Je crois que Koltchak a, sur ce point, dégagé sa responsabilité, et qu'il n'était probablement pas au courant des intentions des réactionnaires qui étaient sous son commandement. D'autres membres s'enfuirent à Oufa. Le 5 décembre, 25 jours avant la prise de cette ville par les bolcheviks, ils annoncèrent leur intention de ne pas faire plus longtemps d'opposition armée au gouvernement des Soviets. Après la prise de la ville par les troupes des Soviets, des négociations commencèrent entre les

délégués de la Conférence de la Constituante, ainsi que d'autres social-révolutionnaires de droite, et des délégués du gouvernement des Soviets, dans le but de trouver une base d'accord. Ces négociations aboutirent à la résolution votée par le Comité Exécutif le 26 février (voir chapitre 21). Une délégation des membres vint à Moscou ; elle fut logée bizarrement dans un vaste appartement de l'Hôtel Métropole, où avaient été installés des lits tout le long des murs et de grandes tables au milieu pour leurs délibérations. Ce fut dans cette chambre que je vis Volski pour la première fois. Je le vis ensuite chez moi.

Je lui demandai ce qui les avait poussés, lui et tous ceux qu'il représentait, à abandonner Koltchak et les Alliés pour passer du côté du gouvernement des Soviets. Il me regarda bien en face et me dit : « Je vais vous le dire. Nous sommes convaincus par bien des faits que la politique des représentants alliés en Sibérie avait pour but non pas le renforcement de la Constituante contre les bolcheviks et les Allemands, mais simplement le renforcement des forces réactionnaires, derrière notre dos ».

Il exposa ainsi ses griefs : « Tout l'été dernier, nous tenions le front avec les Tchèques, car on nous avait dit que deux divisions allemandes avançaient pour nous attaquer ; nous savons aujourd'hui qu'il n'y avait pas du tout de troupes allemandes en Russie ».

Il critiqua les bolcheviks qui, dit-il, savaient mieux rédiger des programmes qu'organiser. Ils offraient l'électricité gratis, mais ils devaient maintenant reconnaître qu'il n'y aurait plus d'électricité à cause du manque de combustible.

Leur politique ne reposait pas suffisamment sur l'étude des possibilités actuelles. « Mais il est clair pour nous qu'ils combattent réellement la dictature bourgeoise. Aussi sommes-nous prêts à les aider de toute manière ».

Il me dit encore : « Une intervention, quelle qu'elle soit, prolongera le régime des bolcheviks en nous forçant d'abandonner l'opposition contre le gouvernement des Soviets, quoique nous ne l'aimions pas, et à le soutenir parce qu'il défend la Révolution ».

Pour ce qui est des secours donnés aux groupes et gouvernements qui combattent la Russie des Soviets, Volski dit qu'il ne voyait pas de différence entre une telle intervention et l'intervention qui consiste à envoyer des troupes.

Je lui demandai ce qu'il pensait de l'avenir. Il me répondit presque dans les mêmes termes que Martov, à savoir que les événements eux-mêmes forceraient les bolcheviks à modifier leur politique ou à s'en aller. Tôt ou tard, les paysans feront sentir leur volonté ; or, ils sont contre les bourgeois et contre les bolcheviks. Une réaction bourgeoise ne peut remporter de victoires durables sur les Soviets, car elle n'aura rien à offrir, pas une idée pour laquelle le peuple veuille se battre. Si par hasard Koltchak, Denikine et Cie devaient vaincre, il leur faudrait tuer des dizaines de milliers de gens là où les bolcheviks en avaient tué des centaines, et le résultat en serait la ruine complète et la chute définitive de la Russie dans l'anarchie. « L'exemple de l'Ukraine n'a-t-il donc pas suffi pour apprendre aux Alliés qu'une occupation de six mois d'un territoire non bolcheviste par une armée d'un demi-million d'hommes n'a eu d'autre résultat que de convertir la population au bolchevisme ? ».

XXVII. La Troisième Internationale

3 mars.

Vers la fin de février, Boukharine qui avait appris que je comptais bientôt partir me dit d'un air plutôt mystérieux : « Restez quelques jours de plus, car un événement d'une importance internationale va se produire, et il sera certainement intéressant pour votre histoire ».

Ce fut là tout ce que je pus savoir des préparatifs de la réunion de la Troisième Internationale.

Boukharine refusa d'en dire plus. Le 3 mars, Reinstein vint me trouver vers neuf heures du matin pour me dire qu'il avait eu pour moi un billet d'invitation à la Conférence du Kremlin, et qu'il s'étonnait que je n'eusse pas assisté à la séance d'inauguration. Je lui dis que je n'avais pas été prévenu, et que Litvinov et Karakhan, que j'avais vus tout récemment, ne m'en avaient jamais parlé. Supposant que c'était le secret auquel avait fait allusion Boukharine, je pensai qu'ils a-vaient à dessein gardé le silence. Je téléphonai à Litvinov, et je lui demandai s'il avait eu une rai-son pour s'opposer à ma présence. Il me répondit qu'il avait cru que cela ne m'intéresserait pas.

J'y allai donc. La Conférence était secrète, et on n'en disait rien dans les journaux du matin.

La réunion avait lieu dans une petite salle, où s'élevait, au fond, un trône comme dans les vieilles cours de justice bâties à l'époque de Catherine II. Celle-ci se serait dressée dans son tombeau si elle avait appris l'usage qu'on faisait de cette salle. Deux soldats de l'Armée rouge, en bel uniforme, gardaient les portes. La salle entière, y compris le parquet, était décorée en rouge. On voyait des bannières, avec des inscriptions en toutes langues, où on lisait : « Vive la Troisième Internationale ! »

Le Bureau siégeait sur le trône, au bout de la salle.

Lénine était au milieu, devant une table couverte d'étoffe rouge, avec Albrecht, le jeune spartakiste allemand, à sa droite, et le suisse Platten à sa gauche. L'auditoire remplissait la salle jusqu'au pied du trône. Les chaises étaient placées de façon à laisser au milieu une allée centrale, et, devant les quatre ou cinq premières rangées, il y avait de petites tables pour écrire. Toutes les personnalités connues étaient là : Trotski, Zinoviev, Kamenev, Tchitchérine, Boukharine, Kara-khan, Litvinov, Vorovski, Steklov, Rakovski, représentant le parti socialiste des Balkans, et Skrip-nik, représentant l'Ukraine. Il y avait aussi Stang (de la gauche socialiste de Norvège), Grimlund (de la gauche socialiste de Suède), Sadoul (France), Finberg (du British Socialist Party), Reinstein (du Labour-Par ty socialiste d'Amérique), un Turc, un Autrichien, un Chinois, etc.

On y prononçait des discours en toutes langues, surtout en allemand, car la plupart des étrangers connaissaient mieux l'allemand que le français. C'était une mauvaise affaire pour moi.

Quand j'entrai, des délégués présentaient leurs rapports sur la situation dans les différents pays.

Finberg parla en anglais, Rakovski et Sadoul en français. Skripnik, qui refusa de parler allemand comme on le lui demandait et déclara vouloir parler en russe ou en petit-russien, parla russe au grand soulagement de la plupart des auditeurs, et raconta des choses intéressantes sur la nouvelle révolution en Ukraine. Le meurtre des leaders révolutionnaires sous le régime Skoropadski, n'avait pas porté atteinte au mouvement, et les villes tombaient l'une après l'autre, après des soulèvements, locaux. (Ceci se passait avant la prise de Kiev et bien longtemps avant la prise d'Odessa, qu'ils prophétisaient avec assurance.) La dure leçon de l'occupation allemande avait donné aux socialistes révolutionnaires ukrainiens la même expérience qu'aux russes, au cours des quinze derniers mois, et tous les partis travaillaient ensemble.

L'intérêt de la réunion était dans son attitude vis-à-vis du Congrès de Berne. Plusieurs lettres avaient été reçues de membres de ce Congrès, notamment de Longuet qui aurait voulu que les communistes y fussent représentés. On se rendait compte, à Moscou, que l'aile gauche de Berne s'était sentie mal à l'aise de siéger aux côtés de Scheidemann et Cie ; elle n'avait qu'à rompre avec ces derniers, à en finir avec la Deuxième Internationale et à adhérer à la Troisième. Il apparaissait que la réunion du Kremlin était regardée comme le noyau d'une nouvelle Internationale, qui se dressait

contre celle qui s'était brisée en groupes nationaux, chacun soutenant son propre gouvernement pendant la guerre. C'était là le leitmotiv de l'Assemblée.

Trotsky, en veston de cuir, avait une culotte militaire, des guêtres, et un bonnet de fourrure avec l'insigne de l'Armée rouge. Il avait une excellente mine, mais son extérieur paraissait étrange à ceux qui le connaissaient comme un des plus grands anti-militaristes de l'Europe. Lénine écoutait tranquillement, et parlait, quand c'était nécessaire, dans presque toutes les langues européennes avec une facilité surprenante. Balabanova parlait de l'Italie, et semblait heureuse de se trouver enfin, même dans la Russie des Soviets, dans une « réunion secrète ».

La chose était en effet extraordinaire, et en dépit de quelques enfantillages, je ne pouvais m'empêcher de penser que j'assistais à un événement qui entrerait dans l'histoire du socialisme comme la fameuse réunion qui se tint à Londres en 1848.

Les personnages de marque de la réunion, non compris Platten (que je ne connais pas et sur lequel je ne puis exprimer un avis), étaient Lénine et le jeune Allemand Albrecht qui, excité par les événements qui se déroulaient alors dans son pays, parla avec enthousiasme et fermeté. L'Autrichien semblait être aussi un homme de valeur.

Rakovski, Skripnik et le Finnois Sirola, représentaient réellement quelque chose. Mais il y avait quelque peu d'artifice dans toute cette affaire, car Finberg, qui représentait les socialistes de gauche d'Angleterre, et Reinstein, qui représentait les Américains, n'avaient eu aucun moyen, ni l'un ni l'autre, de se mettre en communication avec leurs commettants.

4 mars.

On discuta ce jour-là le programme de la nouvelle Internationale. C'est la dictature du prolétariat et tout ce qu'elle comporte. J'entendis Lénine prononcer un bon discours, dans lequel il démontrait que Kautsky et ses partisans, à Berne, condamnaient actuellement les tactiques qu'ils avaient vantées en 1906. En quittant le Kremlin, je rencontrai Sirola qui se promenait sur la place, sans chapeau, sans pardessus, par un froid si intense que je dus me frotter le nez avec de la neige pour l'empêcher de geler. Je poussai une exclamation en le voyant. Sirola me sourit de son sourire candide ; « Nous sommes en mars, dit-il. Le printemps va venir ! »

5 mars.

Aujourd'hui tous les secrets ont été levés, un peu prématurément, car en entrant au Kremlin j'entendis exprimer la première note de l'opposition par un délégué dont personne n'attendait pareille attitude. Albrecht, le jeune Allemand, s'éleva contre la création immédiate de la Troisième Internationale, sous le double prétexte que toutes les nations n'y étaient pas représentées, et que cela pourrait créer dans chaque pays des difficultés pour les partis politiques qui y avaient pris part.

Tout le monde fut contre lui. Rakovski fit remarquer qu'on aurait pu formuler les mêmes objections contre la fondation de la Première Internationale, à Londres, par Karl Marx. Le délégué autrichien combattit le second argument d'Albrecht. D'autres délégués dirent que les différents partis présents à Moscou avaient, depuis longtemps, définitivement rompu avec la Deuxième Internationale. Albrecht fut en minorité d'une voix. Il fut décidé, en conséquence, que ce Congrès constituait effectivement la Troisième Internationale. Platten annonça la décision, et « l'internationale » fut chantée immédiatement en douze langues. Albrecht se leva alors, le visage un peu rouge, et déclara qu'il reconnaissait la décision et qu'il l'annoncerait en Allemagne.

6 mars.

La réunion du Kremlin se termina par les chants habituels et par la prise d'une photographie du Congrès. Un peu avant la fin, au moment même où Trotsky finissait son discours et quittait la tribune, on entendit les protestations du photographe qui venait d'installer son appareil. Quelques délégués observèrent que c'était la « dictature du photographe », et, au milieu des rires de l'assistance, Trotsky

dut remonter à la tribune et rester debout, en silence, tandis que l'impitoyable opérateur prenait deux clichés.

La fondation de l'internationale avait été proclamée dans les journaux du matin et l'on avait annoncé pour le soir une réunion extraordinaire au Grand-Théâtre.

Je me rendis au théâtre vers 5 heures, et j'eus de la peine à entrer, bien que j'eusse une carte spéciale de correspondant. On faisait queue à toutes les portes. Il y avait là le Soviet de Moscou, le Comité Exécutif, les représentants des syndicats et des comités d'usines, etc.

Le vaste théâtre et le parterre étaient comblés ; les gens se tenaient debout sur les bas-côtés et s'entassaient même les uns contre les autres, dans les coulisses de la scène.

Kamenev ouvrit la séance par la proclamation solennelle de la fondation de la Troisième Internationale, au Kremlin. Une tempête d'applaudissements éclata dans l'assistance. Le public se leva et chanta « L'Internationale », comme jamais je ne l'avais entendue chanter depuis le jour où le Congrès panrusse avait appris la nouvelle des grèves en Allemagne durant les négociations de Brest. Kamenev parla alors de ceux qui étaient morts pour la cause, de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, et le théâtre entier se leva de nouveau tandis que l'orchestre jouait : « Vy jertvoiou pali » (Vous êtes tombés, victimes dans la lutte fatale).

Lénine prit la parole. Si jamais j'avais pu penser que Lénine perdait sa popularité, j'eus alors la réponse. Un long temps se passa avant qu'il put parler ; la foule, debout, noyait dans les applaudissements ses efforts répétés pour prendre la parole. La scène était extraordinaire, formidable. Un groupe d'ouvriers se trouvait tout près de moi ; ils se battaient presque pour voir Lénine, et chacun poussait des acclamations comme s'il était persuadé qu'il se ferait entendre de Lénine en particulier.

Lénine parla comme d'habitude, très simplement, appuyant sur le fait que partout la lutte révolutionnaire était forcée de recourir aux formes soviétistes. Il lut un journal italien qui disait : « Nous proclamons notre solidarité avec les buts soviétistes » et il ajouta : « Ceci a été écrit quand on ne savait pas quels étaient nos buts et avant que nous eussions rédigé nous-mêmes un programme ». Albrecht prononça, sur Spartacus, un long discours plein de faits que traduisit Trotski. Guilbeaux, qui avait l'air d'un enfant, parla du mouvement socialiste en France. Steklov était en train de le traduire quand je sortis. N'oubliez pas que j'ai assisté pendant deux ans à des réunions pareilles et que je ne suis pas russe. En sortant, je trouvai à chaque porte une foule de gens désappointés qui n'avaient pu entrer.

Les solennités se terminèrent le lendemain par une revue sur la Place Rouge. Ce fut pour tout le monde un jour férié. Si les délégués de Berne étaient venus, comme on s'y attendait, les Communistes leur auraient certainement souhaité la bienvenue, mais leur auraient dit qu'ils n'étaient pas considérés comme représentants de l'internationale. Il s'en serait suivi une terrible bataille autour de chacun des délégués de gauche ; les Mencheviks les auraient pressé de rester à Berne, et les Communistes d'adhérer à l'internationale du Kremlin. Il y aurait eu des manifestations et des contre-manifestations. Je suis tout à fait navré que cela ne soit pas arrivé et que je n'aie pu être là pour le voir.

XXVIII. Ma dernière conversation avec Lénine

J'allai voir Lénine le lendemain de la revue de la Place Rouge et de la fête donnée en l'honneur de la Troisième Internationale.

Il me dit tout d'abord : « Je crains que les jingoes d'Angleterre et de France ne se servent de la manifestation d'hier comme d'un prétexte pour une nouvelle action contre nous. Ils diront : « Comment pourrions-nous les laisser en paix quand ils sont occupés à mettre le monde en feu ? » A quoi je répondrai : « Nous sommes en guerre, messieurs ! Et de même que, durant votre guerre, vous essayiez de faire la révolution en Allemagne, et que l'Allemagne faisait de son mieux pour provoquer des troubles en Irlande et dans l'Inde, de même, quand nous sommes en guerre avec vous, nous adoptons les moyens qui nous sont accessibles. Nous vous avons dit, d'ailleurs, que nous sommes disposés à faire la paix. »

Il parla de la dernière note de Tehitchérine et dit que ses amis fondaient tous leurs espoirs sur elle. Balfour avait dit un jour : « Qu'on laisse l'incendie se détruire lui-même ». Cela ne se ferait pas. Mais le moyen le plus rapide de restaurer de bonnes conditions en Russie ce serait naturellement la paix et l'accord avec les alliés. « Je suis sûr que nous pourrions arriver à nous entendre s'ils voulaient vraiment s'entendre avec nous. L'Angleterre et l'Amérique y consentiraient peut-être si elles n'avaient pas les mains liées par la France. Mais l'intervention sur une vaste échelle peut difficilement avoir lieu maintenant. Les Alliés doivent avoir appris que la Russie ne pourra jamais être gouvernée comme l'Inde est gouvernée, et qu'envoyer des troupes ici c'est les envoyer à une Université communiste. »

Je fis allusion à l'hostilité générale manifestée contre la propagande bolcheviste dans les pays étrangers.

« Dites-leur, me dit Lénine, de construire une muraille de Chine autour de chacun de leur pays. Ils ont leurs douaniers, leurs frontières, leurs gardes-côtes. Ils peuvent expulser tout bolchevik s'ils le désirent. La Révolution ne dépend pas de la propagande. Si les conditions d'une révolution ne sont pas là, aucune espèce de propagande ne peut la hâter ou l'empêcher. La guerre a créé ces conditions dans tous les pays, et je suis convaincu que si la Russie d'aujourd'hui devait être engloutie dans la mer ou cesser complètement d'exister, la révolution continuerait dans le reste de l'Europe. Mettez La Russie sous l'eau pour vingt ans, et vous n'affecterez en rien les revendications des délégués d'ateliers d'Angleterre. »

Je lui dis ce que j'avais dit souvent à la plupart de ses amis, que je ne croyais pas à la révolution en Angleterre.

« Nous avons un proverbe, me répondit Lénine, qui dit qu'un homme peut être atteint de la typhoïde et se tenir sur ses jambes. Il y a vingt ou trente ans, j'ai eu la typhoïde abortive et tout en l'ayant je continuais ma vie jusqu'au jour où elle m'a terrassé. L'Angleterre, la France et l'Italie sont déjà atteintes. L'Angleterre peut vous sembler indemne, mais le microbe est là. »

Je répondis que, de même qu'il avait eu une typhoïde abortive, les troubles d'Angleterre auxquels il faisait allusion pourraient bien aboutir à une révolution abortive et ne conduiraient à rien. Je lui signalai la nature vague, le manque de cohésion des grèves et lui dis que le caractère généralement libéral du mouvement opposé au caractère socialiste – dans la mesure où il était politique – me rappelait ce que je savais du mouvement de 1905 en Russie et pas du tout de celui de 1917, et que j'étais sûr qu'il s'apaiserait.

« Oui, me dit-il, c'est possible. C'est peut-être une période d'éducation pendant laquelle les ouvriers anglais arriveront à se rendre compte clairement de leurs besoins politiques, et à évoluer du libéralisme au socialisme. Le socialisme est certainement faible en Angleterre. Vos mouvements socialistes, vos partis socialistes..., quand j'étais en Angleterre, je les étudiais avec ardeur, et pour un pays qui a une population industrielle aussi grande, c'était pitoyable..., une poignée à un coin de rue..., un meeting dans un salon..., un patronage..., c'était pitoyable ! Mais vous devez vous souvenir qu'il y a une grande différence entre la Russie de 1905 et l'Angleterre d'aujourd'hui. Notre premier Soviet en

Russie fut créé pendant la Révolution. Vos comités de délégués d'ateliers existent depuis longtemps. Ils sont sans programme, sans direction, mais l'opposition qu'ils rencontreront leur imposera un programme. »

Parlant de la visité attendue de la délégation de Berne, il me demanda si je connaissais Macdonald, dont le nom avait été substitué à celui d'Henderson dans les derniers télégrammes annonçant son arrivée. Il dit : « Je suis enchanté que Macdonald vienne à la place d'Henderson. Naturellement, Macdonald n'est pas marxiste, en aucune façon, mais, au moins, il s'intéresse à la théorie ; on peut être certain qu'il fera de son mieux pour comprendre ce qui se passe ici. Nous ne demandons pas davantage. »

Puis, nous bavardâmes un peu sur un sujet qui m'intéresse beaucoup : la façon dont, insensiblement et tout à fait en dehors de l'influence de la guerre, les théories communistes se modifient au moment délicat de leur passage dans la pratique.

Nous parlâmes du changement survenu dans l'exercice du contrôle des travailleurs, qui est aujourd'hui une chose très différente de l'organisation rudimentaire du début qui rendait le travail presque impossible. Nous parlâmes ensuite de l'antipathie des paysans pour le communisme obligatoire. Je demandai à Lénine quelles allaient être les relations entre les communistes des villes et les paysans attachés à la propriété individuelle, et s'il n'y avait pas un grand danger d'une antipathie durable entre eux. J'ajoutai que je regrettais d'être obligé de quitter la Russie trop tôt pour pouvoir me rendre compte du degré d'élasticité des théories communistes sous la pression inévitable des paysans,

Lénine me répondit qu'en Russie la distinction entre les paysans riches, et les paysans pauvres est nettement marquée. « La seule opposition que nous rencontrons vient, directement ou indirectement, des paysans riches. Les pauvres, sitôt qu'ils sont libérés de la domination politique des riches, se rangent de notre côté, et ils forment une énorme majorité. »

Je lui fis remarquer qu'il ne devait pas en être ainsi en Ukraine, où la propriété est beaucoup plus également répartie entre les paysans.

« Non, me répondit-il. Et là-bas, en Ukraine, vous constateriez certainement une modification de la politique que nous suivons ici. Quoi qu'il arrive, la guerre civile ne peut manquer d'être plus âpre en Ukraine qu'ailleurs parce que là, l'instinct de propriété est déjà très développé chez les paysans, et la majorité et la minorité s'y équilibrent davantage. »

Il me demanda si je n'avais pas l'intention de revenir, et me dit que je pourrais alors aller à Kiev et y étudier la Révolution comme je l'avais fait à Moscou. Je lui répondis que je serais bien fâché de penser que ma visite présente fût la dernière dans ce pays que j'aime le plus, après mon propre pays. Il se mit à rire et, pour me faire un compliment, me dit que, « quoique Anglais », j'avais plus ou moins bien réussi à comprendre ce que veulent les bolcheviks et qu'il serait heureux de me revoir.

XXIX. Le Retour

15 mars.

Je n'ai rien à raconter au sujet des derniers jours de ma visite ; ils furent complètement employés à rassembler et à emballer mes documents ; et à faire mes préparatifs de départ. Je partis avec les deux Américains, MM. Bullit et Steffens, qui étaient venus à Moscou quelques jours auparavant et qui avaient voyagé dans le train avec Bill Chatov, le commandant de Pétrograd ; ce dernier n'est pas un bolchevik, mais un fervent admirateur du prince Kropotkine, et il a fait plus que quiconque pour répandre ses œuvres en Russie. Chatov avait vécu à New-York, comme émigré ; il était revenu en Russie et avait rétabli l'ordre et la loi dans le chaos du chemin de fer Pétrograd-Moscou ; il ne laissait jamais passer l'occasion de rendre service à un Américain ; grâce à son équilibre d'esprit, son sens pratique, il était devenu un des plus actifs serviteurs des Soviets, tout en disant qu'au jour où l'on cesserait de les attaquer, il serait le premier à renverser les bolcheviks.

Il était allé dans les province occupées pendant l'évacuation allemande, pour acheter des armes et des munitions aux soldats allemands. Les prix, disait-il, étaient plutôt bas. On pouvait acheter des fusils à un mark pièce, des canons de campagne pour 150 marks, une station de T.S.F. de campagne pour 500 marks. On l'avait ensuite nommé commandant de Pétrograd, après avoir eu l'intention de le charger de la réorganisation des transports. Quand on lui demandait combien de temps il pensait que tiendrait le Gouvernement des Soviets, il répondait : « Nous sommes capables de souffrir de la faim encore un an pour sauver la Révolution ».